

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE L'APPLICATION
PAR LES CAISSES D'ASSURANCE ET LES ORGANISMES D'ENCAISSEMENT
DE LA LOI DU 5 AVRIL 1910
SUR LES
**RETRAITES OUVRIÈRES
ET PAYSANNES**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 7 juin 1915 à 2 heures

PAR

H. MALISSOU

Président : M. RAOUL JAY, professeur.

Suffragants : { *MM. SOUCHON, professeur.*
CAPITANT, —



PARIS
LIBRAIRIES-IMPRIMERIES RÉUNIES

L. MARTINET, Directeur
7, RUE SAINT-BENOÎT, 7

1915

DE L'APPLICATION
PAR LES CAISSES D'ASSURANCE ET LES ORGANISMES D'ENCAISSEMENT
DE LA LOI DU 5 AVRIL 1910
SUR LES
RETRAITES OUVRIÈRES
ET PAYSANNES

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE L'APPLICATION
PAR LES CAISSES D'ASSURANCE ET LES ORGANISMES D'ENCAISSEMENT
DE LA LOI DU 5 AVRIL 1910
SUR LES
RETRAITES OUVRIÈRES
ET PAYSANNES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 7 juin 1915 à 2 heures

PAR

H. MALISSOU

Président : M. RAOUL JAY, professeur.

Suffragants : { MM. SOUCHON, professeur.
CAPITANT, —



PARIS
LIBRAIRIES-IMPRIMERIES RÉUNIES
L. MARTINET, Directeur
7, RUE SAINT-BENOÎT, 7

1915



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DE L'APPLICATION
PAR LES CAISSES D'ASSURANCE ET LES ORGANISMES D'ENCAISSEMENT
DE LA LOI DU 5 AVRIL 1910
SUR LES
RETRAITES OUVRIÈRES
ET PAYSANNES

AVANT-PROPOS

Le législateur de 1910 a prévu l'organisation de différents systèmes autonomes d'assurance pour les retraites ouvrières. Il n'a pas voulu que l'épargne des bénéficiaires de la loi du 5 avril fut obligatoirement versée dans une Caisse unique et a laissé à ceux-là la faculté de se grouper suivant leurs préférences, leurs affinités professionnelles ou leurs besoins naturels.

Cependant, il fut question de réserver, à un organisme nouveau, l'exclusivité de la constitution des retraites. Dans la séance de la Chambre du 12 décembre 1905 (*Journal officiel* du 13, page 3875) M. Charles Dumont se montra un partisan résolu de ce système en proposant, par voie d'amendement, de constituer les retraites par un organisme

central, à l'exclusion de tous autres. Il s'efforça de montrer que l'intervention de Caisses diverses « compliquerait le fonctionnement de la loi au point de rendre celle-ci pratiquement inapplicable », mit en relief le danger que ferait courir, aux Sociétés de secours mutuels, le « don mortel » qu'on voulait leur faire en leur confiant le rôle d'organes auxiliaires de la loi et fit valoir qu'en liant la mutualité à l'assurance d'État, obligatoire, la Chambre exposerait l'esprit mutualiste au plus grave des périls.

L'organisme auquel M. Dumont faisait allusion n'était autre que celui dont la création avait été envisagée, un an auparavant, dans le rapport de M. le député Guieysse, inséré au *Journal officiel* du 16 décembre 1904 (annexes, page 1187). M. Guieysse justifiait cette création par l'impossibilité de confier le service des retraites à la Caisse nationale déjà existante « à cause du taux de placement des fonds, qui était encore de 3 1/2 o/o et ne pourrait vraisemblablement dépasser celui de 3 o/o ». Dans la séance susrappelée du 12 décembre 1905, la création de cette nouvelle Caisse trouva un adversaire dans la personne de M. Dormoy, qui représenta la Caisse organisée par la loi du 20 juillet 1886 comme parfaitement en mesure de répondre à tous les besoins, sans qu'il soit nécessaire de la doubler d'une nouvelle Caisse, laquelle ne manquerait pas d'entraîner des dépenses élevées. Supprimée par la Commission du Sénat, la Caisse nationale à créer disparut du texte de la loi, et son rétablissement

ne fut pas demandé lors de la discussion de l'article 14.

La Chambre rejeta la proposition de M. Dumont et vota le principe de la multiplicité des Caisses de retraites. Mais, à cet égard, les débats furent extrêmement longs et touffus. Le texte entier du *Journal officiel* devrait être reproduit ici, si l'on voulait exposer en détail les arguments fournis par les partisans et les adversaires du système adopté. Des renseignements intéressants figurent aux numéros des 7, 13 et 14 décembre 1905 (pages 3777 et suivantes, 3874 et suivantes, 3902 et suivantes); quelques-uns sont relatés plus loin, dans un chapitre consacré au régime administratif des Caisses d'assurance (Sociétés de secours mutuels).

Quoi qu'il en soit, les assurés peuvent aujourd'hui choisir la Caisse à laquelle ils désirent se constituer leur retraite. Deux conditions seulement sont mises à cette faculté qui leur appartient : la Caisse choisie doit figurer parmi celles dont l'énumération est donnée à l'article 14 de la loi et cette Caisse doit être autorisée.

Quel est le rôle des organismes de retraites dans l'application de la loi? A quelles règles ces derniers sont-ils tenus? Quels résultats ont-ils obtenus depuis la mise en vigueur de la loi? Leur avenir est-il assuré? Leur maintien est-il souhaitable? Ces différentes questions sont examinées dans les chapitres qui vont suivre.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550409_0052

CHAPITRE PREMIER

Des Caisses d'assurance.

L'énumération des Caisses autorisées à constituer la retraite de vieillesse prévue par la loi du 5 avril 1910 est donnée à l'article 14 de la dite loi. Ces Caisses sont les suivantes :

- 1° Caisse nationale des retraites;
- 2° Sociétés ou Unions de Sociétés de secours mutuels dans les conditions spécifiées à l'article 17 de la loi;
- 3° Caisses départementales ou régionales de retraites instituées par décret;
- 4° Caisses patronales ou syndicales de retraites;
- 5° Caisses de syndicats de garantie liant solidairement les patrons adhérents pour l'assurance de la retraite;
- 6° Caisses de retraites de syndicats professionnels.

Cette énumération est limitative. Le législateur a exclu du nombre des organismes autorisés à faire la retraite :

1^o **Les Sociétés de prévoyance**, telles que les « Prévoyants de l'Avenir ». Dans la deuxième séance du 14 mars 1910, le Sénat a prononcé cette exclusion en repoussant un amendement de M. le sénateur Poulle (*Journal officiel*, 15 mars 1910, page 566).

Cet amendement avait un double but : permettre aux Sociétés de prévoyance de faire les encaissements et, ensuite, de figurer parmi les Caisses qui, aux termes de l'article 14 de la loi, sont laissées aux assurés avec la faculté de s'y faire ouvrir un compte individuel. M. Poulle s'attachait à montrer les garanties considérables que présentent les dites Sociétés. « Les « Prévoyants de l'Avenir », disait-il, comptent « actuellement 2.278 sections groupant 590.000 adhé-
« rents; leur capital social, qui est de 84 millions de
« francs, s'augmente tous les mois d'une somme
« qui n'est pas inférieure à 600.000 francs. Les sec-
« tions comprennent, presque toutes, plusieurs cen-
« taines d'adhérents, mais il en est qui en comptent
« des milliers. » Puis il ajoutait : « Vous me
« donnerez bien le droit de dire qu'il n'est pas
« possible de prétendre qu'il pourrait y avoir des
« inconvénients à permettre à des associations
« de ce genre de se charger des encaissements. »
Il demandait enfin de permettre à ces Sociétés de faire directement le service de la retraite. « Quelle raison y aurait-il, en présence de garanties
« aussi importantes que celles dont j'ai parlé, de
« ne pas accorder à ces Sociétés de prévoyance ce

« que le Sénat a accordé aux Sociétés de secours
« mutuels? »

M. Viviani, ministre du Travail, combattit l'amendement présenté au Sénat : « Je crois, dit-il, qu'il
« y aurait quelque danger à mettre ces Sociétés
« de prévoyance sur le même niveau, pour entrer
« en concurrence avec elles, que les Sociétés de
« secours mutuels. Lorsque les Sociétés de secours
« mutuels sont approuvées, il faut encore qu'elles
« soient agréées, c'est-à-dire qu'elles passent à tra-
« vers une seconde épreuve; et si elles en sortent,
« c'est alors seulement qu'elles auront le droit d'en-
« caisser et le droit de gérer. Il s'agit de Sociétés de
« prévoyance qui n'ont subi aucune espèce de con-
« trôle, qui n'ont reçu aucune espèce d'approbation
« de la loi, et l'on viendrait vous demander, par un
« geste, en une seconde délibération, alors qu'il n'en
« avait pas été question en première lecture, de les
« mettre au même niveau que les Sociétés de secours
« mutuels! » Il ajoutait enfin, en substance, qu'il
était, pour les Sociétés de prévoyance, un moyen très
simple de participer au fonctionnement de la loi :
c'est de se conformer à la loi du 1^{er} avril 1898, de
se transformer en Sociétés de secours mutuels et de
se faire faire agréer. L'amendement Poulle fut fina-
lement rejeté à l'énorme majorité de 121 voix sur
291 votants.

**2° Les Caisses d'épargne ordinaires et la Caisse
nationale d'épargne postale.** — Cette exclusion fut

prononcée à la demande même du Gouvernement (*Journal officiel*, 13 décembre 1905, page 3871). M. Albert Dormoy signalait aussi « combien il aurait été dangereux de charger les Caisses d'épargne, qui ont un but et un rôle absolument définis, d'assurer encore un service de retraite sur la vieillesse ».

Il avait été question de réserver à une Caisse centrale, à créer, l'exclusivité de la constitution des retraites. Dans la séance de la Chambre du 12 décembre 1905 (*Journal officiel*, 13 décembre 1905, page 3874) M. Ch. Dumont se fit l'apôtre de ce système. La Caisse centrale aurait eu dans chaque région, une succursale à la portée des patrons et assurés. M. Dumont voyait dans cette organisation l'avantage de la suppression d'organismes multiples et de la complication qui devait résulter, pour les assurés, de leur mutation d'une Caisse à l'autre. Il convient de remarquer que les événements ont démontré l'exagération de cette crainte. D'ailleurs, le principe de la création d'une Caisse centrale fut combattu par M. Dormoy qui fit valoir l'augmentation considérable de dépenses qui en résulterait sans nécessité aucune, puisqu'à ses yeux la Caisse nationale des retraites actuellement existante pourrait se voir attribuer le nouveau rôle que le législateur devait plus tard lui confier, concurremment avec les autres organismes visés à l'article 14.

Choix de la Caisse. — En résumé, les comptes des assurés doivent être ouverts, obligatoirement,

dans l'une des Caisses susmentionnées. Mais, parmi ces Caisses, chaque assuré a le droit de choisir celle qui lui convient et où il désire que son compte soit tenu : le premier paragraphe de l'article 14 de la loi l'indique expressément. Le même bénéfice n'appartient pas aux patrons dont les versements suivent le sort de leurs salariés. Il faut reconnaître qu'il était difficile d'agir autrement; la tenue d'un compte unique s'imposait et M. Viviani l'a parfaitement démontré dans la séance du Sénat du 14 mars 1910. M. Philippe Berger demandait que, dans le cas où il existait des Caisses patronales, le versement patronal ne suivit pas le versement ouvrier. D'après lui, la condition essentielle de l'existence des Caisses patronales était intimement liée à la libre disposition de la subvention patronale obligatoire, alors même que le versement des ouvriers serait porté à une autre Caisse. Sa théorie était basée sur l'hypothèse suivante :

« Supposons, disait-il, un patron qui verse actuel-
« lement, à sa Caisse des retraites, 14 francs pour
« chaque ouvrier. Sa cotisation se compose de
« 9 francs obligatoires et de 5 francs qu'il donne
« de sa poche, librement, volontairement, en plus
« de 9 francs obligatoires. Et il faudra que, d'un
« jour à l'autre, suivant le caprice de l'ouvrier ou
« suivant les ordres qu'il recevra du dehors, il
« retire de sa Caisse 9 francs de ces 14 francs; il ne
« lui restera plus à gérer que 5 francs, si encore on
« lui en laisse le droit. Savez-vous ce qu'il dira?...

« Si je suis réduit à n'avoir entre les mains qu'un
« résidu de 5 francs, vraiment, il ne me reste plus
« qu'à fermer ma Caisse et à laisser à l'État qui l'a
« tuée la responsabilité d'assurer la retraite des
« ouvriers. »

M. Viviani fit remarquer au Sénat que par l'expression : « Compte individuel de l'assuré », il fallait entendre le compte individuel de l'ouvrier, grossi du versement patronal. C'étaient deux versements associés tombant dans la même Caisse et qui étaient la base du compte de l'assuré. « Vous avez, « dit-il au Sénat, admis la capitalisation et, par « conséquent, l'association, sur la tête de l'ouvrier, « des versements qu'il a effectués et des versements « patronaux et voilà que, revenant en arrière, « M. Philippe Berger vous demande de dissocier le « versement de l'ouvrier du versement patronal. « Cela, je le reconnais, est absolument impossible et « j'ajoute qu'au point de vue administratif, l'adop- « tion de cet amendement nous mènerait à une véri- « table impossibilité. On nous dit que l'ouvrier « change quelquefois de Caisse. Il peut arriver que, « par exemple, il change de ville et que, changeant « de ville, il change de Caisse, ou qu'étant à un « Syndicat professionnel, il aille à une Société de « secours mutuels. Personne ne peut l'en empêcher. « Mais ce que demande M. Berger c'est de multi- « plier par deux ces difficultés. Vous aurez, d'un « côté, le versement ouvrier qui ira de Caisse en « Caisse, et de l'autre, le versement patronal qui

« ira aussi de Caisse en Caisse; si bien qu'il y aura
« pendant toute la vie de l'ouvrier, deux fractions
« de retraites qui ne se rencontreront qu'à 65 ans
« pour se cumuler sur sa tête.

« Par quel contrôle nous sera-t-il possible de voir
« toujours la situation? Il faudra d'abord à l'ouvrier
« deux cartes : l'une sur laquelle le versement sera
« inscrit avec l'indication de sa Caisse, et l'autre sur
« laquelle il y aura la mention de la Caisse du patron.
« Il faudra donc deux timbres : un timbre patronal
« et un timbre ouvrier, par conséquent un double
« contrôle. Vous multipliez ainsi par deux toutes les
« difficultés de la loi. »

M. Tournon intervint dans le débat. Selon lui, il était difficile d'imposer à un patron dont les ouvriers voudraient aller à une Caisse syndicale ouvrière, l'obligation de verser à cette Caisse syndicale ouvrière ses propres cotisations. Il demandait donc que la liberté des versements fut réservée à chacun des intéressés.

L'amendement Berger fut finalement repoussé à 48 voix de majorité sur 296 votants.

Il est donc entendu que le choix de la Caisse d'assurance appartient exclusivement à l'assuré. Comment est faite cette désignation?

La désignation, par l'assuré, de la Caisse qu'il a choisie est faite sur le bulletin de renseignements visé au décret du 25 mars 1911, article 4, § 1^{er}. Si l'assuré ne veut ou ne sait pas faire de choix, son compte est ouvert, d'office, à la Caisse nationale

des retraites. Cette désignation est définitive jusqu'à notification, par l'assuré, d'un choix nouveau, lequel ne peut toutefois se manifester que lors de l'échange de la carte annuelle.

Le bulletin de renseignements comporte aussi l'indication des conditions dans lesquelles l'assuré désire effectuer ses versements qui peuvent être faits, soit à capital aliéné, soit à capital réservé au profit des ayants-droit de l'assuré lors de son décès. Il va sans dire qu'à cet égard, une déclaration de l'intéressé est nécessaire. Toutefois, une restriction regrettable a été apportée, sur un point, par le décret du 25 mars 1911, article 4, § 4 et la circulaire du 29 mars 1911, adressée par le ministère du Travail aux préfets. Cette restriction vise le cas des assurés mineurs qui n'ont pas, en raison de leur âge, la libre disposition de leurs biens : « Il est entendu, « dit la circulaire, que, jusqu'à leur majorité, leurs « versements (de ces mineurs) seront faits à capital « aliéné. Il leur appartiendra ensuite de déclarer, « s'ils le désirent, qu'ils entendent effectuer désor- « mais leurs versements à « capital réservé ». Or, il semble bien que la logique et l'équité eussent voulu qu'une disposition contraire fut adoptée. S'il est exact, en effet, qu'un mineur n'a pas la libre disposition de ses biens, est-ce un motif suffisant pour les lui prendre ? On aurait dû plutôt interdire l'aliénation des versements en rendant obligatoire la réserve de ces derniers. A sa majorité, l'assuré aurait alors pris le parti le plus conforme à ses

désirs et à ses intérêts, soit en maintenant la réserve des versements, soit en demandant l'aliénation des versements déjà effectués ou futurs.

Les assurés doivent choisir *librement*, parmi les Caisses autorisées, celle où ils désirent que leur compte soit ouvert. Ils ne peuvent être contraints d'adhérer à tel organisme plutôt qu'à tel autre : c'est ce que l'on a appelé, au cours des travaux préparatoires, « la liberté dans l'obligation ». Ce principe a été rappelé dans la circulaire du 18 septembre 1911, adressée par le ministre de l'Intérieur aux préfets et aux maires. Ces derniers, aux termes de la dite circulaire, doivent s'abstenir de toute démarche ou de toute mesure susceptible d'influencer les assurés dans le choix de la Caisse où ils veulent voir capitaliser leurs versements.

A vrai dire, il serait difficile de citer des exemples de pression administrative exercée dans tel ou tel sens. Mais on ne peut cependant s'empêcher de constater que l'inertie coupable de certains bureaux donne des résultats équivalents. Il est fréquent que des cartes individuelles appartenant à des affiliés d'une Caisse d'assurance portent la désignation d'un organisme étranger. La Caisse nationale bénéficie, par ce moyen, d'une forte proportion d'assurés nouveaux. Les maires se soucient peu de provoquer l'indication exacte, sur les cartes individuelles, de l'organisme choisi par l'assuré. Si celui-ci ne précise pas lui-même à quelle Caisse il entend adhérer, le préposé de la mairie, par commodité, n'hésite pas à l'affilier

d'office à la Caisse nationale. C'est pour lui une économie de temps, car il lui suffit d'apposer le cachet que sa prévoyance a fait confectionner à l'avance. Des bulletins sont même tout préparés en faveur de certaines Caisses et déposés dans les mairies qui deviennent ainsi de véritables agences de réclame en faveur de ces Caisses. Il y a là un abus grave qu'il convient de faire disparaître. Il serait cependant possible de vaincre les résultats d'une pareille routine. Il suffirait, dans ce but, d'imposer aux maires l'obligation de maintenir, sur les nouvelles cartes, la désignation de l'Institution dont l'adhérent avait librement fait choix à l'origine; puis d'inviter les préfetures à adresser à la Caisse que l'assuré quitte un duplicata du bulletin d'option, dont l'original doit être adressé à la Caisse nouvellement choisie. De cette façon, la Caisse délaissée pourrait solliciter, de son ancien assuré, des éclaircissements sur les motifs de son abandon et son retour dans les rangs qu'il a quittés. Les Caisses d'assurance font preuve d'un zèle méritoire dans le recrutement de leurs adhérents. Il serait juste que les règlements leur vinssent en aide pour leur permettre de conserver les adhérents qu'elles ont pu recruter par leurs propres moyens.

Changement de Caisse. — On a vu plus haut que les assurés conservaient toujours la faculté de changer de Caisse. Mais ce changement n'est possible qu'une fois par an, lors de l'échange de la carte

annuelle. L'assuré doit en aviser le préfet au moyen d'un bulletin spécial qui doit être remis à la mairie, un mois avant l'anniversaire de la naissance du dit assuré. (*Décret*, 25 mars 1911, art. 17.) Cette obligation se rattache au principe de la liberté, qui est laissée à l'assuré, de choisir sa Caisse et ce choix doit être expressément formulé par écrit. Elle permet aux Caisses de conserver les adhérents qu'elles ont recrutés. Il est rare, en effet, qu'un assuré cherche *motu proprio* à quitter l'organisme qu'il a choisi à l'origine ; de plus, la nécessité dans laquelle il se trouve de rédiger un nouveau bulletin est de nature à le faire mieux réfléchir avant de se prononcer en faveur d'un organisme nouveau. Les mutations de Caisse à Caisse ne sont pas désirables. Certains organismes, moins favorisés que d'autres par suite de circonstances diverses, ne peuvent offrir des avantages équivalents à ceux offerts par leur concurrents ; cette infériorité peut amener une réduction excessive de leurs effectifs et compromettre ainsi leur existence même. Il ne faudrait pas encore favoriser cet exode d'adhérents, en négligeant d'appliquer strictement la formalité imposée par l'article 17 du décret de 1911. Les organismes ont déjà les plus grandes peines à grouper un nombre suffisant d'adhérents pour vivre ; il serait désirable que, ce nombre atteint, des organismes concurrents ne viennent pas mettre des entraves à cette existence en cherchant, par toutes sortes de moyens, à attirer vers eux des assurés qui, en droit, ne sauraient leur

appartenir. Il est non moins désirable que, soit par ignorance, soit par apathie, les administrations municipales ne se prêtent pas à ces sortes de combinaisons; leur devoir consiste à garder la neutralité la plus absolue, en ce qui concerne du moins le choix de la Caisse par les assurés. Or, à cet égard, on peut citer certaines initiatives qui se sont produites récemment et qui sont des plus regrettables. Le Congrès des maires de Seine-et-Marne, qui s'est tenu le 27 avril 1913, a adopté les conclusions suivantes : « Les sommes versées aux retraites ouvrières
« en Seine-et-Marne (dit M. Vallé, maire de Moret)
« formeront un capital considérable qui pourra,
« pour un dixième, être employé à des œuvres...
« d'habitations à bon marché, de logements ou-
« vriers, etc... Il y a un intérêt considérable, pour
« le département, à ce que ces sommes restent dans
« notre département, à la disposition des travailleurs
« qui pourront ainsi en bénéficier. Les millions des
« retraites ouvrières étant ainsi, dans Seine-et-Marne,
« employés à assurer les bénéficiaires de la loi sur
« leurs vieux jours et à créer des œuvres de pré-
« voyance, cela permet d'espérer pouvoir les
« maintenir dans nos campagnes au moment où
« l'agriculture commence à souffrir de l'angoissant
« problème de la dépopulation. » Puis M. Vallé énu-
mère les moyens pratiques, pour les communes, de
favoriser le succès et le développement de la Caisse
mutualiste de Seine-et-Marne. Il préconise :

1° Des conférences dans chaque commune pour

préciser le but de la Caisse mutualiste et en faire ressortir les avantages;

2° L'inscription d'*office*, à la Caisse mutualiste, de tous les employés communaux, en même temps que l'insertion de cette obligation dans les règlements municipaux. On engagerait ensuite tous les assurés se présentant dans les mairies à adhérer à la Caisse de Seine-et-Marne, en leur faisant signer le bulletin de changement de Caisse. Pour cette propagande dont les secrétaires de mairies seraient les principaux auteurs, il y aurait lieu d'intéresser ces employés soit pécuniairement, soit par des récompenses;

3° L'engagement à prendre, par les Communes, de toujours donner la préférence, à taux égal, pour leurs emprunts, à la Caisse de Seine-et-Marne. Cet engagement permettrait aux assurés du département d'augmenter de près d'un quart le chiffre de la pension produite par les versements;

4° L'inscription des communes en qualité de membres honoraires de la Caisse mutualiste et le versement d'une cotisation de 5 francs par 1000 habitants.

Les moyens indiqués sous les numéros 1 et 4 ne peuvent donner lieu à critique; il n'en est pas de même de ceux indiqués sous les numéros 2 et 3. En effet, l'inscription d'*office* des employés municipaux est absolument contraire à la liberté et à la dignité de l'employé. De plus, la propagande à faire dans les mairies en faveur de telle ou telle Caisse de retraite va à l'encontre du principe de la « liberté

dans l'obligation ». « Les comptes individuels des assurés sont ouverts, à *leur choix*, dans l'une des Caisses ci-après », dit l'article 14 de la loi. Il est évident que ce choix doit être libre et qu'il ne l'est plus si l'assuré est influencé par l'administration municipale de sa commune. Dans tous les cas, ce n'est pas à cette dernière d'user de son autorité morale pour déterminer un assuré à s'affilier à un organisme plutôt qu'à un autre. Son rôle doit se borner à remettre en blanc et à recevoir, dûment rempli, le bulletin dont il est fait mention à l'article 4 du décret du 25 mars 1911. En ce qui concerne l'engagement visé plus haut sous le numéro 3, on ne voit pas très bien sous quelle forme cet engagement pourrait se produire, ni jusqu'à quel point il pourrait lier celui qui l'aurait pris.

Quelle que soit la valeur des moyens préconisés, il faut retenir de cet exposé la préoccupation intense des administrations municipales de Seine-et-Marne, d'assurer à l'organisme susvisé un développement rapide et continu. A ce point de vue seulement cet exemple mérite d'être suivi, s'il doit avoir pour résultat d'amener à la prévoyance un nombre toujours plus grand de travailleurs. Il mériterait moins d'encouragements s'il n'aboutissait qu'à grossir l'effectif d'un organisme, en amoindrissant celui d'un autre. Il n'y aurait là qu'un déplacement de forces mutualistes sans avantage pour la collectivité.

Il convient, en terminant, de dire quelques mots au sujet de la procédure à suivre par les assurés

changeant, non pas de Caisse d'assurance, mais de résidence. Il est indiqué dans les notices mises par le ministère du Travail à la disposition des intéressés, que les assurés changeant de résidence doivent, à la mairie de leur nouvelle résidence, faire connaître leur situation antérieure. Cette formalité doit être remplie au moment de la demande d'inscription sur la liste de la nouvelle commune. Il en est de même lorsque, dans une grande ville, l'assuré change d'adresse ou de quartier. Or, à ce sujet, l'éducation du personnel des mairies a besoin d'être sérieusement complétée. Des assurés ont affirmé que, s'étant présentés à la mairie de leur nouvelle résidence pour y solliciter les renseignements que comportait leur changement de domicile, il leur a été répondu qu'il leur suffisait de s'inscrire comme s'ils n'avaient pas encore été adhérents à la loi. Il en est résulté qu'un grand nombre d'assurés ont eu en mains deux cartes annuelles et qu'ils se sont demandés sur laquelle de ces cartes ils devaient opérer leurs versements.

Personnalité civile des Caisses d'assurances. Contrôle auquel elles sont soumises. — Les Caisses de retraite jouissent de la personnalité civile (*Loi*, art. 14, § 8); cette disposition leur permet donc de recevoir des dons et des legs. Elles sont placées sous le contrôle financier du ministre des Finances. Ce contrôle est exercé par les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs des finances des départements et, dans le département de la Seine, par le receveur

central des finances. L'inspection des finances procède également à la vérification des dites Caisses (*Décret*, 25 mars 1911, art. 99). Les articles 100 à 103 du décret du 25 mars 1911 indiquent, en détail, la nature du contrôle susvisé.

Les dites Caisses relèvent enfin du ministère du Travail (art. 14 de la loi, 8^e alinéa). Cette disposition a trouvé un adversaire résolu dans la personne de M. Cuvinot, rapporteur de la Commission du Sénat. « Je trouve excessif, dit-il, de considérer
« comme *relevant du ministre du Travail* des orga-
« nismes libres. Ils sont placés sous le contrôle de
« l'Administration, sous le contrôle financier du
« ministre des Finances; mais on ne peut pas dire
« qu'ils relèvent directement d'un ministère. Insérer
« ces mots dans la loi, c'est condamner tous ces
« organismes à être sous la dépendance de l'Admi-
« nistration, des bureaux du ministère du Travail. »
M. Viviani, ministre du Travail, réclama avec énergie le bénéfice des dispositions que lui conférait la loi. Il fit très judicieusement remarquer que le contrôle du ministre des Finances s'exerçait déjà sur les Caisses d'épargne qui sont cependant dans les attributions du ministre du Travail et qu'il en était de même des Caisses patronales des mines. (Sénat, séance du 21 janvier 1910. — *Journal officiel* du 22, pages 91 et 92.) La disposition sus-indiquée fut adoptée.

CHAPITRE II

Régime administratif des Caisses d'assurance.

Caisse nationale des retraites. — La législation n'a rien changé à l'organisation de cet établissement, qui continue à être géré par la Caisse des Dépôts et Consignations (*Loi*, 20 juillet 1886). La loi de 1910 (art. 14) prescrit simplement l'ouverture, dans les écritures de la Caisse nationale, d'un compte exclusivement destiné à la constatation des opérations résultant de la dite loi.

Sociétés de secours mutuels. — Ce n'est pas sans difficultés que l'admission des Sociétés de secours mutuels au nombre des organismes d'assurance a été acceptée. A la séance de la Chambre du 12 décembre 1905 (*Journal officiel*, 13 décembre, pages 3874 et suiv.) M. Dumont s'en fit l'adversaire.

« Dans votre loi compliquée, dit-il, créer des Caisses
« multiples chargées de recevoir des cotisations
« ouvrières et patronales, c'est organiser le chaos,
« c'est pratiquement rendre impossible la mise en
« application de la loi des retraites... Dans l'état actuel

« les mutualistes perçoivent des cotisations et au
« prorata de leurs ressources, accrues et bonifiées
« de diverses manières, subviennent à différents ser-
« vices. Leur imposer une obligation, une compta-
« bilité compliquée et minutieuse, la constitution de
« réserves mathématiques, des cautionnements, des
« responsabilités non plus morales mais pécuniaires
« et pénales, c'est aller contre leurs mœurs, leurs
« habitudes, l'esprit de leur œuvre, c'est les pousser
« dans une voie au bout de laquelle il y a fatale-
« ment la dissolution. » M. Charles Dumont fit
ressortir ensuite l'augmentation énorme de frais géné-
raux qui incomberait aux Sociétés du fait de leur
participation au service des retraites. Il demanda
enfin de laisser la mutualité à son œuvre, qui est le
secours à la maladie et à l'hygiène préventive de la
maladie et réclama pour l'Etat l'obligation d'assurer
la vieillesse. Les mêmes arguments furent repris par
M. Bouveri à l'occasion de la discussion, à la
Chambre, du budget du ministère du Travail pour
l'exercice 1911. (*Journal officiel*, 27 janvier 1911,
page 277.)

La participation des Sociétés au service des re-
traites, réclamée et soutenue par les représentants
des mutualistes, fut néanmoins adoptée, dans les
conditions suivantes.

I. *Agrément.* — La Société qui désire user de la
faculté que lui accorde l'article 17 de la loi doit se
faire agréer par décret. A cet effet, elle adresse au

préfet du département dans lequel elle a son siège une demande signée par son président et accompagnée des pièces énumérées à l'article 47 du décret du 25 mars 1911. Le préfet transmet le dossier, avec ses observations, au ministre du Travail.

Il est statué sur la demande dans les trois mois à partir de son arrivée à la Préfecture, soit par un décret rendu sur la proposition des ministres du Travail et des Finances dans le cas où l'agrément est accordé, soit, en cas de refus, par une décision concertée entre les deux ministres. Cette décision doit être motivée. Si, à l'expiration du délai de trois mois, la Société n'a pas reçu notification du décret ou de la décision ci-dessus prévus, sa demande est considérée comme rejetée. (*Décret*, 25 mars 1911, art. 48.)

L'agrément ne peut être refusé qu'aux Sociétés ou Unions ne remplissant pas les conditions imposées par le règlement d'administration publique. Ce n'est donc pas une faveur, mais un droit qui appartient aux Sociétés ou Unions remplissant les dites conditions. (Déclaration de M. Viviani, au Sénat : *Journal officiel*, 27 janvier 1910, page 112.)

Le refus d'agrément donne ainsi ouverture à un recours au Conseil d'État, sans ministère d'avocat et avec dispense de tous droits. (*Loi*, art. 17, § 3.)

Une fois accordé, l'agrément ne peut être retiré que par décret rendu sur avis conforme de la section permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrières et pour l'une des causes ci-après :

1^o Infraction aux règles de comptabilité ou autres

irrégularités commises dans la gestion du service des retraites (*Loi*, art. 24, 2°);

2° Défaut d'équilibre entre l'actif et le passif de la Caisse; diminution, au-dessous du chiffre de 1800, du nombre des sociétaires auxquels un compte individuel est ouvert et de ceux dont la retraite déjà liquidée est servie par la Société. (*Décret*, 25 mars 1911, art. 54.)

Ce décret est susceptible d'être déféré au Conseil d'État, dans les mêmes conditions que le refus d'agrément.

L'article 54 du décret (2°, 3°, 4° et 5° alinéas) détermine les formalités qui doivent être observées par l'Administration vis-à-vis de la Société dont le retrait d'agrément doit être prononcé.

II. *Comptabilité*. — La Société qui a reçu l'agrément est tenue d'établir une comptabilité spéciale, dans laquelle sont décrites les opérations relatives au service des retraites à l'exclusion des frais d'administration. (*Décret*, 1911, art. 49.)

Les recettes en espèces donnent lieu à la délivrance de quittances extraites d'un registre à souche. Les pièces justificatives des dépenses sont conservées au siège de la Société. Toutes les opérations sont inscrites chaque jour sur un registre spécial. En fin de quinzaine, elles font l'objet d'un dépouillement par nature de recettes et de dépenses. En fin de trimestre, le trésorier de la Société établit un relevé général faisant ressortir, par nature de recettes et de

dépenses, le total des opérations du service des retraites prévues par la loi. (*Décret*, 1911, art. 50.)

Un compte individuel est ouvert à chaque sociétaire qui a choisi la Société comme établissement assureur. Doivent être inscrits à ce compte, chaque année, au moment de l'arrivée à la Société de la carte annuelle, les versements de l'assuré, et, s'il y a lieu, les contributions des employeurs et les majorations prévues à l'article 36 de la loi. (*Décret*, 1911, art. 51.)

Dans le premier semestre de chaque année, la Société envoie au ministre du Travail un inventaire établi au 31 décembre de l'année précédente et donnant sa situation active et passive, en ce qui concerne les opérations du service des retraites prévues par la loi. Les réserves mathématiques font l'objet d'un article spécial du passif. Elles sont calculées d'après le tarif en vigueur au moment de l'inventaire. (*Décret*, 1911, art. 53.)

III. *Fonds de retraite aliénable*. — L'article 17, § 4 de la loi du 5 avril 1910 établit une distinction entre les sommes versées à la Caisse des Dépôts par application de la loi du 1^{er} avril 1898, article 21, modifié par l'article 61 de la loi de finances du 31 mars 1903 et celles déposées à la même Caisse en exécution de la loi des retraites. Ces dernières sommes forment un fonds distinct, aliénable et qui ne bénéficie pas de la bonification d'intérêts prévue par la loi du 31 mars 1903. Ce fonds est employé, par la

Caisse des Dépôts, suivant les indications qui lui sont fournies par les Sociétés.

On peut être surpris, au premier abord, que le fond de retraite aliénable ne bénéficie pas du taux de faveur de 4 fr. 50 p. 0/0 accordé aux Sociétés de secours mutuels pour les sommes versées à leur compte courant ordinaire. M. Viviani a donné au Sénat (séance du 26 janvier 1910, *Journal officiel* du 27, page 112) l'explication de cette particularité :

« J'entends qu'il soit bien spécifié, une fois de plus,
« qu'il n'est en rien touché au taux de 4 1/2 dû aux
« Sociétés de secours mutuels pour toutes les opé-
« rations, extérieures à la loi des retraites, aux-
« quelles elles se livrent. Mais ce taux de 4 1/2 ne
« peut pas leur être versé quand il s'agit de fonds
« distincts et aliénables avec lesquels elles vont
« faire les retraites, par cette excellente raison que
« la loi accorde aux mutualistes, comme à tous
« les bénéficiaires, l'allocation de l'État de 60 francs,
« et qu'à moins de condamner à mort, à moins de
« frapper de stérilité toutes les autres Caisses, on
« ne peut servir 4 1/2 p. 0/0 à la Caisse mutualiste à
« laquelle tout le monde aurait recours si l'État
« devait fournir le taux de 4 1/2 sur les fonds alié-
« nables et distincts. »

IV. *Allocations aux Sociétés.* — Les assurés n'ont pas la charge des frais d'administration des Sociétés agréées. Ces frais sont couverts par une allocation

annuelle, payée au moyen d'un fonds de réserve alimenté, dit l'article 16 de la loi :

1° Par les versements prévus à l'article 11 de la loi (contributions patronales afférentes à l'emploi, soit de salariés étrangers dont les pays d'origine n'assurent pas à nos nationaux des avantages équivalents, soit de salariés français dont la retraite est liquidée ou en instance de liquidation).

2° Par les amendes prévues à l'article 23 et par les versements effectués dans les greffes par les patrons qui se sont trouvés dans l'impossibilité de faire les appositions de timbres-retraite exigées par la loi, c'est-à-dire lorsque le salarié n'a pas de carte ou refuse de présenter celle qui lui a été délivrée.

3° Par les arrérages des pensions retenues aux retraités en exécution de l'article 2277 du Code civil (*Prescription quinquennale*).

4° Par la portion non employée annuellement du revenu de la moitié du produit de la vente des bijoux de la Couronne, affecté par l'article 4 de la loi du 31 décembre 1895 au service des pensions d'invalidité prévues par la loi du 20 juillet 1886 (art. 11) sur la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

5° Par les dons et les legs faits à l'État avec affectation spéciale au fonds de réserve.

L'allocation annuelle comprend :

1° Une remise de 5 p. 0/0 pour les frais d'encaissement et d'envoi de fonds à l'établissement assureur;

2° Une indemnité d'un franc par compte d'assuré ou de retraité aux organismes qui constituent ou servent les retraites. (*Loi*, 1910, article 12.)

Au cas où le fonds de réserve serait insuffisant pour couvrir les indemnités, il serait pourvu à cette dépense au moyen d'un crédit ouvert au budget du ministère du Travail.

La remise de 5 p. o/o est liquidée par le ministère du Travail, d'après le montant des encaissements constatés par les préfets sur les cartes annuelles. (*Décret*, 1911, art. 115, modifié par celui du 8 août 1912.)

Les versements des assurés donnent seuls lieu au calcul de la remise, à l'exclusion des contributions des patrons. Ces dernières, en effet, étant toujours acquittées au moyen de timbres apposés par les employeurs eux mêmes, ne passent pas par l'intermédiaire des Sociétés collectrices. Il n'y a donc pas de raison d'allouer aux dites Sociétés une remise sur des fonds qu'elles ne perçoivent pas.

L'article 116 du décret de 1911, modifié par le décret du 6 août 1912, indique de quelle façon l'allocation de 1 franc pour frais de gestion est mise à la disposition des Caisses d'assurance. La question a été posée de savoir si la remise de 5 p. o/o était due aux organismes faisant, à la fois, la collecte et la retraite. M. Bepmale, au Sénat (Séance du 14 mars 1910, *Journal officiel* du 15, page 558), exprima l'avis que les Caisses d'assurance se chargeant en même temps de la collecte ne pouvaient cumuler l'allocation

tion d'un franc avec la remise de 5 p. 0/0, puisqu'il n'y avait pas envoi de fonds à l'établissement assureur. MM. Cochery et Viviani, ministres des Finances et du Travail, furent d'un avis contraire. Ce n'est que plus tard qu'une solution fut adoptée. La Commission du budget ayant demandé l'interprétation du Gouvernement, M. Lafferre, ministre du Travail, répondit par la lettre ci-après, dont on trouve le texte dans le rapport de M. Chéron sur le budget du ministère du Travail pour l'exercice 1911 :

« Le Gouvernement a tranché par la négative la
« question de savoir si la remise de 5 p. 0/0 est due
« aux organismes faisant la collecte et la retraite.
« Il lui a paru que le texte de l'article 12 était formel;
« qu'en allouant une remise de 5 p. 0/0 pour les
« frais d'encaissement et d'envoi de fonds à l'éta-
« blissement assureur, le législateur avait imposé
« une double condition : qu'il y eut à la fois encais-
« sement et transmission de fonds à une Caisse d'as-
« surance, et que cette condition ne pouvait être
« remplie si la collecte et la retraite étaient opérées
« par un même organisme ; on doit d'ailleurs obser-
« ver que, en allouant la remise de 5 p. 0/0, le législa-
« teur a eu surtout en vue les Sociétés de secours
« mutuels. Or, celles-ci ne subiront, en fait, aucun
« préjudice par suite de l'interprétation littérale de la
« loi, à laquelle s'est arrêté le Gouvernement. La mu-
« tualité pourra s'organiser, en effet, de telle manière
« que les encaissements soient effectués, non pas
« directement par la Société ou l'Union constituant

« les retraites, mais par l'intermédiaire d'autres
« Sociétés de secours mutuels. En fait, la concep-
« tion du Gouvernement a pour conséquence de
« limiter le bénéfice de la remise de 5 p. o/o aux
« Sociétés de secours mutuels, aux Caisses d'épar-
« gnes et aux Caisses de syndicats ouvriers qui font
« la collecte pour le compte d'autres Caisses. Quant
« aux Caisses patronales et aux Caisses syndicales
« de retraites, qui ne peuvent encaisser les cotisa-
« tions que pour leur propre compte, elles ne sau-
« raient, en aucun cas, recevoir la remise de
« 5 p. o/o. »

Il a été dit, plus haut, que les Caisses d'assurance bénéficieraient d'une indemnité annuelle de 1 franc par compte d'assuré ou de retraité. De quelle façon les indemnités de cette nature sont-elles liquidées ? Elles le sont dans les conditions suivantes :

1° Pour les comptes d'assurés donnant lieu à des versements, d'après le nombre de comptes portés aux bordereaux hebdomadaires mentionnés à l'article 24 du décret du 25 mars 1911.

2° Pour les comptes des retraités, d'après des relevés établis par les Caisses d'assurance et visés, en ce qui concerne la Caisse nationale des retraites, par la Commission de surveillance de la Caisse des Dépôts ; en ce qui concerne les autres Caisses, par l'un des fonctionnaires chargés du contrôle financier. (*Décret*, 1911, art. 114.)

Un même compte individuel ne peut donner lieu qu'à une seule indemnité annuelle de 1 franc. Lors-

qu'un assuré a successivement adhéré à plusieurs Caisses au cours d'une même année, l'allocation est répartie également entre les Caisses participantes.

Enfin, les allocations viagères et bonifications ne donnent pas lieu à l'allocation de 1 franc.

Les allocations sont ordonnancées au nom de la Caisse des Dépôts pour être portées au crédit des comptes courants ouverts par cet établissement aux diverses Caisses d'assurance. Le décret de 1911, article 116, 2^e alinéa, indique comment est fait l'ordonnancement des allocations concernant les comptes des assurés dont la retraite n'est pas encore liquidée.

Indépendamment de l'allocation prévue à l'article 12 de la loi, les Sociétés de secours mutuels reçoivent de l'État une allocation annuelle de 1 fr. 50, réduite à 0 fr. 75 pour les assurés de moins de 18 ans, qui doit être affectée à un dégrèvement de pareille somme sur la cotisation-maladie de l'assuré. Toutefois, cette allocation n'est pas attribuée si la cotisation versée pour l'assurance contre la maladie est inférieure à 6 francs, ou à 3 francs si l'assuré a moins de 18 ans (*Loi*, art. 18). Quelques réflexions s'imposent au sujet de l'attribution de la dite allocation; elles seront exposées plus loin.

Caisses de retraites des syndicats professionnels. — Ces Caisses sont mentionnées à l'article 14, 6^e, de la loi.

A quels syndicats le dit article de la loi fait-il

allusion? Il est évident qu'il s'agit de syndicats ouvriers ou mixtes et que les syndicats patronaux, dont les Caisses de retraites sont soumises à un régime spécial (*Loi*, art. 19) n'y sont pas visés.

Les Caisses de retraites de syndicats professionnels sont assimilées aux Sociétés de secours mutuels (*Décret*, 25 mars 1911, art. 56) au point de vue des obligations et formalités à remplir et des avantages spéciaux accordés par la loi.

Caisses départementales ou régionales de retraites. — L'article 14 (3^e) de la loi de 1910 prévoit la création d'organismes nouveaux, dénommés Caisses départementales ou régionales de retraite. Ces organismes sont institués par décret, après avis de la section permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrières. (*Décret*, 25 mars 1911, art. 57, 2^e alinéa.) Le décret d'autorisation fixe le siège et les limites de la circonscription de la Caisse. Toute modification à cette règle ne peut être apportée que par un décret qui doit être précédé d'un avis de la Commission permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrières et d'un avis du Comité de direction de la Caisse.

Seuls peuvent adhérer à une Caisse départementale ou régionale les assurés résidant dans la circonscription au moment de leur adhésion. Ils peuvent ensuite continuer d'adhérer à la même Caisse malgré tous changements successifs de résidence. Le principe posé au début de cet alinéa est l'un

des traits caractéristiques des Caisses qu'il vise.

Les Caisses départementales ou régionales sont, à leur création, administrées par un Comité de direction provisoire, composé de quatre membres nommés par le Gouvernement. Ce Comité est chargé de préparer le règlement intérieur prévu à l'article 77 du décret de 1911, de le soumettre à l'approbation du ministre du Travail, de provoquer les adhésions des assurés placés sous le régime des articles 1 ou 36 de la loi, de prendre les mesures nécessaires pour la nomination des représentants élus des assurés et des employeurs au Comité de direction définitif et de gérer et d'administrer la Caisse jusqu'à l'installation de ce Comité. (*Décret*, 1911, art. 58.)

Le Comité de direction définitif est composé de douze membres, savoir :

1° Les quatre directeurs provisoires de la Caisse, qui représentent le Gouvernement ;

2° Quatre assurés élus par les assurés adhérents à la Caisse qui résident dans sa circonscription ;

3° Quatre employeurs élus par les employeurs qui comptent parmi leurs salariés des assurés adhérents à la Caisse qui résident dans sa circonscription. (*Décret*, 1911, art. 59.)

L'article 60 du décret détermine le mode de remplacement des représentants du Gouvernement au sein du Conseil de direction, la durée du mandat des directeurs élus et le mode de renouvellement de ces derniers.

L'article 61 fixe les règles à observer pour l'établis-

sement de la liste électorale qui est divisée en deux sections. On inscrit à la première section tous les assurés qui, majeurs, ont fait un versement à leur compte pendant les douze mois qui ont précédé la date de confection ou de révision de la liste, tous ceux dont le compte individuel a été ouvert pendant la même période et, enfin, les retraités de la Caisse.

Sont inscrits à la deuxième section et sur leur demande, les employeurs majeurs qui ont compté, pendant les douze mois précédents, parmi leurs salariés, des électeurs inscrits à la première section.

La liste électorale est dressée, pour la première fois, par le Comité de direction provisoire, puis révisée ensuite et tenue à jour, avant le 31 décembre de chaque année, par le Comité définitif (art. 62 du décret).

Aux termes de l'article 63, les électeurs sont inscrits sur la liste d'après leur résidence, suivant l'ordre alphabétique des communes comprises dans les circonscriptions de la Caisse. A partir du 1^{er} janvier de chaque année, la liste est tenue à la disposition des intéressés au siège de la Caisse; un extrait de la liste concernant chacune des communes de la circonscription dans laquelle des électeurs ont leur résidence est en outre envoyé à la mairie de la dite commune pour y être tenu à la disposition des intéressés.

L'article 64 indique quels sont les éligibles. Ce sont les assurés et les employeurs électeurs, de l'un ou de l'autre sexe, de nationalité française, âgés de

30 ans accomplis, jouissant de leurs droits civils et n'ayant subi aucune des condamnations auxquelles est attachée la privation des droits politiques.

Les articles 65 à 69 énumèrent les diverses opérations auxquelles donnent lieu les élections.

L'article 70 prévoit les cas dans lesquels il est procédé à des élections complémentaires.

Les articles 71 à 75 indiquent la composition du bureau du Comité de direction, la nature des fonctions de membre du Comité de direction (fonctions qui sont gratuites en principe), la façon, pour le dit Conseil de se réunir et de délibérer ainsi que les pouvoirs et les attributions qui lui sont confiés.

Les articles 51 et 53, relatifs à l'ouverture des comptes individuels et à l'établissement d'un inventaire annuel sont applicables aux Caisses départementales et régionales (art. 76 du décret).

L'article 77 prescrit l'établissement d'un règlement intérieur. Ce règlement, arrêté par le Comité de direction provisoire, détermine les conditions d'administration de la Caisse et est soumis, ainsi que les modifications ultérieures qui peuvent y être apportées, à l'approbation du ministre du Travail.

Les articles 78 à 80 visent la tenue de la comptabilité des Caisses et les sanctions que comportent les infractions ou autres illégalités commises dans la gestion de ces organismes.

L'article 81 prévoit la suppression de la Caisse. C'est le cas lorsque, à l'expiration de la troisième

année d'existence de la Caisse, le nombre des assurés et retraités n'a pas atteint 10.000 ou lorsque, par la suite, ce nombre devient inférieur à 9.000.

Enfin, l'article 82 traite la question des avances à consentir par l'État aux Caisses départementales ou régionales. Ces avances sont destinées à couvrir les frais de premier établissement. Le montant en est déterminé par les ministres du Travail et des Finances, sur la demande de chaque Caisse, et dans les limites d'un maximum fixé par le décret d'institution de la Caisse. (*Décret*, art. 55.) Le remboursement de ces avances doit être effectué dans le délai de quinze ans au plus, par annuités égales calculées au taux du tarif de chaque Caisse pour la première année d'opérations. (*Loi*, art. 38.) Si le paiement de ces annuités n'intervient pas dans le délai fixé, une décision des ministres du Travail et des Finances peut autoriser le prélèvement d'office de tout ou partie de l'annuité en retard sur le montant des indemnités de 1 franc par compte accordées à la Caisse par application de l'article 12. (*Décret*, art. 55.) Les avantages résultant de la création des Caisses départementales ou régionales sont évidents. En décidant cette création, le législateur a voulu décharger la Caisse nationale du soin exclusif d'assurer la retraite de vieillesse aux assurés qui ne savent ou ne peuvent faire choix d'un organisme libre.

En dehors de cette considération, l'utilité des Caisses susvisées est d'éviter le danger de l'accu-

mulation, dans un coffre-fort unique, de capitaux énormes; ceux-ci sont répartis entre des Caisses libres décentralisées.

Les Caisses départementales ou régionales ont aussi la possibilité d'augmenter sensiblement le montant de leurs retraites, grâce aux ressources d'une nature particulière qu'elles peuvent se procurer : cotisations de membres honoraires, subventions des communes, dons et legs. Mais leur principal avantage consiste en ce que tous leurs assurés participent à l'administration et à la gestion de leurs intérêts. L'heureuse disposition contenue dans l'article 59 du décret du 25 mars 1911 ne peut qu'exercer une influence salubre sur l'esprit des salariés, d'une part en permettant l'union de plus en plus grande du capital et du travail, puisque patrons et salariés collaboreront à une œuvre commune et, d'autre part, en mettant ceux-ci à même de surveiller l'emploi et la gestion de leurs versements personnels qui sont toujours leur propriété puisqu'ils proviennent de leurs salaires, des versements patronaux et des majorations de l'État.

La triple collaboration de l'assuré, de l'employeur et de l'État présente toutes garanties d'une excellente administration.

Caisses patronales et syndicales de retraites. — Caisses de syndicats de garantie liant solidairement les patrons adhérents pour l'assurance de la retraite. — Au début de ce paragraphe, il n'est pas

inutile de donner une définition des Caisses visées à l'article 19 de la loi.

Une Caisse patronale est une Caisse de retraites créée par un patron au profit des employés et salariés qui travaillent dans son entreprise. Une Caisse syndicale est une Caisse instituée par plusieurs patrons exerçant soit la même profession, soit des professions n'appartenant qu'à l'un des groupements déterminés à cet effet, au bénéfice des travailleurs occupés dans leurs établissements. M. Viviani a donné lui-même la définition d'une Caisse de retraite d'un syndicat de garantie solidaire : c'est une association entre patrons qui sont solidaires les uns des autres pour garantir les risques de la pension. (*Journal officiel*, 16 mars 1910, page 602.)

Ces différents organismes sont placés sous un régime d'exception. La constitution des retraites de leurs adhérents est laissée à leur initiative. C'est ainsi qu'ils ne sont pas tenus de faire les versements prévus à l'article 2 de la loi, ni d'apposer les timbres sur les cartes annuelles. Une condition leur est cependant imposée : la pension à servir à leurs assurés doit être au moins égale à celle qui serait obtenue dans les mêmes périodes en vertu de la loi de 1910. De plus, les Caisses patronales et syndicales doivent, comme les autres Caisses prévues à l'article 14, adopter le système de la capitalisation des versements. Toutefois, cette dernière obligation ne s'applique qu'à la partie de la cotisation correspondant au versement obligatoire; avec le surplus elles peuvent,

soit constituer des réserves, soit accorder des avantages supplémentaires aux bénéficiaires ou à leur famille, dans les conditions déterminées par les statuts approuvés. (*Loi*, 1910, art. 5.)

Organisation. — Une distinction doit être faite entre les Caisses créées antérieurement à la loi du 5 avril 1910 et celles créées postérieurement à la dite loi.

A. Les Caisses créées antérieurement à la loi peuvent être autorisées à continuer de fonctionner, sous la double condition qu'elles justifient : 1° que les retraites qu'elles s'engagent à servir dans l'avenir soient au moins égales à celles qui seraient obtenues en vertu de la loi de 1910; 2° que leurs réserves mathématiques soient suffisantes pour leur permettre de faire face aux engagements déjà contractés par elles. Si cette dernière justification ne peut être fournie, les Caisses doivent compléter leurs réserves dans le délai à elles imparti par une décision du ministre du Travail, et qui ne peut, en aucun cas, excéder deux ans. Les Caisses doivent, en outre, prendre l'engagement de compléter leurs réserves mathématiques sur une mise en demeure du ministre du Travail, lorsqu'une insuffisance sera constatée à la suite de l'établissement de l'inventaire annuel. (*Décret*, 25 mars 1911, art. 95.)

L'article 97 du décret de 1911 étend aux Caisses et institutions collectives de retraites visées aux

articles 95 et 96 les dispositions des articles 83, 85, 89, 90, 91, 92 et 93 du dit décret.

Les dispositions des articles 84, 86 et 88 ne leur sont donc pas applicables.

L'article 98 vise les institutions patronales de retraites qui existaient au moment de la promulgation de la loi et qui opéraient leurs versements à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Ces institutions peuvent être autorisées à continuer leurs versements à la même Caisse si les conditions spécifiées dans le dit article sont remplies. Les deux derniers alinéas renferment la sanction appliquée en cas d'irrégularités de gestion après mise en demeure. Ajoutons enfin que ces diverses institutions et Caisses patronales ont droit à l'indemnité de 1 franc par compte allouée aux Caisses d'assurance en vertu de l'article 12 de la loi.

B. En ce qui concerne les Caisses créées postérieurement à la promulgation de la loi, il convient de se reporter à l'article 84 du décret de 1911, qui indique les formalités à remplir par ceux qui demandent l'autorisation de constituer soit une Caisse patronale ou syndicale, soit une Caisse de garantie solidaire. Cette autorisation, dit l'article 19 de la loi, est donnée par décret rendu sur la proposition des ministres du Travail et des Finances, mais précédé d'un avis de la section permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrières, lorsqu'il s'agit d'autoriser une Caisse de syndicat et de garantie

solidaire. (*Décret*, 1911, art. 84.) A la différence des Sociétés des secours mutuels, le fait que les Caisses patronales ou syndicales se sont conformées, pour leur demande d'autorisation, aux prescriptions de l'article 84 du décret de 1911, ne met pas le Gouvernement dans l'obligation de rendre un décret favorable. Cela est indiqué très explicitement au *Journal officiel* du 16 mars 1910 (pages 601 et 602 : débats du Sénat, deuxième séance du 15 mars). M. Tournon avait demandé, pour les Caisses en question, le droit d'introduire, en cas de refus d'autorisation, un recours au Conseil d'État. M. Viviani lui répondit en faisant ressortir que la décision du ministre ne peut en principe être attaquée devant le Conseil d'État, que si le ministre, par un acte capricieux ou arbitraire, a violé les règlements qui lui sont imposés. « Mais, ajoute-t-il, quand y a-t-il
« règlement ? C'est lorsqu'on est en présence d'orga-
« nismes similaires tellement semblables les uns aux
« autres, se conduisant tellement de la même ma-
« nière, qu'à la vérité les règles qui s'imposent à l'un
« s'imposent à l'autre. Il est hors de doute que toutes
« les Sociétés de secours mutuels se ressemblent,
« qu'elles ont la même gestion et la même manière
« de faire la retraite. Par conséquent, il est facile
« d'inscrire dans un règlement d'administration
« publique une règle d'ordre général... En est-il de
« même pour les Caisses patronales ? S'il est vrai
« qu'il n'y a pas une Société de secours mutuels qui
« ne ressemble à l'autre, il est vrai également que

« pas une Caisse patronale n'est semblable à l'autre;
« chacune d'elles a un mécanisme particulier, ses
« règles spéciales. Voilà une Caisse patronale qui
« demande l'agrément. Comme je ne puis lui imposer
« une règle générale qui, si elle était violée par moi,
« serait la source de son recours, il faut que j'aie le
« droit de lui refuser l'agrément, si son mécanisme
« ne s'adapte pas à la loi, sans qu'elle ait le droit
« d'aller devant le Conseil d'État. J'ajoute que cette
« disposition répond à l'intérêt même des Caisses
« patronales. Car, s'il en était autrement et si on
« voulait prévoir pour elles la possibilité de recourir
« au Conseil d'État, je serais contraint de chercher
« à établir des règles générales, à emmaillotter, pour
« ainsi dire, toutes les Caisses, si différentes les
« unes des autres, dans des règles générales peut-
« être arbitraires, et les obliger à renoncer à leur
« souplesse pour adhérer à ces règles générales, qui
« répugneraient à quelques-unes d'entre elles.
« C'est donc dans leur intérêt même, pour respecter
« leur autonomie et leur souplesse, que je demande
« au Sénat de ne pas les leur imposer. Mais alors
« qu'il me soit permis, lorsqu'il m'apparaîtra que
« leur mécanisme n'est pas tout à fait d'accord
« avec le vœu de la loi, de ne pas les agréer. »
L'amendement de M. Tournon, à la suite de ces
explications, fut retiré par son auteur.

Administration et fonctionnement. — L'article 87
du décret de 1911 indique quelle doit être la com-

position du Conseil d'administration d'une Caisse patronale. Ce Conseil doit comprendre six membres : trois représentants de l'entreprise et trois représentants des assurés pris dans le personnel de l'entreprise. Le même article indique aussi la composition du Conseil d'administration d'une Caisse syndicale. Ce Conseil doit comprendre un nombre pair de membres, qui ne peut être inférieur à six, et être composé pour moitié de représentants des employeurs et pour moitié de représentants des assurés pris dans le personnel des entreprises affiliées à la Caisse et désignés suivant les dispositions arrêtées lors de l'autorisation de la Caisse. Pour ces deux catégories de Caisses, patronales et syndicales, on a toutefois prévu que le nombre des représentants des employeurs peut être supérieur d'une unité à celui des représentants des salariés, lorsque les employeurs se sont engagés à fournir des contributions patronales dépassant d'un quart au moins les versements statutairement obligatoires des salariés. Les président, vice-président et secrétaire du Conseil sont élus par celui-ci.

Le Conseil d'administration gère et administre directement la Caisse à l'exclusion de toute entreprise de gestion. Ses délibérations ne sont valables que si la moitié au moins des membres qui le composent assiste à la séance. Néanmoins, après une seconde convocation, elles sont valables quel que soit le nombre des membres présents. Elles sont prises à la majorité des membres présents; en cas de

partage, la voix du président est prépondérante. (*Décret*, 1911, art 88.)

Les opérations des Caisses ne peuvent commencer leurs opérations avant que les employeurs aient justifié, auprès du ministre du Travail, que le nombre des salariés adhérents à la Caisse a atteint 2000. La liste des adhérents doit être remise au ministre dans le délai d'un an à partir de la date du décret autorisant la constitution de la Caisse. (*Décret*, art. 86.)

Adhésion des salariés. — L'article 19, § 6, de la loi, régit cette question. Les salariés ne peuvent valablement s'engager à adhérer à une Caisse patronale ou syndicale pour une période supérieure à celle pendant laquelle ils appartiennent à l'entreprise affiliée à la Caisse patronale ou à ses entreprises affiliées à la Caisse syndicale. L'adhésion du salarié est constatée par l'indication de la Caisse sur la carte annuelle. (*Décret*, 1911, art. 89.) Il est remis à chaque adhérent un exemplaire des statuts, du règlement de la Caisse et des modifications qui y seraient apportées après son adhésion. (*Décret*, 1911, art. 89, 1^{er} alinéa.)

Les employeurs et les salariés qui adhèrent aux Caisses patronales ou syndicales, ou à des Caisses de syndicats de garantie solidaire, peuvent être dispensés par le décret d'autorisation, des versements prévus à l'article 2 de la loi, à la condition que les pensions soient au moins égales à celles qui seraient

obtenues dans les mêmes périodes en vertu de la dite loi. (*Loi*, art. 19.) En aucun cas, la contribution du patron ne peut être inférieure aux chiffres fixés par l'article 2 de la loi, ni donner, avec le versement de l'assuré, une somme inférieure résultant du même article. (*Décret*, 25 mars 1911, art. 85, § 1^{er}.)

Cessation des opérations. — L'autorisation donnée à une Caisse peut être retirée soit pour infraction aux règles de comptabilité ou autres irrégularités commises dans la gestion des divers services, soit pour défaut d'équilibre entre l'actif et le passif de la Caisse, soit lorsque le nombre des sociétaires auxquels un compte individuel a été ouvert à la Caisse pour la constitution d'une retraite et de ceux dont la retraite déjà liquidée est servie par la Caisse, devient inférieur à 1800. Le retrait d'autorisation est prononcé par décret sur la proposition des ministres du Travail et des Finances, après avis de la section permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrières et sous réserve de l'application des règles prévues par l'article 54 du règlement d'administration publique.

En cas de renonciation d'une Caisse de syndicat de garantie solidaire à la constitution des retraites ouvrières ou en cas de retrait de l'autorisation accordée à une Caisse de cette catégorie, les employeurs qui se trouveraient affiliés pendant tout ou partie des deux dernières années restent solidairement garants. En aucun cas, leur garantie ne

peut cesser avant l'apurement complet des opérations, constaté par une décision du ministre du Travail prise après avis de la section permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrières. (*Décret*, 1911, art. 94.)

Caisses patronales ou syndicales existant antérieurement à la loi de 1910 et non autorisées. — Les paragraphes qui précèdent tracent les règles applicables aux Caisses qui ont reçu l'autorisation légale de fonctionner. Il reste à exposer les dispositions concernant les Caisses patronales ou syndicales qui n'ont pas reçu la dite autorisation. Ces dispositions sont énumérées dans la loi de 1910, au titre IV (art. 28 et suivants).

Il convient de remarquer, tout d'abord, que la loi (art. 28) ne modifie pas la situation des salariés déjà titulaires d'une pension de retraite. Ces pensions continuent à être servies comme par le passé, suivant les règlements particuliers de l'entreprise. Mais les Caisses qui n'auront pas obtenu, à partir de la mise en vigueur de la loi (3 juillet 1911), l'autorisation prévue à l'article 19 (§ 2) ne pourront plus fonctionner que pour l'exécution des engagements antérieurement contractés par elles; il leur sera interdit d'admettre de nouveaux adhérents. Autrement dit, la situation des pensionnés et des affiliés n'est pas modifiée. Toutefois, ajoute le dernier alinéa de l'article 29 de la loi, si les versements des salariés et les contributions des employeurs

n'équivalent pas au chiffre fixé par l'article 2, ils doivent être majorés en conséquence à moins que les pensions assurées ne se trouvent supérieures à celles qui seraient obtenues en vertu de la loi.

L'article 30 de la loi permet aux Caisses qui ne voudront plus fonctionner de verser à la Caisse nationale des retraites le capital constitutif des pensions acquises ou en cours d'acquisition. Dans ce cas, la Caisse nationale doit inscrire au compte individuel de chaque ayant droit les rentes correspondant au capital versé, calculées dans les conditions prévues par la législation de la dite Caisse et en effectuer le paiement à partir de l'âge fixé pour l'entrée en jouissance.

Bien entendu, le choix entre l'exécution des engagements antérieurs et la cessation de fonctionnement appartient exclusivement au patron lorsque la Caisse est alimentée par les seuls versements de celui-ci. Mais ce choix appartient aux employeurs et aux salariés, si la Caisse reçoit des versements de ces derniers. (*Loi*, art. 31, 1^{er} alinéa.) Dans cette dernière hypothèse et le délai d'un mois à partir de la publication du décret de 1911, les administrateurs de chacune des Caisses mentionnées à l'article 31 de la loi arrêtent, les employeurs affiliés à la Caisse entendus, un projet de règlement sur les mesures à prendre. Ils le notifient aux employeurs qui font connaître dans la huitaine, à compter de la notification, s'ils donnent leur adhésion au projet. (*Décret*, 1911, art. 173.)

A l'expiration du dit délai de huitaine, les employeurs font afficher le texte du projet de règlement proposé, pendant une semaine, aux lieux habituels pour les avis donnés aux ouvriers et employés. Pendant le même délai il est ouvert, au siège principal de chacune des entreprises affiliées à la Caisse, un registre où tous les intéressés peuvent consigner leurs observations. Les administrateurs arrêtent, s'il y a lieu, dans la huitaine suivant la clôture du registre, les modifications à introduire dans le projet de règlement; ils notifient le texte amendé aux employeurs lesquels font connaître, dans les trois jours de la notification, s'ils acceptent ce texte. Le texte définitif du règlement est, à l'expiration de ce délai, affiché à la diligence des employeurs pendant une semaine, comme il est dit au paragraphe 1^{er} de l'article 174 du décret; il est ensuite soumis au vote des ouvriers et employés dans les formes prescrites aux articles 176 et 178. Faute par les administrateurs d'avoir notifié le projet de règlement aux employeurs dans le délai d'un mois fixé par l'article 173, les employeurs dressent et notifient aux administrateurs, dans un délai maximum de deux semaines, le projet qu'ils entendent eux-mêmes proposer. Ce projet est soumis à l'instruction réglée par l'article 174.

Le droit de vote appartient aux ouvriers et anciens ouvriers, employés et anciens employés, majeurs, des deux sexes, qui ont sur la Caisse, à raison de son fonctionnement dans le passé, soit

des droits acquis, soit des droits en cours d'acquisition (art. 176 du décret). Les administrateurs dressent la liste électorale, arrêtent les sections de vote, fixent les jour, lieu et heure du vote pour chaque section et désignent la section chargée de centraliser les résultats. La liste et l'avis de convocation sont affichés, une semaine au moins à l'avance, par les soins des employeurs, aux lieux habituels pour les avis donnés aux ouvriers et employés. (*Décret*, art. 177.)

Les réclamations relatives à l'inscription sur la liste électorale sont portées devant le juge de paix du canton où la Caisse a son siège, dans les quinze jours qui suivent la publication. Elles sont jugées dans les mêmes conditions que les réclamations dirigées contre les listes d'assurés. (Art. 196 à 198 du décret.) Le président du Conseil d'administration de la Caisse de retraite ou de prévoyance reçoit les notifications et peut former les recours en appel et en cassation dans les conditions et délais prévus pour le préfet par les articles 196 à 198 du décret. (Art. 199 du décret.)

Le vote a lieu au scrutin secret, par oui ou par non; l'article 178 du décret en indique les formalités. Le règlement n'est adopté que s'il a réuni la majorité absolue des personnes inscrites sur la liste et s'il reçoit l'adhésion des employeurs. Cette adhésion doit être notifiée aux administrateurs, au plus tard dans les cinq jours qui suivent la proclamation des résultats du vote. (Art. 179.) Le règlement

adopté est certifié, en double exemplaire, par les administrateurs de la Caisse et les employeurs. Un exemplaire est déposé au greffe de la justice de paix du siège d'administration de la Caisse; l'autre est conservé dans les archives de la Caisse. Une copie conforme signée d'un administrateur est, en outre, remise à chacun des employeurs. (*Décret*, art. 180.)

L'article 31, § 2, de la loi et l'article 181 du décret prévoient le cas où l'accord ne s'établit pas entre les employeurs et la majorité des ouvriers et employés sur un projet de règlement; les administrateurs invitent alors les patrons à faire connaître s'ils acceptent le recours à une Commission arbitrale. Les articles 181 à 186 tracent la procédure à suivre devant cette Commission.

La composition de la dite Commission arbitrale prévue à l'article 31 de la loi est donnée à l'article 32 de cette loi. Les articles 187 à 193 du décret de 1913 indiquent les règles à observer en ce qui concerne les réunions de la Commission.

L'article 31, § 3, de la loi vise enfin le cas où les employeurs et la majorité des ouvriers et employés ne peuvent se mettre définitivement d'accord ni sur les mesures à adopter, ni sur le recours à la Commission arbitrale. Les tribunaux nomment, à la requête de la partie la plus diligente, un liquidateur chargé d'assurer, au mieux des intérêts en présence, la liquidation de la Caisse de prévoyance.

Le rapport du liquidateur doit être soumis à l'homologation du tribunal.

Les différends portés devant les tribunaux civils sont jugés d'urgence et comme en matière sommaire. Devant la juridiction du premier degré, les assurés ont de plein droit l'assistance judiciaire. Il en résulte que celui qui veut faire appel doit solliciter du Procureur général son admission à l'assistance. (Art. 33, §§ 1 et 2.) Tous actes, documents et pièces quelconques à produire sont dispensés du timbre et enregistrés gratis. (Art. 33, § 3.) Les intéressés agissant collectivement en justice peuvent se faire représenter par un mandataire nommé par eux, sans préjudice, pour chacun, du droit d'intervention individuelle. (*Loi*, article 33, § 4.) Le mandataire collectif ne peut être choisi que par les personnes de l'un ou l'autre sexe, de nationalité française; il doit être majeur, jouir de ses droits civils et n'avoir subi aucune des condamnations auxquelles est attachée la privation des droits politiques. (*Décret*, 1911, art. 195.) L'article 194 du décret indique la procédure à suivre pour la constitution d'un mandataire collectif.

CHAPITRE III

Gestion financière des Caisses d'assurance.

Pour l'application de la loi de 1910, la gestion financière des organismes visés à l'article 14 de la dite loi est confiée, à titre gratuit, à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le montant des versements des assurés et des employeurs n'est point versé aux Caisses d'assurance, mais à la Caisse des Dépôts, tous les dix jours, et imputé à un compte de dépôt ouvert dans les écritures de cet établissement. (*Décret*, art. 104.)

Les revenus du fonds spécial constitué en conformité de l'article 104 sont répartis, par la Caisse des Dépôts, à la fin de chaque année, entre les diverses Caisses d'assurance, au prorata des sommes attribuées à chacune d'elles pendant la dite année, en représentation du montant des timbres apposés sur les cartes de leurs adhérents.

Pour les majorations prévues à l'article 36 de la loi, la Caisse des Dépôts porte au crédit de chaque Caisse d'assurance les sommes qui sont indiquées

par le ministre du Travail, conformément aux dispositions de l'article 123 du décret.

La Caisse des Dépôts alloue au compte particulier de chaque Caisse un intérêt égal à celui qui est servi par le Trésor à la Caisse des Dépôts sur le compte courant prévu à l'article 15, dernier paragraphe, de la loi. Les comptes particuliers sont réglés en capital et intérêts au 31 décembre de chaque année; les intérêts annuels sont capitalisés à cette date. (*Décret*, art. 106.)

Le compte particulier de chacune des Caisses d'assurance ne peut dépasser un maximum qui est déterminé suivant les règles indiquées à l'article 107 du décret. Dès que ce maximum est dépassé, la Caisse d'assurance peut être mise en demeure de déterminer l'emploi de l'excédent; à défaut de placements suffisants effectués sur son ordre, la Caisse des Dépôts emploie d'office le dit excédent en rentes 3 p. o/o perpétuelles.

Les retraits de fonds sur les comptes particuliers sont opérés à la demande du représentant dûment accrédité à cet effet par la Caisse à titre permanent; à la condition que cette demande soit transmise par l'intermédiaire du receveur des finances de l'arrondissement du siège de l'institution. Un délai de huit jours est accordé à la Caisse des Dépôts pour donner satisfaction à la demande de retrait.

L'article 109 du décret détermine les différentes dates de valeurs données aux opérations constatées aux comptes courants des Caisses d'assurance.

L'article 110 constitue la Caisse des dépôts dépositaire des titres et valeurs négociables appartenant aux Caisses d'assurance et lui donne la charge du détachement des coupons, de l'encaissement des arrérages, intérêts ou dividendes, et de l'encaissement des sommes provenant du remboursement des titres et des lots. Quant aux valeurs non négociables, titres de propriété ou de créance, ils sont conservés par les Caisses d'assurance, chargées de poursuivre directement les recouvrements à effectuer.

Il résulte des dispositions susmentionnées que la Caisse des Dépôts et Consignations est le banquier des Caisses d'assurance et que celles-ci ont la libre disposition des fonds leur appartenant. Sous la seule condition de l'envoi d'une demande de retrait de fonds par l'intermédiaire du receveur des finances, les sommes présumées nécessaires aux Caisses sont mises à la disposition de ces dernières. En présence de cette facilité donnée aux organismes d'effectuer le retrait des sommes qu'ils ont en compte courant, on peut se demander si les fonds des assurés sont en sécurité parfaite. Dans la pratique, c'est un employé de la Caisse qui est désigné par le Comité, comme mandataire permanent de ce Comité. Il est permis de supposer que ce fondé de pouvoirs pourra un jour faillir et disparaître brusquement en emportant les fonds qu'il aura pu retirer. Cet événement appellera la responsabilité des administrateurs de l'organisme, mais ceux-ci ne se trouveront peut-être

pas en état de rembourser tout ou partie des fonds détournés. Pareille éventualité, le jour où elle se produirait, serait de nature à jeter un discrédit profond sur l'institution des Caisses privées. La loi aurait dû prévoir ce danger et elle ne l'a pas fait. Deux moyens auraient cependant pu être envisagés :

A. On aurait pu imposer aux Caisses l'obligation de contracter une assurance contre le vol, non pas pour la totalité des fonds appartenant aux assurés, mais seulement pour la portion du compte courant non encore convertie en valeurs car, à l'égard des valeurs déjà acquises, le danger de dissipation n'existe vraiment pas puisque leur aliénation ne peut avoir lieu que sur avis conforme de la section permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrières. (Art. 15 de la loi.)

B. Le Conseil d'administration de la Caisse aurait pu être tenu de fournir un cautionnement. Toutefois, la constitution, en numéraire, de ce cautionnement n'aurait pas été imposée et le Conseil d'administration aurait conservé la faculté de demander son affiliation à l'Association française du cautionnement mutuel, moyennant le paiement de la redevance annuelle exigée par la dite association, redevance qui n'est actuellement que de 4 francs par 1000 francs cautionnés. Un cautionnement de 30.000 francs n'aurait donc entraîné, pour la Caisse, qu'un surcroît de dépenses annuel de 120 francs. Cette charge insignifiante eût été, dans tous les cas, de nature à faire dis-

paraître la crainte d'insécurité que les assurés peuvent avoir, en ce qui concerne les fonds dont ils ont confié la garde aux Caisses d'assurance.

Frais d'administration. — Il a été exposé de quelle manière la couverture des frais d'administration des Caisses est en principe assurée. Cette couverture consiste dans l'allocation, au profit des dites Caisses, d'une indemnité forfaitaire de 1 franc par compte d'assurance et de retraite, laquelle est servie par l'État. Dans certains cas, l'indemnité en question est suffisante pour atteindre le but en vue duquel elle a été créée. Il en est ainsi, notamment, pour les Caisses ayant leur siège dans des villes peu importantes. Par contre, dans les grandes villes et à Paris en particulier, l'insuffisance de cette indemnité apparaît nettement. On peut s'en rendre compte en faisant état du budget d'une Caisse d'importance moyenne, possédant 6000 affiliés et pouvant, par conséquent, faire état d'une recette annuelle de 6000 francs. Ce budget peut s'établir ainsi :

Personnel (1 employé à 3000 fr. et 1 employé à 2000 fr.).	5000 francs
Loyer du siège social.	2000 —
Frais de correspondances, d'imprimés, de chauffage et d'éclairage.	1000 —
Frais de propagande.	1000 —
Total. . . .	9000 francs

La Caisse syndicale des Forges, dont le siège est à Paris, a eu à supporter, en 1912, un excédent de

dépenses de 50.000 francs pour un effectif de 30.000 assurés. En 1913, l'écart entre les dépenses et les recettes a encore été de 34.000 francs pour un effectif de 57.000 assurés. La perte nette moyenne a donc été par assuré de 1 fr. 66 en 1912 et de 1 fr. 38 en 1913. La diminution dans la perte ressort ainsi à 0 fr. 28 par assuré, alors que le nombre des assurés augmentait de 27.000 unités.

Si le chiffre des frais, comparativement à l'augmentation du nombre des assurés, continue à suivre la même marche descendante, autrement dit si la perte par assuré diminue toujours dans la même proportion eu égard à un même accroissement dans le nombre des assurés, la Caisse des Forges devra arriver à posséder, pour obtenir l'équilibre de son budget, un effectif d'environ 133.000 assurés $\left(\frac{27.000 \times 1,38}{0,28}\right)$.

L'exemple qui vient d'être cité donne la mesure de l'effort financier demandé aux Caisses qui ont assumé la charge de propager la loi. L'équité voudrait que l'État ne leur laissât pas supporter, dans une proportion aussi lourde, les conséquences de leur intervention spontanée et bienfaisante et donnât son appui à celles d'entre elles qui sont encore au début de leur fonctionnement. Cet appui pourrait se manifester sous deux formes, soit par l'allocation de subventions annuelles, soit par un relèvement du taux de l'indemnité de 1 franc par compte déjà alloué.

Le système des subventions pourrait être employé pendant la période de formation des Caisses, alors

que l'effectif de celles-ci est encore trop faible pour leur permettre de vivre. La difficulté consisterait à déterminer les bases de la subvention. En ce qui concerne les frais généraux, il faudrait évidemment tenir compte de l'importance des loyers et des émoluments généralement servis aux employés dans la ville siège de la Caisse. Il serait injuste, en effet, d'allouer une égale subvention à deux Caisses dont l'une aurait son siège dans une ville de quelques milliers d'âmes et l'autre à Paris, où la moyenne des loyers et des salaires est exceptionnellement élevée.

Le second système envisagé plus haut consisterait à relever le taux de l'indemnité actuelle et à le faire varier d'après une proportion décroissante. On pourrait, par exemple, fixer l'indemnité à 1 fr. 50 pour les 20.000 premiers comptes et à 1 franc pour les comptes suivants. L'application de ce tarif permettrait aux Caisses d'équilibrer leur budget et, par conséquent, de se maintenir. L'effort financier de l'Etat serait d'ailleurs peu appréciable puisqu'il ne se traduirait que par une augmentation maximum d'indemnités de 10.000 francs pour chaque Caisse.

Encore pourrait-on exclure de cette mesure un certain nombre de Caisses, telles que les Sociétés de prévoyance autorisées à faire la retraite, c'est-à-dire celles qui se sont fait agréer en qualité de Sociétés de secours mutuels. Ces Caisses n'ont pas, en effet, à supporter de frais de loyer supplémentaire. Quant à leurs frais de personnel, ils sont des plus restreints; le service nouveau de retraite est venu s'adapter à

l'organisation déjà existante, par conséquent, à des conditions infiniment plus économiques que s'il avait fallu le créer de toutes pièces. D'autre part, leur propagande s'est trouvée facilitée par l'utilisation possible de leurs bulletins périodiques, tirés en un nombre considérable d'exemplaires; il leur a suffi d'ajouter quelques pages aux dits bulletins pour faire connaître, presque sans bourse délier, les avantages qu'elles réservaient à leurs adhérents à la loi de 1910.

On peut se demander l'intérêt qu'il y a à faire vivre des organismes chétifs. Il est certain que ceux-ci sont exposés aux aléas de la mortalité, car les données des tables ne peuvent exposer à des déconvenues que s'il en est fait application sur un grand nombre de personnes. Aussi ne s'agirait-il pas, dans les propositions qui précèdent, de maintenir à tout prix les Caisses dont les progrès seraient insuffisants (à l'égard de ces dernières, l'article 54 du décret du 25 mars 1911 resterait toujours applicable), mais de favoriser le développement ou même la création des Caisses d'assurance, dont la multiplication est de nature à assurer le succès de la loi de 1910. Avec l'indemnité actuelle de 1 franc par compte, les bonnes volontés hésitent à se manifester; elles prévoient que cette faible allocation ne couvrira que difficilement les frais de gestion, sans laisser aucune marge aux dépenses de propagande pourtant si utiles si l'on veut arriver à grossir toujours le nombre des adhérents à la loi. Le devoir de l'État est donc, non pas

de se désintéresser des efforts individuels qui s'offrent à lui, mais, au contraire, de les encourager.

Emploi du boni des Caisses. — Il peut arriver que la comparaison des recettes et des dépenses d'un organisme fasse apparaître, en fin d'année, ce que l'on appelle un « boni de gestion ». Les excédents de recettes de cette nature appartiennent naturellement aux Caisses qui ont su ou pu les obtenir et qui en font ensuite l'emploi qu'elles jugent le plus convenable.

Les bonis de gestion ont reçu, jusqu'à ce jour, des destinations diverses dont plusieurs sont à retenir.

Quels emplois peuvent être réservés aux bonis?

Une majoration des retraites ne pourrait-êtré envisagée que si l'excédent de recettes était très important; une majoration minime n'aurait aucune répercussion dans l'esprit des assurés.

On a proposé d'allouer, sous forme de timbres-retraite, des subventions aux assurés qui, par suite de chômage ou de maladie, n'ont pu assurer le versement régulier de leurs cotisations. C'est là une idée excellente dans son principe, mais qui offre l'inconvénient d'ouvrir la porte à des abus ou à des fraudes difficiles à éviter. Toutefois les statuts de la Caisse mutualiste de Seine-et-Marne prévoient la constitution d'un fonds de solidarité destiné à venir en aide aux assurés qui ne peuvent, pour l'un

de ces motifs, payer le montant de leurs cotisations. Ce fonds de solidarité peut même être employé à donner des secours exceptionnels aux assurés ou à leurs veuves, orphelins ou ascendants en cas de besoin urgent. Mais la Caisse de Seine-et-Marne pense faire mieux encore. Elle a envisagé le cas des assurés nécessiteux et dignes d'intérêt qui se trouvent empêchés de continuer leurs versements et elle se propose de les signaler aux municipalités ou aux Bureaux de bienfaisance qui, au moyen de secours temporaires, peuvent leur venir en aide. La Caisse part de ce principe que, dans les cas de cette nature, il est du devoir des dites administrations de veiller à ce que leurs administrés ne subissent pas, par suite de la misère, des déchéances qui les mettraient, malgré eux, en état d'infériorité à l'égard d'une loi de prévoyance; il est même de leur intérêt d'accomplir ce devoir d'aide puisque la retraite qu'elles auraient ainsi contribué à assurer aux travailleurs nécessiteux les déchargerait plus tard de l'obligation, qui leur incombait, de subvenir aux besoins de ces travailleurs en vertu de la loi de 1905 sur l'assistance aux vieillards. Ce système aboutirait, en somme, à une combinaison ingénieuse de l'assistance et de l'assurance sociales. Il faudrait cependant, pour qu'il fût mis en pratique, que l'aide en question n'eût qu'un caractère temporaire et non pas pour effet, ni pour but, de se substituer d'une façon permanente au système d'assurance organisé par le législateur.

Certaines Caisses, la Caisse mutualiste de l'Hérault notamment, accordent des subventions aux familles des assurés décédés. Dans l'Hérault, cette subvention se traduit sous la forme de l'allocation d'une mensualité de 50 francs par enfant de moins de 16 ans, au-delà de trois, et qui vient s'ajouter à l'allocation prévue par la loi de 1910 (art. 6, 1^o). La loi ne faisant aucune différence entre les familles ayant plus de trois enfants et limitant le montant de l'allocation à 300 francs (soit 6 mois à 50 francs) cette lacune regrettable se trouve ainsi comblée. La même Caisse complète à 100 francs la bonification accordée aux sociétaires frappés d'invalidité permanente et totale, sous la condition d'avoir été affiliés pendant deux années à la Caisse. L'article 152 du décret de 1911 détermine, dans les conditions suivantes, le montant de la bonification de l'État :

Si l'assuré a effectué, pendant une année entière, des versements au moins égaux à ceux fixés par l'article 2 de la loi, la bonification est de 20 francs; elle est portée à 30 francs si ces versements ont été effectués pendant trois années et s'augmente ensuite de 5 francs par chaque groupe supplémentaire de deux années comportant ces mêmes versements. La bonification est limitée au maximum de 100 francs et ne peut avoir pour effet de porter la rente annuelle à un chiffre excédant 360 francs. Quant à la bonification allouée aux assurés facultatifs, elle est diminuée du montant de la rente correspondant aux majorations qui leur ont été précédemment accor-

dées par l'État en vertu de l'article 36 de la loi. Enfin, la bonification ne doit pas avoir pour effet de faire dépasser à la retraite le triple du chiffre auquel elle a été liquidée. (*Loi*, 1910, art. 9, § 3.)

Si l'on fait, par exemple, application de la règle qui vient d'être rappelée à un assuré demandant la liquidation de sa pension d'invalidité après avoir effectué des versements pendant onze années, alors que la rente calculée sur ses versements personnels et les versements patronaux est de 50 francs, la retraite totale s'élèvera à 100 francs savoir :

Retraite principale. 50 fr.

Bonification :

Pour les trois premières années de verse-		
ments	30 fr.	} 50 fr.
Pour les huit autres années $\left(\frac{5 \times 8}{2}\right)$	20 fr.	

Total. 100 fr.

La Caisse de l'Hérault, dans le même cas, porterait la bonification à 100 francs et la retraite totale à 150 francs. En adoptant cette règle elle a estimé, avec raison d'ailleurs, qu'il y avait lieu d'assimiler l'invalidité, qui n'est, en somme, qu'une vieillesse prématurée, à la vieillesse normale et que les deux devaient comporter les mêmes secours. Cette initiative mérite, au plus haut degré, d'être retenue et encouragée.

La Caisse fédérale mutualiste de l'Est a envisagé

l'emploi d'une partie de son boni en distribution de tickets de bains-douches. Cette nature d'allocations resterait sans doute peu appréciée des assurés ; dans tous les cas, ses avantages ne sauraient être comparés à ceux résultant des moyens mentionnés plus haut.

Deux des Caisses déjà citées ont songé à appliquer une partie de leurs bénéfices à des moyens de propagande propres à favoriser l'augmentation du nombre de leurs adhérents. La Caisse de l'Est a notamment envisagé la création de bureaux-succursales, calqués sur le modèle du bureau principal et qui seraient chargés du recrutement des adhérents. Ces bureaux recevraient, à cet effet, une allocation fixe et annuelle de 150 francs. Le système pourrait donner de bons résultats. Il semblerait toutefois préférable de substituer, à la rémunération fixe, une allocation proportionnelle au nombre des adhésions recueillies, de façon à stimuler le zèle des propagandistes choisis par la Caisse.

La Caisse de Seine-et-Marne emploie une partie de son boni à des frais d'impression et d'envoi de notices fort bien conçues. En voici la disposition et les termes exacts :

CAISSE MUTUALISTE DE SEINE-ET-MARNE

Société de Secours mutuels des Assurés aux retraites ouvrières
et paysannes, placée sous la surveillance et le contrôle de l'État,
par décret du 22 octobre 1913.

Fondée sous le patronage de l'Union départementale des Sociétés de Secours mutuels
et sous les auspices des Municipalités de Seine-et-Marne.

SIÈGE SOCIAL

9, place de la Porte de Paris

MELUN

Melun, le

M

Assuré

Série n°

Commune de

La Caisse Mutualiste de Seine-et-Marne, à laquelle vous avez confié vos intérêts, est chargée de veiller à ce que ses adhérents fassent des versements qui leur assurent tous les avantages de la loi. Aussi je me permets d'attirer toute votre attention sur la dernière carte annuelle que vous avez déposée à la mairie et sur laquelle vos versements **assurés** s'élèvent à fr., au lieu de fr., soit une différence en moins de fr.

Je vous adresse ci-inclus une carte complémentaire, sur laquelle il vous sera possible, dans votre intérêt, et si vous le jugez convenable, d'apposer la somme manquante en **timbres rouges assurés**, afin d'éviter toute cause de réduction ou de déchéance dans vos droits à la retraite invalidité ou vieillesse, à l'allocation au décès, le dégrèvement-maladie, 1 fr. 50, etc.

Vous devez déposer d'urgence cette carte supplémentaire, complétée, à la mairie de votre commune, afin qu'elle nous parvienne par la voie administrative.

Le Président du Conseil d'administration,

VAURY.

**Versements minima
nécessaires
sur chaque carte
en « Timbres assurés
rouges » :**

1° *Assurés obligatoires :*

Hommes..... 9 »

Femmes..... 6 »

Mineurs de 18 ans 4 50

2° *Assurés facultatifs :*

A partir de 9 fr. jus-
qu'à 18 fr., l'Etat majeure
de moitié les timbres
« assurés » seulement.

**Le maximum
des versements
n'est
pas limité.**

AVIS IMPORTANT. — Les assurés adhérents sont priés de vouloir bien signaler à la Caisse Mutualiste, qui est l'intermédiaire entre les assurés et l'administration, les causes qui peuvent momentanément les empêcher de faire les versements réglementaires, ainsi que toutes difficultés qu'eux ou les membres de leur famille pourraient rencontrer dans l'application de la loi, et demander, s'il y a lieu, tous renseignements utiles sur leur situation, d'après leurs versements faits antérieurement à leur adhésion à la Caisse Mutualiste.

Le même organisme de retraites a institué une Commission juridique spéciale, à laquelle les assurés peuvent soumettre toutes les difficultés contentieuses qui pourraient s'élever soit à l'occasion de leurs versements avec le patronat, soit pour la justification de leurs droits à inscription sur les listes des assurés, aux allocations au décès, aux majorations, à la retraite-invalidité, anticipée, normale, ou avec bénéfice du régime transitoire. Quantité de conflits peuvent être évités. De plus, les assurés trouvent dans cette organisation un moyen commode de connaître leurs droits et de les faire respecter.

CHAPITRE IV

Placements des fonds.

Les Caisses de retraite ne peuvent faire d'autres placements que ceux qui sont prévus à l'article 15 de la loi de 1910. Elles peuvent acquérir librement les valeurs de l'État ou jouissant de sa garantie et les obligations du Crédit foncier; elles peuvent aussi effectuer, à leur gré, des prêts aux départements, communes, colonies, pays de protectorat, établissements publics et chambres de commerce. D'autres emplois de leurs fonds sont également autorisés; mais, à l'égard de ces derniers, la loi exige qu'ils ne dépassent pas une certaine proportion des sommes à placer et qu'ils soient effectués sur l'avis favorable du Conseil supérieur des retraites ouvrières. Ce sont ceux qui visent :

1^o Des achats de forêts ou de terrains incultes à reboiser jusqu'à concurrence d'un quatre centième;

2^o Des prêts aux Sociétés de constructions d'habitations à bon marché ou de crédit immobilier; des prêts hypothécaires sur habitations ouvrières ou jardins ouvriers; des prêts aux institutions de pré-

voyance et d'hygiène sociale reconnues d'utilité publique; enfin des achats d'obligations de Sociétés d'habitations à bon marché. La proportion de ces divers emplois est fixée, par la loi, au dixième des sommes à placer.

L'article 19, §§ 7 et 10 de la loi, édicte quelques exceptions au principe posé par l'article 15, en faveur des Caisses patronales ou syndicales de retraite et des Caisses de retraite et des syndicats de garantie solidaire. Les premières peuvent employer leurs fonds en prêts garantis par première hypothèque sur les immeubles appartenant aux entreprises auxquelles correspondent les dites Caisses et jusqu'à concurrence seulement de la moitié de leur valeur. Quant aux syndicats de garantie solidaire, leurs fonds peuvent être employés, jusqu'à concurrence du tiers, en immeubles situés en France et jusqu'à concurrence du dixième, confondu dans le tiers précédent, en commandites industrielles ou en prêts à des exploitations industrielles de stabilité notoire et ayant leur siège en France.

Il convient de remarquer qu'à l'exception des syndicats de garantie solidaire, les Caisses de retraite ne peuvent faire entrer, dans la composition de leur portefeuille, des valeurs industrielles. Cette exclusion fut demandée à la séance du 25 janvier 1906 de la Chambre par MM. Dormoy, Chaumet et Cazeaux-Cazalet. (*Journal officiel* du 26, p. 206.) M. Dormoy fit remarquer qu'« en supposant bien choisies, à « l'origine, les valeurs industrielles achetées par la

« Caisse des retraites, elles pourront subir des fluctuations faisant varier son actif et même pouvant le mettre en péril. Si la Caisse possède dans son portefeuille des valeurs industrielles pour plusieurs milliards, elle devra les surveiller avec vigilance. Ce sera difficile et onéreux. Mais lorsque, des valeurs, de bonnes deviendront médiocres, les jettera-t-on sur le marché, au risque de discréditer et de ruiner une industrie, au risque de causer un bouleversement dont le contre-coup pourra être désastreux et compromettre toute une situation économique et financière ? » Le Directeur général de la Caisse des Dépôts fit des observations analogues. « Un simple changement dans la direction d'une affaire industrielle qui était prospère peut la modifier de fond en comble, de sorte qu'il faudrait que la Caisse des Dépôts suivît continuellement toutes les entreprises. Quel moyen aurait-elle ? Aucun. Tout à l'heure on disait que la Caisse des Dépôts prenait, par ses placements, une grande action ; mais elle ne tient pas à prendre cette autorité, et ici ce serait singulièrement dangereux, parce qu'elle pourrait porter la défiance sur telle ou telle industrie privée. Vous êtes en présence de valeurs qui n'ont pas de marché étendu. Quand un particulier veut acheter des valeurs industrielles, même en quantité restreinte, il n'est pas toujours possible à l'agent de change de les trouver sur le marché au moment voulu, que serait-ce s'il s'agissait d'une Caisse disposant de grands capitaux et

« voulant faire un emploi en valeurs, même parmi
« les plus connues. Quand la Caisse porterait son
« choix sur telle valeur, elle en ferait aussitôt hausser
« les cours, elle y porterait la faveur ; plus tard si elle
« croyait, à tort ou à raison, à un changement dans
« la solidité de l'affaire, elle vendrait, elle déprécierait
« ainsi les cours et porterait la ruine dans cette entre-
« prise. Je crois que, dans ces conditions, la Chambre
« sera unanime pour rejeter les valeurs industrielles. »
L'amendement de M. Dormoy fut adopté.

Valeurs que les Caisses peuvent acquérir librement. — Une question intéressante fut soulevée par M. Capéran, député, à la séance du 25 janvier 1906. (*Journal officiel* du 26, pages 203 et 204.) M. Capéran demanda au Commissaire du Gouvernement, si les communes pourraient obtenir des prêts pour le remboursement des emprunts contractés par elles au Crédit foncier. « C'est là, lui fut-il répondu, une
« question de gestion financière. Il est très commode
« aux communes de venir dire à la Caisse des Dépôts :
« J'ai contracté un emprunt de 3,85 o/o auprès d'un
« établissement ; comme vous prêtez à 3,65 o/o, je
« vous demande de convertir cet emprunt. » Mais plus
« tard le même emprunteur vous demandera la con-
« version contre nous-mêmes en disant : « Que vous
« importe ? vous n'avez pas d'actionnaires, vous
« pouvez réduire indéfiniment le taux de la dette. »
« Il faut, en cette matière, laisser à la Commis-
« sion de surveillance de la Caisse des Dépôts le

« soin de déterminer les prêts qu'elle peut faire, le
« taux, les conditions, les formalités qu'elle doit
« imposer. La lutte entre établissements financiers
« ne pourrait que nuire aux intérêts de la clientèle
« de la Caisse des Dépôts, et à la classe prévoyante
« dont les fonds nous sont confiés. Nous réservons
« nos fonds aux prêts pour entreprises nouvelles. »

Ce raisonnement ne se conçoit guère et il est permis de regretter que les arguments de M. le Commissaire du Gouvernement aient abouti au rejet d'un projet qui pouvait avoir, pour les communes, les conséquences les plus heureuses, quoiqu'étant de nature à porter atteinte aux intérêts de Sociétés financières. La demande qu'il prévoyait de la part des emprunteurs et qui aurait eu pour but d'obtenir une réduction ultérieure du taux d'intérêt, n'était pas à redouter car il aurait été facile, si elle s'était produite, de l'écarter par un vote formel de la Commission de surveillance de la Caisse. Il semble bien que l'intérêt de la clientèle de la Caisse des Dépôts n'exigeait pas semblable préoccupation.

Placements qui ne peuvent être effectués que conditionnellement. — *A. Acquisitions de forêts ou de terrains à reboiser.* — On peut se montrer surpris que les Caisses aient été autorisées à placer une partie de leurs fonds dans des opérations qui présentent aussi peu de sécurité et, dans tous les cas, ne peuvent donner qu'un intérêt tout à fait aléatoire. Telle était d'ailleurs la conception de MM. les sénateurs Fortier,

Cazeneuve et de Montfort, exposée dans la séance du 25 janvier 1910. Mais l'intervention de M. Cochery amena le Sénat à voter l'alinéa dont il s'agit. Quels furent les arguments du ministre des Finances ? Le *Journal officiel* du 25 janvier 1910, page 104, les relate ainsi :

« S'il avait été question, dit M. Cochery, de reboi-
« sements en montagne comportant beaucoup d'aléas
« pour un faible revenu, nous n'aurions pas accepté
« l'inscription de ces reboisements dans la loi ; mais,
« dans notre pensée, il s'agit seulement de la mise
« en valeur de terrains incultes, de landes, de
« friches, de pâtis ; dans ce cas, l'opération de pla-
« cement peut-être avantageuse. Vous savez aussi
« que dans certaines régions de la France, des
« forêts de grande valeur sont parfois vendues à vil
« prix et dévastées. Il nous a paru qu'il y avait intérêt
« à donner aux Caisses le moyen de faire profiter de
« l'occasion les retraites ouvrières. »

M. Audiffred fit à son tour remarquer qu'il ne s'agissait pas de pratiquer des reboisements, opération qui incombe à l'État en vue de prévenir les inondations. « Ce que nous demandons, ajouta-t-il,
« c'est que l'on puisse faire une acquisition de ter-
« rains, lorsque le service compétent des eaux et
« forêts aura déclaré qu'il est avantageux, que le
« reboisement effectué en sol fertile pour la forêt est
« productif. »

Quel qu'ait été le mérite de la proposition il eut encore mieux valu la rejeter plutôt que d'exposer les

Caisses soit à une perte possible des fonds de leurs assurés, soit à voir cette portion de capital rester improductive. Mais il reste une excuse à cette imprévoyance : la proportion des fonds qui peuvent être ainsi employés est vraiment minime (1/400) et la réalisation de l'opération est subordonnée à l'avis favorable du Conseil supérieur des retraites ouvrières. C'est évidemment quelque chose ! Toutefois ces deux conditions semblent, à elles seules, démontrer le côté hasardeux du placement.

B. Placements sociaux. — Le raisonnement qui précède peut encore s'appliquer aux emplois de fonds qui, au cours de la discussion de la loi, ont été désignés sous le nom de « placements sociaux ». On sait que ces placements ne peuvent être faits que jusqu'à concurrence du dixième des fonds et sur l'avis favorable du Conseil supérieur des retraites et qu'ils consistent en prêts aux institutions visées à l'article 6 de la loi du 12 avril 1906, c'est-à-dire :

1° Aux Sociétés de construction de maisons à bon marché;

2° Aux Sociétés de crédit ayant pour objet de faciliter l'achat, la construction ou l'assainissement de ces habitations;

3° En prêts hypothécaires sur habitations ouvrières ou jardins ouvriers acquis conformément à la loi du 12 avril 1906 et à celle du 10 avril 1908;

4° En obligation de Sociétés d'habitations à bon marché;

5° En prêts à des institutions de prévoyance et d'hygiène sociale reconnues d'utilité publique.

Il faut reconnaître que les placements dits sociaux présentent moins d'aléas que ceux dont il est question au paragraphe précédent. Il convient de rappeler, en effet, que, par application de la loi du 12 avril 1906 (art. 7) et de la loi du 10 avril 1908 (art. 3), les bénéficiaires d'un prêt en vue de la construction ou de l'acquisition d'une maison ou d'une petite propriété à bon marché doivent souscrire, au bénéfice de la Société de crédit qui leur a avancé des fonds, une assurance temporaire sur la vie garantissant, à leur décès, le paiement des annuités de remboursement qui peuvent rester à échoir. De même, si les Caisses d'assurance peuvent acquérir des obligations de Sociétés d'habitations à bon marché, elles ne peuvent avoir d'actions. (Voir séance du Sénat du 25 janvier 1910, page 106, amendement Strauss.)

L'article 6, § 5, du projet de la Chambre permettait les prêts aux institutions de prévoyance ouvrière déterminées par règlement d'administration publique. M. Monis demanda au Sénat le vote de cette disposition. (Séance du 25 janvier 1910; *Journal officiel* du 26, page 96.) De son côté, M. Paul Strauss déposa un amendement visant les « institutions d'hygiène sociale » mais qui, comme celui de M. Monis, fut d'abord repoussé après les observations présentées par MM. Cochery et Cuvinot. Dans sa réponse, M. Cochery développa des arguments qui auraient pu, également, trouver leur place dans

la discussion relative aux acquisitions de forêts ou de terrains à reboiser.

Il fit ressortir que la question n'était pas de savoir si les institutions dont il s'agissait étaient intéressantes, mais qu'il importait avant tout de se demander si elles étaient de nature à produire un revenu suffisant pour permettre de réaliser *sans aléa* les retraites des travailleurs, lesquelles formaient l'objet unique de la loi. Or, cela n'était rien moins que sûr.

Lors de la seconde délibération, les amendements furent repris par MM. Léon Bourgeois, Ribot, Strauss et Ferdinand Dreyfus qui proposèrent la rédaction suivante : « ... en prêts... aux institutions de prévoyance et d'hygiène sociale reconnues d'utilité publique ». M. Bourgeois fit remarquer qu'il ne s'agissait pas de bienfaisance, pas plus qu'il ne s'agissait de compromettre les capitaux des Caisses en les aventurant dans un placement incertain et sans intérêt, mais d'obtenir que les Caisses fussent autorisées à employer en prêts aux institutions dont il était question une partie du dixième prévu à l'article 15, § 3, 4^o, le même taux d'intérêt étant stipulé et les mêmes garanties exigées que pour les autres prêts déjà autorisés, ceux, par exemple, aux Sociétés d'habitation à bon marché, aux jardins ouvriers, etc... M. Bourgeois fit aussi valoir que les dites institutions étaient parfaitement susceptibles de faire fonctionner des capitaux. En présence de ces explications, l'amendement de M. Bourgeois fut adopté.

Peut-être eût il été préférable de s'en tenir aux explications données en premier lieu par M. Cochery !

C. Emplois des fonds des Caisses patronales ou syndicales et des Caisses de retraite des syndicats de garantie solidaire. — Les emplois de fonds prévus à l'article 15 de la loi sont également autorisés pour les Caisses visées dans le présent paragraphe. Mais ces Caisses ont encore à leur disposition des placements d'une autre nature. C'est ainsi que les Caisses patronales ou syndicales peuvent consentir des prêts garantis par première hypothèque sur les immeubles appartenant aux entreprises auxquelles correspondent les dites Caisses et jusqu'à concurrence de la moitié seulement de leur valeur. Quant aux Caisses des syndicats de garantie solidaire elles peuvent, jusqu'à concurrence du tiers des fonds à placer, effectuer des acquisitions d'immeubles situés en France et, dans la proportion d'un dixième confondu dans le tiers précédent, commanditer des industries ou consentir des prêts à des exploitations industrielles de solvabilité notoire et ayant leur siège en France. (Art. 19 de la loi, §§ 7 et 10.)

Le législateur a été bien inspiré en autorisant ces divers placements. Les fondateurs des Caisses ont ainsi la possibilité de conserver dans leurs affaires d'importants capitaux ; de leur côté, les assurés y trouvent un avantage puisque l'intérêt qui en résulte est sensiblement plus élevé. L'insécurité que pourraient faire craindre les placements en question est

compensée par la garantie personnelle de l'entreprise.

On peut retrouver au compte rendu de la séance du Sénat du 28 janvier 1910 (*Journal officiel* du 29, page 135) et à celui de la séance du 15 mars 1910 (*Journal officiel* du 16, page 605) le texte des amendements présentés par MM Monis et Ribot et qui font l'objet des dispositions citées plus haut.

Exécution des placements. — La Caisse des Dépôts est chargée d'effectuer gratuitement, pour le compte des Caisses et sur leurs ordres, les placements prévus par les articles 15 (§ 3) et 19 (§§ 7 et 10) de la loi.

Les articles 111 et 112 du décret de 1913 indiquent les conditions à remplir pour que les emplois énoncés aux articles 15, § 3 (3° et 4°) et 19 soient effectués.

L'article 113 précise les devoirs et les droits qui incombent à la Caisse des Dépôts en ce qui concerne l'exécution des ordres d'achat ou de vente adressés par les Caisses d'assurance autres que la Caisse nationale des retraites.

Véto accordé au Conseil supérieur des retraites ouvrières. — L'article 15 de la loi donne au Conseil supérieur des retraites ouvrières le pouvoir de s'opposer à la vente des valeurs acquises par les Caisses d'assurance. Cette disposition se concilie mal avec le principe de l'autonomie des Caisses et de l'irresponsabilité de l'État et il eut été plus rationnel

de laisser les organismes libres de gérer leur portefeuille à leur convenance.

Le rôle de l'État devrait se borner à conseiller les Caisses. Dans ce but, l'envoi, à chaque Caisse, d'une publication annuelle faisant ressortir les avantages et les inconvénients possibles des différents placements prévus et autorisés par la loi, rendrait les plus grands services aux mutualistes, souvent peu versés dans les affaires financières.

Certaines Caisses, en effet, peuvent avoir des tendances à subir des influences particulières et locales en vue de l'emploi à donner à leurs capitaux disponibles. D'autres ne recherchent que les placements à gros revenu et ne se préoccupent pas assez des conséquences futures de l'amortissement des valeurs. Il est bien certain, par exemple, qu'une valeur dont le cours atteint presque le pair et qui rapporte un intérêt élevé, ne peut offrir qu'un avantage immédiat car, à l'époque de l'amortissement, la Caisse qui la détiendra pourra être tenue de remployer le capital en valeurs de revenu moindre, si le cours des valeurs, en général, a haussé. Quelle sera alors la conséquence de cette opération, au point de vue du taux moyen des placements effectués par la Caisse, lequel doit servir de base à la fixation du tarif des retraites ?

D'autres Caisses ont cru devoir faire l'acquisition de valeurs à lots. C'est bien mal comprendre le véritable caractère de ces valeurs qui ne sont, en somme, que de simples billets de loterie ! D'autres, enfin,

recherchent les prêts aux communes du département dans lequel elles ont leur siège. Elles y voient un double avantage :

1^o Les emplois sont suffisamment rémunérateurs ;

2^o Les prêts de cette nature constituent comme une sorte de réclame pour l'organisme prêteur et les communes emprunteuses sont invitées à engager leurs administrés à s'affilier au dit organisme.

Ce sont là d'excellents motifs. Mais des inconvénients viennent se placer en regard de ces avantages. D'abord, l'organisme se trouve dans l'impossibilité de réaliser le montant de son prêt au gré de ses besoins ou de ses intérêts, puisqu'il est tenu d'attendre l'échéance qu'il a fixée à son emprunteur et l'on sait que des sommes élevées peuvent être un jour nécessaires pour faire face, soit au paiement des pensions principales, soit au remboursement des capitaux réservés par les assurés au profit de leurs héritiers. Si donc les annuités à verser par les emprunteurs venaient à être insuffisantes pour couvrir ces dépenses, l'organisme se trouverait dans la nécessité d'aliéner des valeurs qu'il pourrait avoir cependant intérêt à conserver. En outre, les placements en prêts communaux et départementaux entraînent, pour les Caisses, un travail délicat et considérable, tant au point de vue de la confection des tableaux d'amortissement que du paiement de l'impôt sur le revenu dont la charge incombe aux organismes.

Peut-on raisonnablement encourager, ainsi que la loi le permet, le placement d'une partie des capitaux des assurés en prêts dits « Sociaux » ? Ces placements sont trop peu rémunérateurs, pleins d'aléas et risquent de compromettre les fonds engagés. Or, il importe de sauvegarder, par tous les moyens, le patrimoine des assurés et de ne pas en risquer la perte ou l'amoindrissement.

Le meilleur des placements consisterait peut-être dans l'achat d'obligations de chemin de fer, dont le revenu net est suffisamment rémunérateur et dont le remboursement au pair rapportera une augmentation importante de capital, puisque le cours actuel est relativement bas.

Quoi qu'il en soit, il serait bon de porter tous renseignements de cette nature à la connaissance des organismes ; l'intérêt des assurés ne pourrait qu'y gagner.

CHAPITRE V

L'État est-il responsable de la gestion des Caisses d'assurance ?

Cette responsabilité de l'État est certaine en ce qui concerne les assurés affiliés à la Caisse nationale des retraites. Pour s'en rendre compte, il suffit de se reporter au texte de la loi de 1910, art. 14, 1^o, qui indique expressément que la gestion du dit établissement continue à être assurée dans les conditions de la loi du 20 juillet 1886 ; or, aux termes de l'article premier de cette loi, la Caisse nationale des retraites fonctionne sous la garantie de l'État.

Par contre, l'État n'encourt aucune responsabilité quant à la gestion des organismes libres. Il ne doit, aux assurés affiliés à ces organismes, que les allocations et majorations prévues par les articles 4 et 36 de la loi.

A l'appui de cette affirmation, on peut citer :

1^o Le texte de l'article 14 de la loi, lequel ne prévoit, pour l'État, d'autre responsabilité que celle

résultant de la gestion de la Caisse nationale des retraites ;

2^o Le texte de l'article 15, § 4, de la loi de 1910 qui met la Caisse des Dépôts dans l'obligation absolue d'exécuter les ordres d'achat ou de vente adressés par les Caisses visées aux numéros 2 à 6 du premier paragraphe de l'article 14.

3^o Les déclarations très nettes fournies au Sénat par le Gouvernement et qui sont insérées au *Journal officiel* du 26 janvier 1910, page 107.

M. Girard ayant demandé que l'avis de la section permanente du Conseil supérieur des retraites fut exigé pour les achats comme pour les ventes de valeurs, la discussion suivante s'engagea :

.....

M. MONIS. — Si vous demandez qu'un avis soit donné pour l'achat et un autre pour la vente, craignez d'intervenir dans la gestion et de devenir responsables de cette gestion. Nous devons, nous voulons donner la liberté aux Caisses agréées ; mais l'apprentissage de la liberté se payera, et l'État ne doit être garant, en aucun cas, des opérations librement faites par ces Caisses. Or, si vous donnez à l'État le droit de *veto* pour toutes les opérations, il est certain que vous serez à la limite même où vous ne pourrez plus refuser sa garantie.

M. PEYTRAL. — Quoi que vous disiez, et quoique vous fassiez, l'État sera toujours garant !

M. LE MINISTRE DES FINANCES. — Je proteste énergiquement contre cette affirmation. (*Approbations.*)

M. PEYTRAL. — Les conséquences de cette disposition,

nous ne les verrons pas; mais mon affirmation n'en est pas moins exacte.

M. LE MINISTRE DES FINANCES. — Je suis obligé de faire les plus extrêmes réserves sur l'affirmation et de déclarer formellement qu'il ne peut être question pour l'État d'apporter une garantie quelconque à l'ensemble de toutes les opérations.

M. MONIS — Je renouvelle mon observation : il faudrait qu'il soit bien entendu que ces organismes sont libres et que l'État n'est pas responsable et ne garantit aucune des opérations qu'ils feront en pleine liberté.

M. LE MINISTRE. — Nous sommes tout à fait d'accord et jè remercie M. Monis d'avoir fait préciser très nettement la situation. (*Adhésion générale.*)

En droit strict, la non responsabilité de l'État en ce qui concerne la gestion des organismes privés, est donc certaine. Cependant nul ne peut affirmer que l'État, qui a autorisé la constitution de ces organismes, ne serait moralement pas tenu, le cas échéant, de servir aux assurés la retraite sur laquelle ils comptent et en vue de laquelle ils se sont imposés des sacrifices. Dans cet ordre d'idées, le projet primitif voté par la Chambre en 1906 était infiniment meilleur. Ce projet établissait la garantie de l'État pour le payement des retraites aux assurés, à quelque Caisse que ces derniers fussent affiliés et cela d'une façon absolue, *in infinitum*. En vue de parer aux déficits possibles dans la gestion des Caisses, il était constitué un fonds de garantie alimenté au moyen d'un prélèvement effectué sur les cotisations reçues par chaque organisme.

La Chambre de 1906 avait compris que l'État, qui autorisait la constitution des organismes de retraites et était tenu au contrôle de la gestion de ces organismes, avait, en même temps, l'obligation naturelle de garantir, vis-à-vis des assurés, les résultats de cette gestion. L'importance de la question est telle qu'il est indispensable de reproduire ici, *in extenso*, le texte des débats qui eurent lieu à la Chambre, lors de la séance du 13 décembre 1905. (*Journal officiel*, 14 décembre, pages 3903 et 3904.)

.....

M. LE PRÉSIDENT. — « ...Je donne lecture de la nouvelle rédaction du premier paragraphe de l'article 2 proposée par la Commission et dont certaines parties sont d'ailleurs adoptées.

« ART. 2. — Ces retraites sont assurées, soit par la Caisse nationale des retraites ouvrières ou la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, soit par les Sociétés de secours mutuels, les Caisses patronales ou syndicales, les syndicats de garantie solidaire ou les syndicats professionnels, sous la garantie de l'État, dans les conditions déterminées par les titres I à IV de la présente loi, notamment l'article 31. »

Le Gouvernement insiste-t-il pour ces mots : « notamment l'article 31 », qui semblent inutiles ?

M. CHARLES LAURENT, *secrétaire général du ministère des Finances, commissaire du Gouvernement*. — Nous avons tenu à rapprocher l'article 31 de la garantie de l'État, parce que d'accord avec la Commission, le Gouvernement a, je ne dis pas absolument subordonné, mais très intimement lié la garantie de l'Etat aux dispositions de cet article.

M. LÉONCE DE CASTELNAU. — Il faudrait cependant savoir d'une façon précise ce que vous entendez par la garantie de l'État. Voulez-vous la restreindre au prélèvement établi par l'article 31 ou organiser une garantie *in infinitum*?

Si vous voulez organiser une garantie *in infinitum*, il est indispensable que vous insériez dans votre loi, le texte qui existe dans la loi de 1898, aux termes duquel l'État est tenu de garantir *in infinitum*, sauf recours contre le chef d'entreprise dont la Caisse est en déficit.

Si, au contraire, vous entendez restreindre la garantie au prélèvement prévu à l'article 31, je n'ai plus rien à dire.

MM. ALBERT CONGY ET LEMIRE. — Nous demandons la suppression des mots : « Notamment l'article 31 ».

M. LÉONCE DE CASTELNAU. — La loi de 1898 crée à cet égard un précédent; elle organise la garantie de l'Etat pour les obligations des caisses patronales vis-à-vis du risque professionnel.

L'Etat, dans le cas de la loi de 1898, est garant *in infinitum*, car sa garantie est couverte par l'impôt de 4 centimes additionnels au principal des patentes et par les 5 centimes qui frappent chaque hectare de mine. Sous le régime de la loi de 1898, dis-je, l'Etat garantit *in infinitum* les obligations incombant aux Caisses patronales et un impôt assure cette garantie; en retour l'Etat a un droit de recours contre le chef d'entreprise dont la Caisse est en déficit, recours qui est même privilégié, garanti par une hypothèque spéciale. Voilà donc la garantie de l'Etat parfaitement couverte et quant aux fonds qui doivent la fournir, et quant à son recours contre les chefs d'entreprises dont la Caisse est en déficit. Qu'entendez-vous faire dans la loi actuelle? Entendez-vous restreindre la garantie de l'État au prélèvement

prévu à l'article 31 ? La garantie, alors, ne joue pas *in infinitum* et les ressources du budget n'auront jamais à intervenir.

D'après cet article 31, chaque Caisse patronale subit, chaque année, un prélèvement qui peut être fixé, tous les cinq ans par la loi de finances; ce prélèvement est versé dans la Caisse de l'État et administré par l'État. Entendez-vous restreindre les obligations de l'État aux limites de ce prélèvement ?

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MINISTÈRE DES FINANCES, *commissaire du Gouvernement*. — Absolument !

M. LÉONCE DE CASTELNAU. — Alors, mon observation ne porte pas et je ne demande plus qu'on réserve les droits de l'État contre les chefs d'entreprises, puisque la garantie de l'État ne joue pas *in infinitum* et se trouve restreinte aux limites fixées par l'article 31.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Aynard.

M. AYNARD. — Messieurs, les conditions de la loi actuelle ne sont pas tout à fait les mêmes, en ce qui concerne les risques, que celles de la loi de 1898. Cette dernière loi ne fait pas courir autant de risques à l'État parce que la zone, pour ainsi dire, des placements est beaucoup plus limitée que dans le cas actuel.

La Commission propose qu'une partie des placements puisse être effectuée en valeurs industrielles...

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — La question est réservée.

M. AYNARD. — C'est entendu, tout est réservé; on va nous faire voter les quatre premiers articles de la loi en éloignant tout ce qu'il y a d'essentiel. M. le Commissaire du Gouvernement fait en ce moment une observation extrêmement intéressante, et qui vient à l'appui de celles que je présente, puisqu'il fait des réserves. Ce serait le

moment de s'expliquer. Je répète que la situation n'est pas la même que celle qui a été créée par la loi de 1898 parce que le risque de l'État va être infiniment plus considérable.

C'est la première fois que je vois dans une loi que, pour assurer ce qu'on appelle un droit à la retraite, il y aura, pour un cinquième, une contre partie en valeurs industrielles. Cela demande la plus sérieuse réflexion. Que dirait-on des autres retraites, civiles ou militaires, si elles étaient ainsi garanties ?

En tout cas, dès à présent et sans pénétrer plus loin dans le débat, on peut dire que cette disposition fait reposer la garantie d'Etat sur des valeurs qui jusqu'à présent n'étaient pas acceptées.

Quand donc faudra-t-il s'expliquer sur le sens et l'étendue de cette garantie d'Etat ? Je pense que c'est au moment où les mots « garantie de l'Etat » figurent dans la loi. Au contraire, nous allons voter une garantie vague de l'État et la discuter plus tard dans ses conséquences.

S'il faut ajouter tous les risques provenant de la garantie d'État couvrant les opérations des Caisses particulières, à tous les engagements budgétaires qui, partant de 60 à 70 millions, arriveront à 250 millions pour se fixer à une constante de 100 millions, on devrait nous dire comment le Gouvernement entend y faire face, et c'est le moment de calculer. Et, encore une fois, il y a lieu d'avoir, sur l'étendue de la garantie d'Etat couvrant les Caisses spéciales, une explication tout à fait nécessaire parce que le risque de l'Etat est à la fois plus considérable et plus indéterminé que dans la loi de 1898 qu'on vient de rappeler.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le rapporteur.

M. PAUL GUYESSE, *rapporteur*. — La Commission, en plaçant dans l'article 2 les mots « garantie de l'Etat » a

entendu émettre une opinion de principe dans les premiers articles de la loi.

La solution de la question de la garantie de l'Etat est reportée à l'article 31 où l'on examine en détail quelles sont les conditions qu'on demandera de remplir aux Sociétés de secours mutuels, Caisses patronales, syndicales, etc., qui pourront être chargées de faire le service des retraites. Ce que la Commission a entendu, c'est que les retraites qui seront faites par ces différents organismes, soient aussi assurées que celles qui seront faites par la Caisse nationale des retraites ouvrières.

M. LÉONCE DE CASTELNAU. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. de Castelnau.

M. LÉONCE DE CASTELNAU. — L'observation de M. le rapporteur ne répond pas du tout à celle que je faisais moi-même. Il renvoie à l'article 31 l'examen de l'étendue de la garantie de l'Etat; mais l'article 31 n'est en aucune façon relatif à cet objet, au moins tel qu'il est rédigé. Voici, en effet, le paragraphe de cet article auquel M. le rapporteur fait allusion :

« Sur toutes les sommes reçues en conformité du présent titre, les Sociétés ou Caisses y mentionnées doivent, en vue des déficits qui pourraient survenir dans leur gestion, effectuer immédiatement un prélèvement pour la constitution d'un fonds spécial de garantie administré, sous l'autorité du ministre du Commerce, par la section permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrières et géré par la Caisse des Dépôts et Consignations; la quotité de ce prélèvement est fixée tous les cinq ans par la loi de finances. »

Cela étant, je me demande et je demande à M. le Commissaire du Gouvernement si la garantie donnée par

l'Etat aux Caisses particulières est restreinte au prélèvement de l'article 31...

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Certainement.

M. LÉONCE DE CASTELNAU. — ...ou bien, au contraire, si elle joue *in infinitum*. Il faut que des explications soient données à cet égard à propos de l'article 2.

Si l'Etat doit garantir les Caisses patronales *in infinitum*, il est indispensable que vous insériez dans votre loi ce qui existe dans la loi de 1898, c'est-à-dire qu'en retour vous donniez un recours à l'Etat contre le chef d'entreprise, à raison du déficit dont il sera tenu lui-même sans limite.

Telle est la portée de mon observation. Je demande qu'on précise à l'article 2 la portée de la garantie de l'Etat.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MINISTÈRE DES FINANCES, *commissaire du Gouvernement*. — Je fais remarquer à l'honorable M. de Castelnau que ses observations ne peuvent recevoir une complète satisfaction qu'à l'article 31. C'est au moment de la discussion de cet article que la Chambre fixera les prélèvements destinés à constituer le fonds de garantie.

Je lui fais remarquer en outre que, d'après les dispositions de l'article 31, le fonds de garantie devra toujours être suffisant pour faire face à tout déficit provenant de la gestion des Caisses; cet article prévoit que tous les cinq ans on pourra modifier le taux des prélèvements, précisément pour tenir compte des aléas auxquels on aura à parer. Dans l'esprit de la Commission comme dans celui du Gouvernement, il est donc entendu, si je ne me trompe, que l'Etat ne sera pas exposé en fait à couvrir les déficits. La garantie de l'Etat joue, mais elle joue pour ainsi dire sous la sauvegarde des fonds de garantie.

M. JAURÈS. — Ce n'est pas possible.

M. LEMIRE. — Ce n'est pas une garantie : l'État n'est qu'un caissier.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. — Je vous demande pardon; il a un droit de contrôle sur la gestion des organismes prévus à l'article 2.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Président de la Commission.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Il ne peut pas subsister d'équivoque sur un point aussi important que celui-là.

M. PAUL CONSTANS. — C'est évident.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — La Commission a pensé — et la Chambre paraît jusqu'à présent l'avoir suivie — qu'il ne suffisait pas que le service des retraites fût assuré par une Caisse d'Etat et qu'il fallait permettre aux intéressés de s'adresser, s'ils le préféraient, à un certain nombre d'autres Caisses.

En donnant cette liberté aux bénéficiaires de la loi, on leur garantit du même coup que, à quelque Caisse qu'ils s'adressent, ils seront certains de recevoir la même retraite que s'ils s'adressaient à la Caisse d'Etat.

M. JAURÈS. — C'est incontestable.

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — C'est là une condition *sine qua non*. Si la Chambre estimait que c'est là pour l'Etat une charge trop considérable, elle n'aurait qu'une chose à faire, supprimer la liberté de s'adresser à d'autres Caisses qu'à la Caisse de l'Etat; mais il est certain que la première condition d'une assurance sociale

est d'offrir à tous, et particulièrement aux ouvriers, une garantie complète et intégrale. (*Très bien! très bien!*)

Donc la garantie ne peut pas ne pas être totale, quelle que soit la Caisse à laquelle se sont adressés les ouvriers. (*Très bien! très bien!*)

Il est bien entendu — et M. le Commissaire du Gouvernement avait tout à fait raison de le faire remarquer — que lorsque nous en viendrons à l'article 31, de même que lorsque nous en viendrons aux conditions exigées des Caisses pour participer au fonctionnement de la loi, on devra prendre les précautions nécessaires pour que l'Etat ne s'expose pas à de trop gros sacrifices, c'est-à-dire pour qu'il exige des Caisses admises à participer au fonctionnement de la loi les garanties élémentaires sans lesquelles de trop gros risques seraient courus, non par les assurés, mais par l'Etat.

Je crois donc qu'il y a deux choses absolument certaines et en même temps tout à fait distinctes.

D'abord, tous les bénéficiaires de la loi ont la même garantie. Il s'ensuit qu'une fois leurs versements effectués dans quelque Caisse que ce soit, du moment qu'elle est autorisée par l'Etat à participer au fonctionnement de la loi, ils toucheront l'intégralité de leur retraite, quoi qu'il arrive.

En second lieu, l'Etat prendra vis-à-vis de ces Caisses, par l'article 31 et par les conditions de contrôle, les garanties nécessaires et légitimes pour que les contribuables ne soient pas exposés à des risques qu'ils ne pourraient pas supporter. (*Très bien! très bien!*)

M. PAUL CONSTANS (Allier). — C'est ainsi que tout le monde l'a compris.

M. LÉONCE DE CASTELNAU — Si j'ai bien compris, Monsieur le Président de la Commission, l'Etat garantit, d'une façon absolue, et *in infinitum* aux travailleurs le

payement de leurs retraites. Cela étant, je demande que dans la loi actuelle on insère les dispositions corrélatives de la loi de 1898.

M. LE RAPPORTEUR. — Il n'y a aucun rapport entre l'importance des conséquences de ces deux lois.

M. LÉONCE DE CASTELNAU. — Je vous demande pardon; il y a corrélation complète sur cette question de garantie.

M. le PRÉSIDENT DE LA COMMISSION. — Nous examinons ce point à propos de l'article 31.

M. LÉONCE DE CASTELNAU. — Il me semblait que l'observation pouvait avoir sa place à l'article 2; puisque c'est ici que vous posez le principe de la garantie de l'Etat, il faut entourer ce principe des réserves et restrictions voulues.

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le texte proposé par le Gouvernement et la Commission pour le premier paragraphe de l'article 2.

« Ces retraites sont assurées, conformément aux dispositions des titres I à IV de la présente loi, soit par la Caisse nationale des retraites ouvrières, ou la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, soit par les Sociétés de secours mutuels, les Caisses patronales ou syndicales, les syndicats de garantie solidaires ou les syndicats professionnels, sous la garantie de l'Etat, dans les conditions prévues à l'article 31 ci-après. »

Il n'y a plus d'observations?...

Je mets ce paragraphe aux voix.

(Le paragraphe, mis aux voix, est adopté.)

.....

La lecture du texte qui précède ne peut que faire regretter la décision, prise par le législateur de

1910, de refuser aux assurés la garantie que la Chambre de 1906 avait jugé équitable de leur donner. Il ne paraît pas douteux que, mise en relief, au Parlement, par des orateurs avertis, cette lacune véritable de la loi ne serait rapidement comblée par un retour au système envisagé à l'origine.

CHAPITRE VI

Comptes individuels et retraites.

Ouverture des comptes. — L'ouverture d'un compte individuel à chaque assuré est prescrite par l'article 51 du décret de 1911.

Cette opération doit être faite à la Caisse choisie par l'assuré. Sont inscrits au compte individuel, chaque année et au moment de l'arrivée de la carte annuelle, les versements de l'assuré et, s'il y a lieu, les contributions des employeurs et les majorations prévues à l'article 36 de la loi. Mais le compte est ouvert dès la réception du bulletin de renseignements prévu à l'article 4 du décret. (Art. 119 du décret.) L'application de ces dispositions appelle quelques réflexions.

En imposant aux Caisses l'obligation d'ouvrir les comptes à la réception des bulletins de renseignements, le rédacteur du décret de 1911 semble avoir eu en vue de permettre à ces Caisses de connaître leurs adhérents et de veiller à ce que ceux-ci leur restent fidèles. Si cette supposition est exacte, on peut dire qu'une erreur a été commise.

Pratiquement, en effet, un organisme n'a aucun moyen d'arriver, même par la persuasion à maintenir parmi ses affiliés ceux qui l'abandonnent dès la première année. Beaucoup d'adhésions premières sont purement platoniques et leurs auteurs se soucient peu de respecter l'engagement moral qu'ils ont pris en remettant leur bulletin. Ce système offre, d'ailleurs, des inconvénients. L'abandon par des adhérents, de la Caisse choisie par eux à l'origine, a pour résultat de laisser en blanc un grand nombre de comptes trop hâtivement ouverts et qui encombrement sans utilité aucune les registres. Au point de vue de la statistique, ces comptes blancs faussent les résultats en faisant apparaître un nombre d'inscrits manifestement exagéré. Se basant sur ces données inexactes, les Caisses peuvent être amenées, en prévision de l'importance supposée de leur service, à augmenter leurs frais de personnel et de matériel. Il serait donc plus rationnel de n'inscrire sur les registres que les assurés cotisants et à la réception de leurs cartes.

On a pu remarquer que la rédaction des cartes annuelles était faite dans des conditions vraiment défectueuses. Ces cartes comportent de fréquentes erreurs dans l'orthographe du nom des assurés, dans la date de leur naissance, leur nationalité, la réserve ou l'abandon de leurs capitaux. Il en résulte des redressements dans la tenue des comptes individuels et, conséquemment, une augmentation notable des frais de personnel à la charge des organismes. Il

faut se rendre compte qu'une erreur ne peut être découverte que lorsque deux cartes annuelles successives renferment des mentions discordantes; si les renseignements donnés par les cartes concordent exactement, l'erreur peut se perpétuer.

Or, une erreur d'orthographe met l'organisme dans l'impossibilité de retrouver le compte d'un assuré et lui en fait ouvrir un nouveau; une erreur dans la date de naissance ou dans l'indication de la réserve des capitaux expose la Caisse à calculer d'une façon inexacte la rente à laquelle a droit l'assuré; une erreur dans la nationalité expose la Caisse à verser indûment au fonds de réserve (art. 11 de la loi) si l'assuré est français et désigné comme étranger, la contribution dont le compte individuel devrait bénéficier.

Des mesures devraient être prises pour réduire au minimum les chances d'erreur, puisque celles-ci ont des conséquences aussi importantes. Dans ce but, les Caisses tiennent bien un répertoire mobile, dans lequel les fiches sont classées par ordre alphabétique. Cette précaution est insuffisante car il peut arriver qu'une fiche soit égarée, ou mal classée ou mal orthographiée. Aussi devrait-il être prescrit l'établissement d'un second répertoire mobile, où les fiches seraient classées par jour de naissance. Cette méthode, usitée dans les Compagnies d'assurances, diminuerait d'une façon considérable les chances d'erreur.

Il a été indiqué plus haut que le compte individuel

de l'assuré était crédité, par la Caisse d'assurance, au moment de l'arrivée de la carte annuelle. Il reste à dire comment la Caisse d'assurance est, à son tour, créditée par la Caisse des Dépôts.

Le maire transmet au préfet, au début de chaque semaine, les cartes échangées pendant la semaine précédente. Au vu de ces cartes le préfet établit, pour chaque Caisse d'assurance, un bordereau récapitulatif portant, en regard des noms des assurés et des numéros matricules de leurs cartes, l'indication du montant des versements constatés sur ces cartes et, s'il y a lieu, des majorations auxquelles ces versements doivent donner lieu en vertu de l'article 36 de la loi. Chaque semaine, le préfet envoie à chaque Caisse d'assurance intéressée, avec le bordereau, les cartes la concernant reçues dans la semaine précédente. Copie du bordereau est adressée, en même temps, au ministre du Travail (article 24 du décret 1911).

En établissant les bordereaux prévus à l'article 24 du décret (paragraphe 2) le préfet notifie à la Caisse des Dépôts le montant des sommes revenant à chaque Caisse d'assurance sur le fonds spécial de la vente destimbres. La Caisse des Dépôts transfère immédiatement au compte spécial ouvert à chacune des Caisses d'assurance les sommes portées sur cet état. (Art. 105 du décret.)

Il ressort des renseignements donnés au dernier alinéa du paragraphe précédent que le compte de la Caisse intéressée n'est crédité du montant des borde-

reaux hebdomadaires qui la concernent que lorsque la Caisse des Dépôts est en possession des dits bordereaux. C'est donc la date de réception de ces documents qui forme le point de départ des intérêts que doivent produire les sommes portées au compte courant particulier de la Caisse d'assurance.

Or, il arrive que, les formalités prescrites n'étant pas accomplies avec toute la régularité désirable, les caisses ne sont mises en possession des sommes leur revenant qu'après de longs retards d'où, pour les assurés, une perte d'intérêts assez sensible. Si le bon ordre de la comptabilité permet difficilement de hâter le règlement des opérations de cette nature, l'équité voudrait, cependant, que le compte des assurés n'en souffrît pas. Pour atteindre ce résultat, rien ne paraîtrait s'opposer à ce que le compte fût crédité, par la Caisse des Dépôts, avec valeur du dernier jour de la dizaine pendant laquelle les cartes auraient été échangées. Il suffirait alors de prescrire aux mairies d'indiquer sur chaque carte la date de son échange et, aux préfectures, de grouper, sur les bordereaux hebdomadaires, toutes les cartes qui auraient été échangées dans la même dizaine. La Caisse des Dépôts donnerait ensuite un crédit spécial aux sommes concernant les cartes échangées pendant une même dizaine.

Liquidation des rentes éventuelles. — Les rentes afférentes aux versements portés au crédit d'un compte individuel dans le cours d'une année sont

liquidées, conformément à l'article 12, § 4, de la loi de 1910, d'après les indications des bulletins de renseignements. Chaque liquidation est faite en négligeant ou en forçant, dans les sommes qui lui servent de base, les fractions de demi-décime, suivant que ces fractions sont inférieures ou non à trois centimes. (*Décret*, art. 124.)

Les articles 121, 122 et 123 du décret indiquent les règles spéciales aux assurés facultatifs.

Bulletin de versement annuel. — Aux termes de l'article 14 de la loi de 1910 (modifiée par la loi du 27 février 1912) chaque caisse est tenue de délivrer gratuitement, aux assurés, un bulletin indiquant le total des versements obligatoires et facultatifs qu'elle a reçus pendant l'année précédente, ainsi que le montant de la retraite éventuelle à 65 ans atteinte au 31 décembre de l'année précédente. Le bulletin indique, en outre, le coefficient de réduction servant à obtenir le montant de la pension correspondant à l'âge de 60 ans, pour les titulaires qui n'ont pas atteint cet âge. Le sens et le but de cette disposition se comprennent aisément. Le législateur a voulu que l'assuré soit mis à même d'exercer un contrôle sur l'encaissement régulier des fonds qu'il a versés; il a voulu aussi que cet assuré puisse connaître, à l'avance, le résultat produit par cet encaissement et sur lequel il lui sera permis de compter lorsque l'heure de la retraite sera venue. Mais, pour avoir voulu trop bien faire, son œuvre sur ce point est

restée stérile. Pour se conformer aux prescriptions de la loi, on a dû adopter un modèle de bulletin d'une complication telle que seuls les gens de métier peuvent en déchiffrer l'énigme. Par contre, on a omis d'y faire figurer une indication essentielle : celle qui est relative à la bonification de l'État, variable suivant le nombre et la quotité des versements faits au compte de chaque année et qui doit, normalement, venir grossir plus tard la rente produite par ces versements. Des modifications s'imposent pour rendre ce bulletin clair et intelligible.

En principe, les rentes sont calculées comme si l'entrée en jouissance était, pour les assurés, fixée à 65 ans. Lorsqu'un assuré fixe à 60 ans la date de son entrée en jouissance, il doit, pour connaître le montant de la rente à laquelle il aura droit à cet âge, multiplier le total des rentes éventuelles à 65 ans par le coefficient de réduction indiqué au bulletin annuel. Or, il convient de remarquer que l'indication d'un coefficient unique de réduction ne peut servir qu'aux assurés qui adoptent l'entrée en jouissance à 60 ans, et non à ceux qui fixent cette jouissance à 61, 62, 63 ou 64 ans. A l'égard de ces derniers, il serait indispensable que le bulletin annuel indiquât un coefficient de réduction pour chaque âge intermédiaire entre 60 et 65 ans. Mais il en résulterait, pour les Caisses, une bien grande complication et on peut se demander s'il est vraiment utile de mentionner, sur le bulletin, la rente

éventuelle produite par les versements. Ne suffirait-il pas de faire connaître à l'assuré le montant des versements effectués par lui au cours de l'année expirée et portés à son compte? Lorsqu'un assuré désirerait connaître le chiffre des rentes produites par l'ensemble des versements, il en ferait la demande à la Caisse d'assurance qui lui donnerait alors satisfaction.

Dans tous les cas, si l'on considère que presque tous les assurés demandent la liquidation de leur retraite à 60 ans, au lieu de 65 ans, il est permis de prétendre qu'il serait infiniment plus rationnel d'adopter cet âge de 60 ans comme base de calcul des retraites, en indiquant sur le bulletin annuel, au lieu du coefficient de réduction, un coefficient d'augmentation pour les assurés qui demanderaient l'ajournement de la liquidation de leur retraite.

Si l'on considère que l'indication de la rente éventuelle est indispensable, il y aurait lieu de mentionner également, sur le bulletin, le compte complet de l'assuré en y portant le montant total des rentes acquises par les versements précédents, qu'ils aient été effectués à la Caisse chargée de l'envoi du bulletin, ou à d'autres Caisses précédemment choisies. L'assuré n'aurait ainsi qu'à se reporter au dernier bulletin de situation pour connaître immédiatement sa situation. Cela serait possible si, en cas de changement de caisse, le transfert immédiat des réserves mathématiques était admis. Or, dans l'état actuel des choses, l'assuré

qui a choisi successivement plusieurs Caisses est dans la nécessité de conserver tous ses bulletins et de les totaliser.

Le bulletin de situation devrait enfin faire mention que le coefficient qu'il indique n'est exact que si la Caisse maintient, jusqu'à l'entrée en jouissance de la retraite, le taux de placement prévu dans le calcul de ses tarifs.

En résumé : 1° le bulletin de versement annuel est incomplet, puisqu'il ne mentionne qu'un coefficient unique de réduction et fait abstraction des rentes éventuelles produites par tous les versements de l'assuré ; 2° il peut contenir des données inexactes si le taux de placement vient à être modifié. Il devrait être modifié suivant les indications qui précèdent. Toutefois, comme l'établissement et l'envoi de ce document aux assurés occasionne déjà un travail considérable et peu en rapport avec l'intérêt que les ouvriers portent généralement aux renseignements qui y sont inscrits, on pourrait sans inconvénients, semble-t-il, en limiter la production aux intéressés qui en feraient la demande. Les charges supportées par les Caisses sont des plus lourdes ; on trouverait, dans l'application de la mesure préconisée, un moyen certain de les réduire et ce serait du moins un résultat.

Tarifs des retraites. — La rente viagère, correspondant aux versements opérés pour le compte d'un assuré entre deux anniversaires consécutifs de sa

naissance, est calculée d'après les tarifs en vigueur aux dates auxquelles ces versements sont reçus par l'organisme d'assurance, ainsi qu'il est dit à l'article 12 de la loi et à l'article 124 du décret de 1911. (*Décret*, art. 126.)

Les tarifs sont applicables par période entière d'une année. Chaque tarif est établi en tenant compte :

1^o De l'intérêt composé du capital, fixé conformément à l'article 127 du décret;

2^o Des chances de mortalité, calculées provisoirement d'après la table de mortalité de la Caisse nationale des retraites et, ultérieurement, d'après les tables spéciales qui seront établies conformément au § 3 de l'article 12 de la loi;

3^o Du remboursement des versements personnels de l'assuré, à son décès, si l'assuré a stipulé ce remboursement. (Art. 126 du décret, 2^e et 3^e alinéas.)

Le taux d'intérêt servant à l'établissement du tarif est gradué par décime; il est fixé, pour chaque Caisse d'assurance, d'après le taux moyen d'intérêt de l'ensemble des placements de fonds effectués pendant l'année précédant le dernier inventaire, mais doit être inférieur à ce taux; l'écart est au moins égal à 10 centimes, si le taux moyen d'intérêt des placements ne dépasse pas 3 o/o; si le taux est supérieur à 3 o/o, cet écart minimum est augmenté de la moitié de la différence entre le taux de 3 o/o et le taux moyen effectif des placements, sans que cette règle

puisse, toutefois, rendre obligatoire l'adoption d'un écart supérieur à 40 centimes. Les excédents d'actif, résultant de l'application des tarifs ainsi déterminés au calcul des réserves mathématiques, sont portés à un compte spécial pour être affectés, s'il y a lieu, à couvrir les insuffisances ultérieures. (*Décret*, art. 127.)

Les articles 128 à 133 du décret indiquent :

1^o Le mode d'évaluation du taux moyen d'intérêt des placements (art. 128) ;

2^o La fixation des tarifs de toute Caisse d'assurance nouvellement créée (art. 129) ;

3^o De quelle façon les tarifs sont établis (art. 130) ;

4^o L'emploi qui doit être fait du tarif annuel (mise à la disposition des assurés et du ministre du Travail ; vérification des calculs par le ministre du Travail ; redressement des erreurs constatées) (art. 131) ;

5^o La comparaison annuelle qui doit être faite entre la mortalité prévue et la mortalité réelle des assurés (art. 133).

Enfin, l'article 134 a trait au calcul des pensions minima prévues à l'article 10, § 2, à l'article 19, § 3, et à l'article 19, § 2 de la loi du 5 avril 1910, en faveur des agents, employés et ouvriers des chemins de fer d'intérêt général secondaires, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, des employés et salariés des Caisses patronales ou syndicales et

des Caisses de syndicats de garantie solidaire et des salariés des Caisses de prévoyance précédemment organisées par les patrons et qui n'auraient pas obtenu l'autorisation prévue à l'article 19. Le chiffre des dites pensions est déterminé en supposant des versements égaux à ceux qu'exige l'article 2 de la loi effectués à capital aliéné et liquidés d'après le tarif appliqué par la Caisse nationale des retraites, pour l'exécution de la dite loi, au moment de la décision à intervenir.

Telles sont les règles générales imposées aux Caisses pour l'établissement des tarifs des retraites à servir à leurs assurés. Il découle de ces règles que l'importance des retraites varie forcément d'une Caisse à l'autre, puisque, pour la déterminer, chaque Caisse doit annuellement tenir compte du taux moyen de ses placements. C'est ainsi que la Caisse mutualiste de l'Hérault accuse un taux moyen de 3,60 o/o (compte rendu du 16 février 1913); la Caisse mutualiste de la Haute-Garonne, un taux moyen de 3,67 o/o (compte rendu du 16 février 1913); la Caisse mutualiste de Nantes, un taux moyen de 3,78 o/o (compte rendu du 24 juin 1913); la Caisse départementale de la Gironde, un taux moyen de 4 o/o. Des écarts aussi sensibles ne peuvent que créer et entretenir un état de rivalité entre les Caisses, en obligeant certaines d'entre elles à rechercher les emplois les plus rémunérateurs sans se préoccuper de la répercussion future de ces placements sur le capital, dans le seul but de ne pas

laisser leurs rivales accorder à leurs adhérents des taux de retraite meilleurs. Il est, en outre, permis de penser que la fixation, par un organisme, d'un taux de retraites un peu plus élevé n'est pas de nature à amener un afflux d'adhérents nouveaux à la loi, mais seulement de déterminer des adhérents à abandonner la Caisse dont ils avaient fait choix pour s'affilier à une autre.

Au point de vue général, le résultat des variations d'une Caisse à l'autre, dans les tarifs des retraites, est peu important. Au point de vue particulier de chaque Caisse, les variations d'une année à l'autre restent incomprises de la plupart des assurés et peuvent même présenter, en cas de diminution du taux des retraites, de sérieux inconvénients. Rien ne prouve, en effet, que le taux élevé, momentanément accordé par une Caisse, pourra être indéfiniment maintenu. Quelle sera alors la situation de cette Caisse, si elle se trouve un jour dans la nécessité d'abaisser le taux de ses retraites ? Une telle mesure ne sera-t-elle pas de nature à créer, parmi les assurés, une véritable panique, car beaucoup, n'étant pas à même d'en saisir les causes, n'y verront que le résultat d'une gestion défectueuse ?

Il est difficile de supprimer, entre les Caisses, la cause de rivalité qui vient d'être exposée. Cela n'est d'ailleurs pas souhaitable car l'émulation chez les propagateurs de la loi doit être encouragée. Mais peut-être serait-il possible de rendre moins aigu cet état de concurrence qui, poussé à l'extrême, va à

l'encontre de ce principe que toutes les Caisses poursuivant un but commun, ne sauraient chercher à s'anéantir. Il ne faut pas que des Caisses puissent trouver, dans la loi, le moyen d'encourager les désertions parmi les adhérents des autres organismes, en grossissant toujours le taux de leurs retraites, quand bien même l'insécurité de leurs placements devrait en dépendre, parce que ces autres organismes se voient contraints, s'ils veulent continuer à vivre, de les imiter en diminuant constamment l'écart autorisé par l'article 127 du décret de 1911. Un moyen assez pratique consisterait à n'autoriser le changement du taux des retraites qu'au bout d'une certaine période, cinq ans, par exemple, sauf dans le cas où le taux moyen d'intérêt des placements viendrait à descendre au dessous de celui qui aurait servi de base à la dernière fixation. Par ce moyen, les Caisses seraient préservées des inconvénients qui peuvent résulter de variations trop fréquentes; quant à leurs adhérents, ils auraient le temps de s'attacher à l'organisme de leur choix et seraient ainsi beaucoup moins tentés de le quitter pour s'affilier à un autre : on compterait, pour cela, sur la force de l'habitude.

Pour clore cette question, il n'est pas sans intérêt de faire remarquer que l'établissement des tarifs est des plus onéreux pour les Caisses qui ne disposent généralement pas, de service d'actuariat. L'État devrait prendre cette dépense à sa charge.

Liquidation des retraites. — Pour connaître les règles à suivre en cette matière, il y a lieu de se reporter aux articles 135 à 156 du décret de 1911, modifié par le décret du 6 août 1912.

En principe, les retraites doivent être liquidées aussitôt que les Caisses ont reçu, du ministère du Travail, le dossier de liquidation, lequel comprend l'avis de concession de l'allocation viagère ou de la bonification. Mais, antérieurement à cette liquidation, des formalités préliminaires et essentielles doivent être remplies. La Caisse chargée de délivrer le titre de pension doit être créditée :

1^o Du montant des versements constatés sur la dernière carte remise par l'assuré et que le préfet doit conserver, conformément aux prescriptions de l'article 136 du décret.

2^o Du montant des réserves mathématiques afférentes aux versements opérés aux Caisses auxquelles l'assuré aurait antérieurement adhéré (art. 20 de la loi). Le transfert des dites réserves est lui-même subordonné à la production d'un certificat du maire établissant l'existence de l'assuré (Circulaire n^o 22 du ministre de l'Intérieur aux Caisses d'assurance : 12 mai 1913).

L'énumération de ces formalités indique à quelles lenteurs administratives les liquidations des retraites sont forcément soumises. Aussi est-il arrivé fréquemment que les intéressés ont attendu plusieurs mois avant d'entrer en possession de leur titre de pension et fait entendre, à ce sujet, les réclamations

les plus vives. Aux débuts de l'application de la loi, il y a eu là une cause d'impopularité de cette dernière. On devrait donc s'ingénier à réduire au minimum les délais nécessités par les différentes opérations auxquelles donnent lieu les liquidations des retraites. Rien ne paraîtrait s'opposer, par exemple, à ce que toute liquidation entraînat l'émission de deux titres : l'un pour le montant de l'allocation de l'État et qui pourrait être délivré sans délai, l'autre, à délivrer ultérieurement, pour la rente produite par les versements personnels et patronaux. Ces deux titres seraient ensuite réunis. Quant au transfert des réserves mathématiques, il serait plus rationnel de l'opérer dès qu'un assuré aurait fait choix d'une nouvelle Caisse, sans attendre que cet assuré ait demandé la liquidation de sa pension. On n'aperçoit pas très bien les motifs qui peuvent militer en faveur du maintien, dans les réserves d'une Caisse, de fonds appartenant à un assuré qui ne compte plus dans les effectifs de cette Caisse. On fait valoir que si le dit assuré vient à décéder, le montant des réserves le concernant profite à la Caisse qui le détient et qu'obliger cette Caisse à s'en dessaisir immédiatement, c'est la priver d'une ressource sur laquelle elle pourrait éventuellement compter. Mais il y a lieu de remarquer que cette Caisse trouvera une compensation dans les réserves qui lui seront transférées du fait de l'entrée, dans ses effectifs, d'adhérents qui lui viendront d'une autre Caisse. Dans tous les cas, le système du transfert

immédiat est de nature à supprimer une cause importante, sinon la cause principale, du retard actuellement apporté dans la liquidation des retraites. D'ailleurs n'applique-t-on pas déjà cette règle lorsqu'une Caisse entre en liquidation (art. 28, § 1^{er}, de la loi)? Quelques mots doivent être ajoutés à ce paragraphe, en ce qui concerne les liquidations de retraites effectuées au profit des ouvriers étrangers.

On sait que ces ouvriers sont privés de la contribution patronale. Il va sans dire que la situation qui leur est ainsi faite constitue une véritable iniquité. L'article 8 de la loi considère, en effet, la rente constituée par les versements ouvriers et patronaux comme un produit de l'épargne. Donc, le fait d'enlever aux ouvriers étrangers le bénéfice de la contribution patronale va à l'encontre de la loi.

Calculées uniquement sur le versement des salaires étrangers, les rentes liquidées au profit de ces derniers sont infimes; aussi sont-elles presque toujours abandonnées par leurs bénéficiaires qui se refusent à entreprendre l'accomplissement de formalités sans nombre pour entrer en possession des arrérages auxquels ils ont droit. Il serait juste de mettre cette catégorie de retraités à même de choisir entre la liquidation d'une rente à leur profit et le remboursement des sommes qu'ils ont versées.

Païement des arrérages des retraites. — Les arrérages des retraites sont payés aux ayants

droit : soit, directement, au siège de la Caisse débitrice; soit au moyen du mandat-retraite dont l'emploi a été réglementé par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1913; soit par l'intermédiaire des Sociétés de secours mutuels. Quel que soit le mode de paiement adopté par le pensionnaire, les arrérages ne peuvent être payés qu'après production, par le titulaire de la retraite, d'un certificat de vie établi par un notaire ou par le maire du lieu du domicile du retraité et communication du titre de pension. On va voir à quelles difficultés se heurte, dans la pratique, l'accomplissement des formalités réglementaires.

Tout d'abord, l'établissement du certificat de vie comporte l'indication de renseignements nombreux, tellement nombreux, qu'il faut à l'autorité qui le délivre une très grande pratique et une attention soutenue pour ne pas en laisser échapper. Si l'on se reporte, en effet, au modèle de certificat donné, sous le numéro 20, par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1913 (p. 31), on remarque que le certificateur doit indiquer, chaque trimestre, les nom, prénoms, domicile, date de naissance du retraité, ainsi que la qualité civile du pensionnaire lorsque celui-ci est une femme. Le retraité doit enfin, lorsqu'il le peut, apposer sa signature au bas du certificat constatant son existence. Or, il est nécessaire de savoir que l'oubli d'un seul de ces renseignements entraîne le refus immédiat du paiement des arrérages. Le retraité doit alors solli-

citer la régularisation de son certificat et ce n'est qu'après plusieurs jours de démarches qu'il peut enfin prétendre à l'encaissement de la modique somme à laquelle il a droit.

Toutes ces formalités ne sont-elles pas superflues? Le certificateur ne pourrait-il pas se borner à déclarer que M. X..., titulaire de la retraite numéro tant, est vivant? On peut se demander aussi quelle est l'utilité de la signature du rentier, exigée au pied du certificat de vie!

Une autre source de complications réside dans l'emploi des mandats-retraites. Ces mandats ne peuvent être utilisés qu'à l'égard des rentiers résidant dans une localité autre que celle où la Caisse d'assurance a son siège, et leur envoi doit être précédé de la réception, par la Caisse, du certificat de vie acquitté par l'intéressé. Ces deux conditions mises à l'emploi du mandat-retraite peuvent être critiquées. Il n'y a aucune raison apparente de restreindre le dit emploi aux retraités n'habitant pas la ville où la Caisse a son siège. A Paris, par exemple, les rentiers peuvent éprouver des difficultés à se rendre de leur domicile à la Caisse de la Société, soit parce qu'ils n'en ont pas le temps, soit parce que leurs moyens physiques s'y opposent. Enfin, l'obligation imposée aux titulaires des rentes d'adresser leur certificat de vie acquitté avant d'avoir reçu le montant de leurs arrérages est vraiment excessive. Cette formalité pourrait être supprimée si l'on décidait que la justification de l'envoi

consisterait, pour la Caisse, dans le récépissé de la poste établissant que les fonds ont été remis à cette administration, à laquelle il appartiendrait ensuite de réclamer, pour sa décharge, l'acquit du rentier destinataire.

Les Caisses peuvent enfin recourir aux bons offices des Sociétés de secours mutuels pour procéder au paiement des arrérages de rentes dont elles sont débitrices. Ce système semble séduisant, mais il se heurte, dans la pratique, à des inconvénients. Tout d'abord, la Caisse doit se dessaisir des fonds au profit d'un intermédiaire qui lui est inconnu et qui peut ne pas remplir honnêtement sa mission. Puis, le paiement ne peut être effectué qu'au siège de la Société de secours mutuels et celle-ci ne se réunit qu'assez rarement ; le rentier se trouve donc dans la nécessité d'attendre plusieurs jours avant d'entrer en possession de ses arrérages. Il faut enfin tenir compte de la difficulté éprouvée par les dites Sociétés à recruter, dans leur sein, des gens suffisamment éclairés pour procéder à des paiements réguliers.

Un système différent de paiements est employé par la Caisse des Dépôts. Les rentes dont cette Administration est débitrice sont payées, pour son compte, par l'intermédiaire de ses préposés, c'est-à-dire les trésoriers généraux, receveurs particuliers des finances et percepteurs. Cette possibilité, pour la Caisse des Dépôts, de faire effectuer ses paiements par des agents disséminés sur tout le

territoire, lui donne un avantage marqué sur les Caisses privées et constitue, pour elle, une réclame de premier ordre. Il est juste d'ajouter que la Caisse des Dépôts sert une rémunération à ses préposés pour ce service spécial, rémunération qui est de :

0 fr. 05 pour chaque rappel d'arrérages ou chaque trimestre de rente payé directement par les trésoriers généraux;

0 fr. 06 pour ceux payés par les percepteurs de l'arrondissement chef-lieu, dont 0 fr. 05 pour le comptable payeur et 0 fr. 01 pour le trésorier général;

0 fr. 10 pour ceux payés par les percepteurs des arrondissements de sous-préfecture dont 0 fr. 05 pour le comptable payeur, 0 fr. 04 pour le receveur des finances et 0 fr. 01 pour le trésorier général.

Il semblerait équitable de concéder la même faveur aux Caisses privées, en assujettissant ces Caisses aux mêmes obligations en ce qui concerne la rémunération à servir aux payeurs des rentes. On allégerait ainsi les charges qui pèsent actuellement sur les dits organismes du fait du paiement, par la voie postale, des arrérages à leur charge. Ces charges sont relativement élevées. Le tarif des mandats-retraites étant de 0 fr. 15 jusqu'à 100 francs et de 0 fr. 25 de 100 fr. 01 à 300 francs, la dépense annuelle qui en résulte est au minimum, de 0 fr. 15 $\times$ 4, soit 0 fr. 60.

En outre, comme l'émission du mandat est précédée de l'envoi, à la Caisse d'assurance du titre

de pension et que ce dernier doit être retourné, après avoir été estampillé, à son propriétaire, il en résulte, pour la Caisse, une nouvelle dépense trimestrielle de 0 fr. 10, ou 0 fr. 40 par an. Ces 0 fr. 40, ajoutés aux 0 fr. 60 nécessités par l'envoi du mandat-retraite, couvrent exactement le franc alloué par l'État en vertu de l'article 114 du décret de 1911. En un mot, l'État reprend d'une main ce qu'il a donné de l'autre et il ne reste, à la Caisse, pas le moindre centime pour assurer la couverture de ses autres frais de gestion. Avec le système de paiements par l'intermédiaire des comptables du Trésor, la dépense annuelle pour les Caisses varierait de 0 fr. 20 à 0 fr. 40. Il n'y a d'ailleurs pas de raisons pour traiter les organismes privés différemment de la Caisse nationale.

Le système de paiements par l'intermédiaire des comptables du Trésor, infiniment préférable à ceux actuellement imposés aux Caisses privées, est tout de même insuffisant. Il semblerait possible de lui en substituer un autre plus pratique et davantage à la portée de la généralité des intéressés. Ce nouveau système réclamerait le concours des mêmes agents payeurs, mais il serait appliqué, par ces derniers, dans des conditions différentes de celles exposées plus haut. Voici en quoi il consisterait :

Chaque Caisse établirait elle-même d'office, quinze jours avant l'échéance trimestrielle, les certificats de vie de ses pensionnaires et les adresserait au maire de la résidence des dits pensionnaires. Le

maire renverrait aussitôt les certificats concernant les rentiers dont le décès aurait été constaté depuis le 1^{er} jour du trimestre; quant aux certificats concernant les rentiers existant, ils resteraient, à la mairie, à la disposition des intéressés qui devraient s'y présenter pour les retirer. Une fois en possession de son certificat, chaque rentier, ou son mandataire, muni de la dite pièce et de son titre de pension, réclamerait le paiement des arrérages qui lui seraient dus, soit à la Caisse du percepteur, soit au bureau de poste de la localité où il résiderait. Le paiement des arrérages serait effectué sans formalités et constaté, au moyen d'une estampille, sur le certificat d'inscription, lequel serait rendu à son titulaire. Tous les certificats de vie quittancés seraient enfin acheminés, de comptable en comptable, vers la Trésorerie générale du siège de la Caisse d'assurance et cette Trésorerie aurait alors à réclamer, à la Caisse débitrice, le remboursement du montant des pensions principales payées pour son compte.

Les résultats du nouveau système préconisé seraient des plus appréciables; ils peuvent être ainsi définis :

- 1° Rapidité et économie dans le paiement des arrérages;
- 2° Les Caisses seraient constamment tenues au courant des décès survenus parmi leurs assurés;
- 3° Diminution importante des avances que le

Trésor doit effectuer aux Caisses en vertu du décret du 26 juillet 1913. (Art. 160 du décret de 1911 modifié.) Ces avances se borneraient, désormais, au montant des pensions principales effectivement payées, alors qu'actuellement elles doivent couvrir, dès le début de l'année, la totalité des allocations et bonifications trimestrielles à payer par la Caisse. Pour déterminer le montant de cette avance on prend pour base les paiements effectués pendant les dix premiers jours du mois de novembre de chaque année. (Arrêté interministériel du 5 avril 1913, art. 1^{er}.) En supposant, par exemple, une Caisse ayant un effectif de 5.000 rentiers, l'État doit aujourd'hui lui avancer une somme d'environ 125.000 francs, laquelle n'est remboursable qu'à la fin de l'année. Avec le système proposé, l'avance ne serait plus approximativement que de 10.000 francs.

On ne saurait trop faire ressortir l'importance d'une notification régulière des décès survenus parmi les assurés. Dans le compte rendu de ses opérations de l'exercice 1913, la Caisse syndicale des Forges signale l'écart énorme qui ressort de la comparaison des données des tables C. R. avec les résultats du dit exercice, écart qui n'a pu être causé que par l'absence de notification des décès susvisés. L'inconvénient produit par les oublis de cette nature est le suivant : Si les Caisses gardent en capitalisation les retraites éventuelles d'assurés décédés, leurs réserves mathématiques peuvent, à un moment

donné, être augmentées fictivement dans des proportions considérables et dépasser même leur actif. De plus, comme les tarifs doivent être modifiés après examen du tableau comparatif de la mortalité réelle et de la mortalité théorique, les omissions dans le signalement des décès entraînent un abaissement du tarif des retraites et, par conséquent, un préjudice pour les assurés.

Une autre conséquence dans le retard des notifications de cette nature est la suivante : Si la Caisse reste pendant cinq ans sans être prévenue du décès d'un assuré, les arrérages qui apparaissent comme restant à payer au dit assuré sont atteints par la prescription et leur montant versé au fonds de réserve. (Art. 16 de la loi.) Cette opération, qui constitue une véritable dérogation au droit commun, d'après lequel la prescription profite au débiteur, entraîne ainsi une perte pour la Caisse.

Les mairies sont bien tenues, en principe, d'effectuer aux Caisses la notification des décès de leurs retraités. (Art. 166 du décret de 1911.) Mais cette prescription est plus ou moins éludée; le moyen le plus pratique de la faire observer consisterait à appliquer le système préconisé plus haut au sujet du paiement des arrérages.

CHAPITRE VII

Résultats déjà obtenus par les Caisses d'assurance.

Il eut été utile de donner, après l'exposé qui précède, les résultats obtenus par les Caisses d'assurance depuis la mise en application de la loi. Malheureusement, la désorganisation des services due aux événements actuels, et le départ à l'armée de la majeure partie des assurés, n'ont pas permis de procéder à l'enquête approfondie qui se serait imposée dans d'autres circonstances. Il a été possible, cependant, d'indiquer les résultats qui ont pu être fournis par trois Caisses ayant leur siège social à Paris : deux Caisses patronales syndicales et une Caisse mutualiste.

Caisses patronales syndicales.

A. La Caisse syndicale des Forges avait reçu au
31 décembre 1913. 87.967 cartes d'assurés.

Le montant des versements constatés sur les dites
cartes était de. 1.218.586 francs.

Soit une moyenne de versements par assuré
de. 13 fr. 85

B. La Caisse syndicale du Papier avait reçu, à la date précitée. 4.414 cartes d'assurés.

Le montant des versements constatés sur les dites cartes était de. 59.491 francs.

Soit une moyenne de versements par assuré de. 13 fr. 47

C. La « *Boule de Neige* », Caisse mutualiste, avait reçu à la date précitée. 1.780 cartes d'assurés.

Le montant des versements constatés sur les dites cartes était de. 21.870 francs.

Soit une moyenne de versements par assuré de. 12 fr. 84

Les résultats qui viennent d'être donnés peuvent permettre de conclure que la moyenne des versements est sensiblement égale d'une Caisse patronale syndicale à une autre et supérieure à celle obtenue par une Caisse mutualiste. La raison de cette dernière particularité semble due à l'élévation du taux des salaires touchés par les tributaires des Caisses patronales, élévation qui permet aux salariés de consentir des sacrifices plus importants, et de l'influence que les employeurs peuvent exercer sur leurs ouvriers. Les Caisses mutualistes, au contraire, ne peuvent recruter que des adhérents volontaires, dont les ressources sont déjà sollicitées par d'autres œuvres de prévoyance, ce qui restreint par conséquent les sacrifices qui pourraient être consentis en vue de la constitution de la retraite de vieillesse

prévue par la loi de 1910. Il peut se faire que, dans l'avenir, il en soit tout autrement, lorsque, par exemple, les adhérents actuels, ayant pleine confiance dans les résultats promis par la loi, n'hésiteront plus à grossir toujours leurs versements.

Le ministre du Travail a bien établi depuis la mise en application de la loi et, ceci, en conformité des prescriptions édictées par l'article 25, les statistiques des opérations effectuées en exécution de la dite loi. La première statistique, publiée en 1913, vise les opérations effectuées du 3 juillet 1911 au 31 décembre 1912; la seconde, publiée en 1914, vise les opérations effectuées au cours de l'année 1913. La première traite fort peu des résultats obtenus par les Caisses d'assurance; elle contient cependant quelques renseignements intéressants qui sont reproduits ci-après. Dans la seconde, ces tableaux ne sont même plus insérés, de sorte qu'il est impossible de se faire une idée, même approximative, de la marche des organismes de retraite. Cette lacune est regrettable et devrait être comblée à l'occasion des prochaines publications.

Le premier rapport statistique fait connaître que les organismes de retraite autorisés étaient, à la date du 31 décembre 1912, au nombre de 42 (non compris 66 institutions patronales); se décomposant en 27 Caisses mutualistes, 6 Caisses patronales ou syndicales de retraites et 9 Caisses départementales ou régionales. Le second rapport indique qu'à la date

du 31 décembre 1912 le nombre des Caisses autorisées était porté à 49, soit 34 Caisses mutualistes, 6 Caisses patronales ou syndicales de retraites et 9 Caisses départementales. En outre, le nombre des Sociétés de secours mutuels autorisées à faire la collecte était de 3140 en 1912 et de 3198 en 1913. Le tableau suivant établit la comparaison des résultats obtenus jusqu'au 31 décembre 1912, par chaque catégorie d'organismes :

A.

DÉSIGNATION DES CAISSES	NOMBRE DE CARTES REÇUES	MONTANT TOTAL (en francs) des versements constatés sur les cartes	MOYENNE DES VERSEMENTS
Caisses départementales ou régionales.	55.250	551.183	fr. c. 9 97
Caisses mutualistes. .	71.797	837.947	11 67
Caisses syndicales ou patronales.	50.050	664.974	13 28

B. Sociétés de secours mutuels autorisées à faire la collecte :

1912	Nombre de cartes échangées par l'intermédiaire des Sociétés.		77.284
	Montant des versements encaissés. Fr.		526.352 »
	Moyenne des versements. Fr.		6 81
1913	Nombre de cartes échangées.		110.899
	Montant des versements encaissés. Fr.		1.020.933 »
	Moyenne des versements Fr.		9 20

Les données du tableau *A* confirment les résultats déjà fournis dans la première partie du présent paragraphe, à savoir que la moyenne des versements est plus élevée dans les Caisses patronales que dans les Caisses mutualistes. Elles font connaître aussi que c'est dans les Caisses départementales que la moyenne des versements est la plus faible. La raison de cette dernière particularité est difficile à déterminer. Peut-être faudrait-il la chercher dans ce fait que la clientèle des Caisses départementales ou régionales comprend beaucoup d'assurés qui ne sont venus à la loi que sous la pression « administrative » des dirigeants de la Caisse. Or, lorsque les adhésions sont « obtenues » et non données spontanément, l'importance des versements doit forcément s'en ressentir.

Les données du tableau *B* accusent une progression notable de la moyenne des versements encaissés par l'intermédiaire des Sociétés de secours mutuels. Il y a lieu de s'en féliciter, car il est vraisemblable que cette augmentation est due à un plus grand nombre d'adhérents venus à la loi grâce aux efforts des Sociétés dont ils font partie.

CHAPITRE VIII

Organismes d'encaissement.

La participation des Sociétés de secours mutuels à l'application de la loi de 1910 est due à l'initiative de la Commission du Sénat et de M. Ribot en particulier. Le *Journal officiel* fournit, à cet égard, d'intéressantes indications. Voici les conditions dans lesquelles la Haute Assemblée a été amenée à proposer et à faire adopter ce mode de perception des versements des assurés.

Le système accepté par la Chambre des députés (séance du 23 janvier 1906, *Journal officiel* du 24, page 129), était celui du précompte opéré par le patron sur le salaire de ses ouvriers. En vue de prévenir les conflits que pourrait soulever, entre patrons et ouvriers, l'application de ce procédé, la Commission du Sénat proposait que le mode de versement des cotisations ouvrières fût laissé à la disposition des salariés. Ceux-ci auraient pu s'acquitter eux-mêmes de leurs cotisations, ou faire verser les dites cotisations soit par leurs patrons, soit par l'intermédiaire d'une Société de secours mutuels

assujettie au contrôle de l'État. Le précompte n'aurait été appliqué que si le salarié s'était mis en retard dans le paiement de ses cotisations et sur simple avis adressé au patron par le préposé du Trésor.

M. Monis déposa un amendement, dont le texte figure à l'*Officiel* du 22 décembre 1909, page 1178, et dont le but était d'adopter exclusivement le système du précompte. Les débats auxquels donna lieu la discussion de cet amendement ont mis à jour les raisons invoquées par les partisans et les adversaires du précompte.

Les adversaires du précompte faisaient principalement ressortir qu'un pareil système ne pouvait manquer de provoquer des conflits incessants entre patrons et ouvriers, car ces derniers y verraient une véritable diminution opérée sur leurs salaires (M. Lourties, *Journal officiel* du 22 décembre 1909, annexes, page 1179). Le 24 décembre 1909 (*Officiel* du 25, page 1234), M. Tournon disait : 1^o qu'avec le précompte, l'ouvrier devrait subir une retenue au moment même où il pourrait être le plus gêné, tandis que si la collecte était opérée par les Sociétés de secours mutuels, celles-ci pourraient, en considération de la situation du salarié, lui faire crédit, lui permettre de s'acquitter lorsqu'il serait en meilleure situation ; 2^o qu'on ne pouvait, sans faire injure à la classe ouvrière, placer, à la base de la loi des retraites, une disposition aussi humiliante qui dénotait, de la part des pouvoirs publics, un manque absolu de

confiance dans l'esprit de prévoyance des salariés (*Officiel*, 15 janvier 1910, page 19); 3° que le précompte affaiblirait, chez l'ouvrier, le goût de l'épargne, le sentiment de la responsabilité; d'où entrave au développement de la mutualité, car les salariés s'accoutumeraient au prélèvement patronal, et ne prendraient jamais contact avec les Sociétés de secours mutuels (*Officiel*, 15 janvier 1910, page 18).

Les partisans du précompte répondaient que l'obligation du prélèvement entraînait celle du précompte et que, d'ailleurs, celui-ci avait l'avantage de permettre l'emploi d'un timbre unique représentant l'ensemble des cotisations patronale et ouvrière (M. Ribot, *Officiel* du 25 décembre 1909, pages 1227-1231). Le 24 décembre 1909 (*Officiel* du 25, pages 1227 et 1228), M. Cazeneuve indiquait : 1° que le précompte fonctionnait en Allemagne et en Autriche sans avoir jamais donné lieu à critique importante; 2° que le rôle des Sociétés de secours mutuels dans l'assurance contre la maladie, le chômage, l'invalidité, était déjà suffisant et qu'il ne semblait pas qu'il y eût lieu de l'augmenter encore par l'adjonction d'un nouveau service comportant des obligations nombreuses (contrôle, vérification). Enfin, le 11 novembre 1909 (*Officiel* du 12, pages 884-885), M. Viviani faisait entrevoir l'impossibilité qu'il y aurait à surveiller le versement des cotisations ouvrières puisqu'un grand nombre de salariés changent sans cesse de patron et de domicile; alors, en ne versant pas, ils ne se constitueraient pas de pension et, se trouvant sans

ressources, lorsqu'ils seraient âgés, ils viendraient grossir le nombre des assistés.

Quoi qu'il en soit, le Sénat adopta la participation des Sociétés de secours mutuels à l'encaissement des versements de leurs membres, et cette disposition fut insérée dans le paragraphe 5 de l'article 3 de la loi. (*Journal officiel* du 25 décembre 1909, page 1232 ; 30 décembre 1909, page 1270 ; 15 janvier 1910, pages 8 et suivantes.)

Le règlement d'administration du 25 mars 1911, articles 31 à 46, a réglementé cette participation. Il suffira de rappeler ici, à ce sujet, que toute Société ou union de Sociétés fonctionnant dans les conditions de la loi du 1^{er} avril 1898, qui veut être admise à user de la faculté qui lui est laissée par l'article 3 de la loi, doit en faire la demande et être autorisée.

L'article 24 de la loi mentionne les peines applicables au cas où la collecte serait opérée sans que l'autorisation ministérielle, indispensable à cet effet, ait été accordée.

L'article 32 du décret indique les formalités à remplir par l'assuré qui désire effectuer des versements à la Société collectrice dont il est adhérent, ainsi que celles à observer par la Société qui sera chargée de la collecte.

L'arrêté interministériel du 29 juin 1912 place les organismes d'encaissement visés aux articles 31 et 41 du décret du 25 mars 1911 sous le contrôle permanent des trésoriers généraux et receveurs

particuliers des finances (art. 1^{er}) et de l'inspection générale des finances (art. 7).

Enfin, d'après l'article 40 du décret, l'autorisation d'effectuer la collecte peut être retirée pour irrégularités constatées dans le service de l'encaissement et, notamment, par négligence dans le recouvrement des versements obligatoires.

Les frais d'administration des Sociétés agréées sont couverts par une allocation de 5 o/o, calculée sur le montant des encaissements constatés par les préfets sur chaque carte annuelle (art. 115 du décret de 1911). La circulaire du 1^{er} mai 1911, adressée aux préfets, prescrivait que la liquidation de la dite allocation serait effectuée par les soins du ministère du Travail et portée, par la Caisse des dépôts et consignations, au crédit du compte de la Caisse d'assurance chargée de payer la remise de 5 p. o/o à l'organisme ayant encaissé les versements. Puis, le décret du 6 août 1912 (circulaire du 10 août 1912) a modifié ce système d'attribution et décidé que la remise de 5 p. o/o ferait l'objet d'un ordonnancement direct au nom des organismes d'encaissement eux-mêmes. Cette nouvelle disposition est regrettable. Les Caisses d'assurance sont désormais privées d'un moyen de surveillance qu'elles possédaient quant à l'action exercée en leur faveur par les organismes collecteurs. La circulaire du 1^{er} mai 1911 aux préfets a défini le rôle des organismes admis à l'encaissement : « Ces organismes, dit la circulaire, « ont été envisagés par le législateur comme des

« intermédiaires entre assurés et Caisses d'assurance ». Ce rôle d'intermédiaire n'existe guère plus ou, plutôt, il n'existe qu'imparfaitement car, pour qu'il fût complet, il eût fallu que la rémunération due à l'organisme continuât à lui être payée par la Caisse, qui en a l'obligation naturelle, puisque c'est pour son compte que les encaissements sont effectués. Il semble donc que le décret du 6 août 1912 n'a pas assez tenu compte du rôle véritable joué par les organismes collecteurs, en décidant qu'à l'avenir la remise de 5 p. 0/0 serait payée à ces derniers en dehors de toute participation de la Caisse d'assurance.

Indépendamment de la remise de 5 p. 0/0 dont il vient d'être question, l'article 18 de la loi du 5 avril 1910 prescrit l'allocation, au profit des assurés qui ont effectué la totalité des versements prévus à l'article 2 (9 fr., 6 fr. ou 4 fr. 50 selon le sexe et l'âge) et qui, en outre, ont versé une cotisation mutualiste affectée à l'assurance-maladie d'au moins 6 francs (ou 3 francs pour les mineurs de moins de 18 ans), d'une somme annuelle de 1 fr. 50, réduite à 0 fr. 75 pour les mineurs de moins de 18 ans. Cette somme de 1 fr. 50 (ou de 0 fr. 75) est affectée à un dégrèvement d'égale importance sur la cotisation-maladie de l'assuré; elle est encaissée par la Société de secours mutuels, à charge par celle-ci d'en tenir compte à l'ayant droit. Les syndicats professionnels qui constituent une Caisse d'assurance-maladie et une Caisse d'invalidité et de retraites réglées par la loi du 1^{er} avril

1898, dans les conditions réglées par l'article 19 de la loi de 1910, bénéficient des mêmes avantages.

La disposition énoncée à l'alinéa précédent a été prise en vue de parer au danger qui aurait pu résulter de l'imposition simultanée, aux assurés, d'un double prélèvement sur leurs salaires : l'un en vue de la constitution d'une retraite de vieillesse, l'autre à affecter à l'assurance maladie. On redoutait que le prélèvement obligatoire résultant de l'application de la loi du 5 avril 1910 ne mît les salariés dans la nécessité de renoncer à l'assurance-maladie. En fait, c'est donc 7 fr. 50 seulement que coûte la retraite obligatoire au mutualiste, déjà protégé dans sa santé et dans sa vie, au lieu des 9 francs exigés de l'isolé, que ne soutient ni ne défend aucune solidarité.

On ne peut évidemment que trouver heureuse la pensée qui a inspiré le vote de l'article 18 de la loi de 1910. Il est toutefois permis de regretter que le taux du dégrèvement n'ait pas été plus élevé. Si ce taux eût été porté au double, on eût ainsi encouragé les ouvriers à adhérer en plus grand nombre à la loi sur les retraites, alors que le taux relativement réduit prévu à l'article 18 ne peut avoir pour effet que de restreindre les défections qui pourraient se produire en ce qui concerne l'assurance-maladie.

On peut aussi regretter que les Sociétés de secours mutuels et syndicats professionnels visés à l'article 18 aient été soumis au contrôle prescrit par l'article 118 du décret du 25 mars 1911. Si, en principe, on conçoit fort bien les motifs qui ont incité ses créateurs à

l'établir, l'on ne doit pas oublier que le contrôle auquel il est fait allusion a pour but principal de surveiller la gestion d'hommes entièrement désintéressés qui comprennent difficilement que leur concours purement gratuit à l'œuvre de la mutualité puisse être l'objet d'une rigoureuse surveillance. Quant aux formalités administratives imposées aux organismes collecteurs pour entrer en possession du dégrèvement accordé par la loi de 1910, elles sont vraiment excessives. Voici en quoi elles consistent :

Toute Société de secours mutuels doit, pour percevoir de l'État la somme qui lui revient, établir, chaque année, la liste des participants reconnus comme ayant droit à la subvention. Cette liste comporte neuf colonnes, est établie en double exemplaire et adressée à la Préfecture.

Lorsque la dite liste a été examinée, la somme dont la Société est reconnue créancière fait l'objet d'un mandat que le trésorier doit aller retirer à la Préfecture et présenter, en paiement, à la caisse d'un comptable du Trésor auquel il doit justifier de sa qualité. En supposant que le paiement du mandat soit effectué sans autres difficultés, c'est une perte minimum d'une journée de travail qui est imposée au trésorier pour pouvoir encaisser un mandat de quelques francs.

En résumé, le contrôle institué par l'article 118 du décret de 1911 et dont les conditions ont été précisées par l'arrêté interministériel du 30 mai 1914, ne peut guère manquer d'amener les Sociétés de secours

mutuels à se désintéresser de l'œuvre à laquelle elles s'étaient vouées. Les effets de la paperasserie qu'elles doivent subir se sont déjà fait sentir et un assez grand nombre de Sociétés ont renoncé, au moins tacitement, à assurer le service des encaissements. Il serait urgent d'enrayer ce mouvement dont les conséquences seraient désastreuses quant au sort futur de la loi. Dans cet ordre d'idées, on pourrait simplifier la comptabilité qui est actuellement imposée aux organismes collecteurs et, surtout, supprimer le contrôle relatif au paiement de l'allocation prévue à l'article 18 de la loi, contrôle difficile à exercer et qui ne peut donner que des résultats peu appréciables, puisqu'il ne porte que sur des sommes insignifiantes.

Il faudrait enfin procéder au relèvement du taux de la remise allouée aux organismes qui se chargent de la collecte. Cette mesure inciterait les trésoriers des Sociétés à jouer un rôle plus actif dans le recrutement des adhérents à la loi, surtout si la Société dont ils sont membres les faisait bénéficier d'une partie de la remise.

Les complications administratives ne sont pas les seules à entraver l'action bienfaisante que les Sociétés collectrices seraient à même d'exercer sur leurs Sociétaires non encore adhérents à la loi des retraites; il en est d'autres à signaler.

On n'ignore pas, par exemple, que des patrons se montrent encore hostiles à la loi. Cette hostilité se présente sous différents aspects. Voici, par exemple,

un moyen très simple, pour un employeur, de paralyser le bon vouloir des Sociétés :

L'apposition des timbres sur les cartes des adhérents doit être effectuée par les trésoriers des Sociétés de secours mutuels lors des recettes périodiques opérées pour le compte des dites Sociétés. Il suffit donc à un employeur, pour que l'application de la loi soit entravée, de se refuser à se dessaisir des cartes qu'il détient, cartes que, dans la crainte de représailles faciles à deviner, les ouvriers ne réclameront certainement pas. Le danger de ces représailles possibles pourrait être évité si, dans chaque usine, un collecteur était désigné en vue de recueillir les cotisations ouvrières et même patronales ; ce mandataire n'aurait pas à craindre un brusque renvoi lorsqu'il réclamerait, de l'employeur, l'application de la loi. Ce système présenterait un second avantage, car il serait de nature à inciter les ouvriers à se libérer de leur cotisation au moment même de chaque paye, alors qu'actuellement ils sont plutôt enclins à en dissiper le montant dans la période qui s'écoule entre la paye et la collecte. Enfin, les ouvriers ne seraient plus tenus à un déplacement au siège de la Société qui a pris la charge de l'apposition des timbres ; ce déplacement ne serait plus imposé qu'à leur mandataire.

L'influence des Sociétés de secours mutuels serait encore accrue, si l'on faisait bénéficier les dites Sociétés de différentes mesures de décentralisation. Y aurait-il, par exemple, un inconvénient sérieux à

autoriser la délivrance des certificats de vie des rentiers par les présidents des Sociétés ? Ne pourrait-on, également, se servir de l'intermédiaire des Sociétés pour l'échange des cartes annuelles, échange qui pourrait être opéré, soit à la mairie par un administrateur de la Société, soit au siège même de la Société à la suite d'un envoi collectif des cartes effectué par la mairie au président de l'organisme ?

Il faudrait chercher à donner la plus grande extension possible à la participation des organismes sus-visés au service de l'encaissement, car ces organismes sont encore le plus sûr moyen :

1° De recruter des adhérents à la loi;

2° De canaliser les versements des assurés vers la Caisse mère;

3° De surveiller le versement régulier et intégral des cotisations ouvrières;

4° De renseigner les adhérents possibles sur les avantages de la loi.

CHAPITRE IX

Le véritable rôle des Caisses d'assurance Conclusion.

En votant les dispositions de la loi de 1910, le législateur avait escompté, de la part de ceux appelés à en bénéficier, un empressement à y adhérer qui, il faut bien le reconnaître, ne s'est pas manifesté. Les causes de cette abstention regrettable sont nombreuses. L'une des plus importantes, à nos yeux, réside dans ce fait que les salariés, s'ils sont trop souvent imprévoyants, sont surtout ignorants. Or, cette ignorance ne peut être vaincue que par une propagande incessante auprès des intéressés qui ne peuvent manquer de comprendre, un jour, qu'en s'assurant contre tous les risques sociaux, ils s'assurent, en même temps, une liberté d'action plus grande. Pour jouer ce rôle d'éducateur, il ne faut guère compter sur les employeurs. Si certains de ces derniers ont prêté un concours loyal à l'exécution de la loi, d'autres ont à peine caché leur hostilité à l'œuvre éminemment humanitaire et réparatrice dont le législateur a doté le prolétariat.

Peut-on compter davantage sur la Caisse nationale? Évidemment non. La Caisse nationale ne connaît pas ses adhérents et ne fait rien pour en attirer de nouveaux.

C'est donc aux organismes privés qu'il appartient d'instruire la classe ouvrière. Eux seuls peuvent arriver à vaincre l'hostilité des uns, comme les préjugés ou l'indifférence des autres. Ces organismes ont d'ailleurs fort bien compris leur rôle et l'on peut dire que c'est grâce à leur concours dévoué et désintéressé que l'on doit de n'avoir pas à enregistrer un échec plus complet de la loi. Aussi conviendrait-il de les encourager par tous les moyens possibles et d'en favoriser le développement. Pendant quelques années encore, la tâche de ces précieux auxiliaires de la loi restera rude; mais un succès certain couronnera leurs efforts. La loi de 1910 mérite de vivre et elle vivra. Telle était du moins l'opinion du Chef de l'État lorsqu'à la fête de la Mutualité organisée à Paris le 16 juin 1912, il s'exprimait en ces termes :

« Les avantages ont peine à se faire jour à
« travers la résistance obstinée des ignorances qui
« refusent de s'instruire, des préjugés qui s'in-
« surgent, des défiances sans fondement qui décon-
« certent le bon sens. Mais que chacun se dise
« bien que, sur le chemin des améliorations so-
« ciales, les côtes sont dures à monter; qu'on se
« répète surtout qu'il y a deux choses qu'il ne faut
« jamais se laisser amoindrir en nous : la volonté

« du bien et l'énergie pour l'accomplir. Un jour
« viendra où, sur les débris des oppositions en
« déroute, tout le monde se réclamera d'une
« législation qui aura fait de notre pays un peuple
« de prévoyants. »

VU ET APPROUVÉ :

Le Président de la thèse,

RAOUL JAY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

VU :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

ANNEXES

EXTRAIT

DE LA

LOI DU 5 AVRIL 1910

MODIFIÉE PAR LA LOI DU 27 FÉVRIER 1912¹

TITRE PREMIER

Constitution des retraites.

ARTICLE PREMIER. — Les salariés des deux sexes de l'industrie, du commerce, des professions libérales et de l'agriculture, les serviteurs à gages, les salariés de l'État qui ne sont pas placés sous le régime des pensions civiles ou des pensions militaires, et les salariés des départements et des communes bénéficieront, dans les conditions déterminées par la présente loi, d'une retraite de vieillesse.

ART. 2. — La retraite de vieillesse est constituée par des versements obligatoires et facultatifs des assurés, par des contributions des employeurs et par des allocations viagères de l'État. Les versements obligatoires des salariés, comme les contributions des employeurs, sont établis sur les bases suivantes :

Les versements annuels seront de neuf francs (9 francs) pour les hommes, six francs (6 francs) pour les femmes et quatre francs cinquante centimes (4 fr. 50) pour les mineurs au-dessous de dix-huit ans, soit, par journée de travail : trois centimes (3 centimes), deux centimes (2 centimes) et un centime cinq millimes (1 cent. 5).

1. Texte en *italique*.

La retraite est constituée à capital aliéné; toutefois, si l'assuré le demande, les versements prélevés sur son salaire seront faits à capital réservé.

La contribution de l'employeur reste exclusivement à sa charge, toute convention contraire étant nulle de plein droit.

Un règlement d'administration publique déterminera la situation des salariés qui travaillent à façon, aux pièces, à la tâche ou à domicile.

ART. 3. — Les versements des salariés sont prélevés sur le salaire par l'employeur lors de chaque paye.

Chaque assuré reçoit gratuitement une carte personnelle d'identité, ainsi que des cartes annuelles destinées à l'apposition de timbres constatant les versements effectués obligatoirement pour son compte ou facultativement par lui-même.

Le montant total du prélèvement et de la contribution patronale est représenté par un timbre mobile que l'employeur doit apposer sur la carte de l'assuré.

Pour les salariés intermittents, les versements obligatoires seront effectués sur la base des versements mensuels, dans les conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, sans pouvoir dépasser les limites fixées au paragraphe 3 de l'article 2 de la présente loi.

Les Sociétés de secours mutuels, les Caisses d'épargne ordinaires et les autres Caisses prévues à l'article 14 de la présente loi peuvent se charger de l'encaissement des versements obligatoires ou facultatifs de leurs adhérents, si ceux-ci en font la demande. Elles peuvent recevoir d'avance les versements obligatoires des assurés, à condition de les inscrire sur leurs cartes avec une mention spéciale.

Dans ce cas, les employeurs s'acquittent de leurs contributions par l'apposition d'un timbre mobile.

Un règlement d'administration publique déterminera dans quelles conditions les Sociétés de secours mutuels et les autres Caisses devront justifier de l'encaissement des cotisations et du versement qu'elles seront tenues d'en faire à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ceux qui justifieront être déjà adhérents et payer leur cotisation à une Société de secours mutuels ou de prévoyance faisant la retraite; ceux qui justifieront avoir contracté un engagement pour l'achat ou la construction d'une habitation à bon marché, ou pour l'acquisition d'une petite propriété (champ ou jardin), conformément aux conditions des lois des 30 novembre 1894, 30 avril 1904, 12 avril 1906 et 10 avril 1908 pourront être autorisés à continuer à appliquer à ces œuvres les versements personnels auxquels ils seront tenus par la présente loi.

Ils conserveront le bénéfice de la contribution des employeurs et de la subvention complémentaire de l'État.

ART. 4. — *L'allocation viagère de l'État est fixée à cent francs (100 francs), à l'âge de soixante ans. Elle sera augmentée d'une bonification d'un dixième pour tout assuré de l'un ou de l'autre sexe ayant élevé au moins trois enfants jusqu'à l'âge de seize ans.*

Pour être admis au bénéfice de cette allocation, l'assuré devra justifier qu'il a effectué au moins trente versements annuels atteignant, y compris ses versements facultatifs, le chiffre fixé à l'article 2.

Si le nombre des années de versement est inférieur à trente et supérieur à quinze, l'allocation sera calculée d'après le nombre des années de versement, ledit nombre multiplié par 3 fr. 33. Les deux années de service militaire obligatoire entrent en ligne de compte pour la détermination du montant de l'allocation viagère. Pour

les femmes, chaque naissance d'enfant, constatée par la déclaration faite à l'officier de l'état-civil, compte pour une année dans la détermination du montant de l'allocation viagère.

Pour les assurés de la période transitoire ayant au moins trente ans accomplis au moment de la mise en vigueur de la loi, le nombre des années de versements exigés pour avoir droit à l'allocation prévue au § 1^{er} sera égal au nombre des années écoulées depuis la mise en vigueur de la loi, jusqu'à la soixantième année, à condition que lesdits assurés justifieront jusqu'au 3 juillet 1911 qu'ils faisaient partie, depuis trois ans au moins, des catégories de l'article 1^{er}.

Si le montant des versements annuels effectués n'atteint pas, y compris les versements facultatifs de l'assuré, le total des versements fixés par l'article 2, l'allocation sera l'objet d'une réduction proportionnelle.

Les allocations viagères de l'État sont payées en arrérages au moyen des crédits inscrits au budget du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

ART. 5. — *L'âge normal de la retraite est de soixante ans. Tout assuré aura la faculté d'en ajourner la liquidation jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans.*

Tout assuré pourra, à partir de cinquante-cinq ans, réclamer la liquidation anticipée de sa retraite; mais, dans ce cas, l'allocation viagère accordée par l'État sera aussi l'objet d'une liquidation reportée au même âge et réduite en conséquence.

Les assurés de la période transitoire seront également admis au bénéfice de la liquidation anticipée si, pendant les cinq années qui auront précédé la liquidation de la retraite, ils ont appartenu aux catégories de l'article 1^{er} et s'ils ont versé chaque année, pendant cette période,

des sommes au moins égales au montant des versements obligatoires prévus à l'article 2.

Lorsque l'assuré ne demandera la liquidation de sa retraite que postérieurement à l'âge de soixante ans, l'allocation de l'État sera versée à la fin de chaque année et jusqu'à l'époque de la liquidation, soit entre les mains de l'intéressé, à son choix, soit à l'une des Caisses indiquées à l'article 14 de la loi.

ART. 6. — Si un assuré encore astreint aux obligations de la présente loi décède avant d'être pourvu d'une pension de retraite de vieillesse, il est alloué :

1° A ses enfants âgés de moins de seize ans : une somme de cinquante francs (50 francs) par mois pendant six mois, s'ils sont au nombre de trois ou plus ; cinquante francs (50 francs) par mois, pendant cinq mois, s'ils sont au nombre de deux ; cinquante francs (50 francs) par mois pendant quatre mois, s'il n'y en a qu'un seul ;

2° A la veuve sans enfants de moins de seize ans, cinquante francs (50 francs) par mois pendant trois mois.

En cas de divorce, les mêmes avantages seront alloués à la femme non remariée quand le divorce aura été prononcé aux torts exclusifs du mari.

Les veuves d'origine française des salariés étrangers visés à l'article 11, soit sans enfants, soit avec un ou plusieurs enfants, bénéficient des dispositions précédentes, si elles sont naturalisées, elles et leurs enfants, dans l'année qui suit le décès de l'époux et, le cas échéant, à condition que la naturalisation des enfants soit intervenue dans les conditions prévues par l'avant-dernier alinéa de l'article 9 du Code civil modifié par la loi du 26 juin 1889 et par l'article 1^{er} de la loi du 5 avril 1909.

Les allocations prévues aux paragraphes précédents ne seront acquises aux ayants droit que si l'assuré décédé a

effectué les trois cinquièmes des versements obligatoires prévus à l'article 2.

ART. 7. — *Le bénéfice de la loi du 14 juillet 1905 sera étendu aux personnes visées à l'article 1^{er}, âgées de soixante-cinq à soixante-neuf ans au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi et reconnues admissibles aux allocations de la loi d'assistance; mais les sommes qui leur seront attribuées chaque année ne pourront être supérieures à cent francs (100 francs).*

Elles seront à la charge de l'État.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions spéciales dans lesquelles seront dressées les listes des bénéficiaires du présent article, ainsi que la composition et les attributions des commissions chargées de statuer sur les allocations et sur les secours.

ART. 8. — Les bénéficiaires de l'article 1^{er} garderont les avantages prévus par l'article 20 de la loi du 14 juillet 1905.

La retraite acquise par les versements des salariés et les contributions patronales sera considérée comme provenant de l'épargne, la rente étant calculée à cet effet comme si tous les versements avaient été effectués à capital aliéné.

ART. 9. — Les assurés qui seront atteints, en dehors des cas régis par la loi du 9 avril 1898, et à l'exclusion de toute faute intentionnelle, de blessures graves ou d'infirmités prématurées entraînant une incapacité absolue et permanente de travail auront droit, quel que soit leur âge, à la liquidation anticipée de leur retraite.

La constatation de cette incapacité sera faite dans les conditions et formes déterminées par un règlement d'administration publique.

La retraite liquidée sera bonifiée par l'État, dans les conditions fixées par ce règlement, au moyen de crédits spéciaux annuellement ouverts à cet effet par la loi de finances, sans que la bonification puisse dépasser cent francs de rente, ni la retraite devenir supérieure au triple de la liquidation ou excéder trois cent soixante francs (360 francs), bonification comprise.

ART. 10. — Les agents, employés et ouvriers des grandes Compagnies de chemins de fer d'intérêt général et de l'Administration des chemins de fer de l'État, les ouvriers et employés des mines et les inscrits maritimes demeurent respectivement soumis aux législations spéciales qui les régissent.

Il en sera de même des agents, employés et ouvriers des chemins de fer d'intérêt général secondaires, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways.

Toutefois, si les dispositions établies en leur faveur par les exploitants dans les conventions passées, s'il y a lieu, entre ces derniers et l'État, les départements ou les communes intéressées sous l'approbation des ministres des Travaux publics et de l'Intérieur, donnée après avis du ministre du Travail, ne devaient pas leur assurer une retraite au moins égale à celle résultant de la présente loi, celle-ci leur serait applicable dans les conditions qui seront fixées par un arrêté concerté entre le ministre des Finances, le ministre des Travaux publics et le ministre du Travail.

Les Caisses de retraites ou les règlements de retraites dont bénéficient actuellement les salariés de l'État qui ne sont pas placés sous le régime des pensions civiles ou des pensions militaires, et les salariés des départements et des communes pourront être maintenus par décrets rendus sur la proposition des ministres du Travail et des Finances et du ministre compétent.

De nouvelles Caisses ou de nouveaux règlements de retraites pourront être institués dans les mêmes conditions.

Les salariés dont la rémunération annuelle dépasse trois mille francs (3.000 francs) ne seront pas soumis aux obligations de la présente loi. Ceux dont la rémunération annuelle atteindra trois mille francs (3.000 francs) cesseront de faire partie de la liste des assurés, mais ils conserveront leurs droits acquis.

ART. 11. — Les salariés étrangers travaillant en France sont soumis au même régime que les salariés français. Toutefois, ils ne peuvent bénéficier des contributions patronales et des allocations ou bonifications budgétaires que si des traités avec les pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents.

Lorsqu'il n'y a pas lieu à application de l'alinéa précédent, les contributions patronales sont affectées à un fonds de réserve.

Sont également affectées au fonds de réserve les contributions patronales correspondant à l'emploi des salariés français dont la retraite est déjà liquidée.

Les chefs d'industrie qui auront constitué chez eux des Caisses de retraites patronales autorisées comme il est dit à l'article 19, seront tenus de verser au fonds de réserve la contribution patronale afférente à ceux de leurs salariés qui, par application des deux paragraphes précédents, ne pourraient bénéficier de cette contribution.

ART. 12. — Les tarifs des retraites sont calculés pour chacune des Caisses visées à l'article 14 dans des conditions déterminées par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Travail et des Finances, après avis du Conseil supérieur des retraites ouvrières, d'après le taux d'intérêt des pla-

cements de chaque Caisse et provisoirement d'après la table de mortalité de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Le taux d'intérêt est gradué par décime.

Des décrets rendus sur la proposition des ministres du Travail et des Finances arrêteront, sur le vu des statistiques établies par le ministre du Travail, de nouvelles tables de mortalité pour les retraites de vieillesse régies par la présente loi, ainsi que des tables de mortalité spéciales pour la liquidation des retraites anticipées d'invalidité.

Les tarifs ne comportent pas de prorata au décès. Ils ne comprennent que des âges entiers, les versements étant considérés comme effectués par les intéressés à l'âge qu'ils ont accompli au cours de l'année dans laquelle les versements sont reçus par l'organisme d'assurance.

Les tarifs ne comportent pas de chargement pour les frais d'administration des divers organismes; il y est pourvu par une allocation forfaitaire par compte d'assuré ayant donné lieu dans l'année à des opérations de recettes ou de dépenses.

Cette allocation comprendra :

1° Une remise de cinq pour cent (5 o/o) pour les frais d'encaissement et d'envoi des fonds à l'établissement assureur;

2° Une indemnité de un franc (1 franc) pour le fonctionnement de l'assurance-vieillesse.

Elle sera payée chaque année au moyen du fonds de réserve visé à l'article 16, et subsidiairement au moyen d'un crédit ouvert au budget du ministère du Travail.

Les Caisses d'épargne, les Sociétés de secours mutuels et les syndicats qui seront admis par les ministres du Travail et des Finances, dans les conditions déterminées

par un règlement d'administration publique, à se charger des encaissements de cotisations pour l'une des Caisses visées à l'article 14 sont soumis, pour ces encaissements, au contrôle financier du ministre des Finances.

ART. 13. — Lorsque la retraite en cours d'acquisition dépasse cent quatre-vingts francs (180 francs), l'assuré peut à toute époque, et après examen médical, affecter la valeur en capital du surplus, soit à une assurance en cas de décès, soit à l'acquisition d'une terre ou d'une habitation qui deviendra inaliénable et insaisissable, dans les conditions déterminées par la législation sur la constitution d'un bien de famille insaisissable.

ART. 14. — Les comptes individuels des assurés sont ouverts, à leur choix, dans l'une des Caisses ci-après :

1° Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dont la gestion continue à être assurée dans les conditions de la loi du 20 juillet 1886 par la Caisse des Dépôts et Consignations, sous le contrôle de la Commission de surveillance placée auprès de cette Caisse et qui ouvrira dans ses écritures une section spéciale pour les opérations afférentes à la présente loi ;

2° Sociétés ou unions de Sociétés de secours mutuels dans les conditions spécifiées à l'article 17 ;

3° Caisses départementales ou régionales de retraites instituées par décret et administrées par des Comités de direction composés pour un tiers de représentants du Gouvernement, pour un tiers de représentants élus des assurés et pour le troisième tiers de représentants élus des employeurs ;

4° Caisses patronales ou syndicales de retraites ;

5° Caisses de syndicats de garantie liant solidairement les patrons adhérents pour l'assurance de la retraite ;

6° Caisses de retraites de syndicats professionnels.

Les Caisses prévues aux cinq derniers alinéas ci-dessus relèvent du ministre du Travail. Elles jouissent de la personnalité civile et sont soumises au contrôle financier du ministre des Finances, dans les conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique. Leurs fonds sont employés en placements prévus à l'article ci-après.

Chaque Caisse, dans le premier semestre de chaque année, délivre gratuitement aux assurés un bulletin indiquant le total des versements obligatoires et facultatifs qu'elle a reçus pendant l'année précédente, ainsi que le montant de la retraite éventuelle à soixante-cinq ans atteinte au 31 décembre de l'année précédente.

Le bulletin indique en outre le coefficient de réduction servant à obtenir le montant de la pension correspondant à l'âge de soixante ans, pour les titulaires qui n'ont pas atteint cet âge.

ART. 15. — Pour l'application de la présente loi, la gestion financière des divers organismes visés à l'article précédent est confiée à la Caisse des Dépôts et Consignations, qui effectue gratuitement leurs placements moyennant le simple remboursement des droits et frais de courtage ou d'acquisition.

Un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition du ministre des Finances et du ministre du Travail, après avis de la Commission de surveillance de la Caisse des Dépôts et Consignations, détermine les mesures d'exécution relatives à la gestion financière.

Les placements sont effectués : 1° en valeurs de l'État ou jouissant de la garantie de l'État; 2° en prêts aux départements, communes, colonies ou pays de protectorat, établissements publics, chambres de commerce; et en obligations foncières ou communales du Crédit Foncier; 3° sur l'avis favorable du Conseil supérieur des

retraites ouvrières prévu ci-après et jusqu'à concurrence d'un quatre centième en acquisitions de terrains incultes à reboiser ou de forêts existantes; 4° sur l'avis favorable du Conseil supérieur des retraites ouvrières, et jusqu'à concurrence du dixième en prêts aux institutions de prévoyance et d'hygiène sociale reconnues d'utilité publique, ou en prêts hypothécaires sur habitations ouvrières ou jardins ouvriers, ainsi qu'en obligations de Sociétés d'habitations à bon marché établies conformément à la même loi du 12 avril 1906.

Les sommes non employées seront versées en compte courant au Trésor dans les limites d'un maximum et à un taux fixés annuellement par la loi de finances. Les placements seront opérés sur la désignation de chaque Caisse intéressée. La Caisse des dépôts et consignations ne pourra se dispenser d'exécuter les ordres d'achat ou de vente adressés par les Caisses visées aux numéros 2 à 6 du premier paragraphe de l'article précédent, sauf à les fractionner, s'il y a lieu, suivant la situation du marché et sauf avis contraire de la section permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrières, en ce qui concerne les ordres de vente.

ART. 16. — Le fonds de réserve visé aux articles 11 et 12 est alimenté :

- 1° Par les versements prévus à l'article 11;
- 2° Par les amendes prévues à l'article 23 et par les versements des greffes visés au même article;
- 3° Par les arrérages retenus aux rentiers en application de la prescription de cinq ans, conformément à l'article 2277 du Code civil;
- 4° Par la portion non employée annuellement du revenu visé à l'article 4 de la loi du 31 décembre 1895;
- 5° Par les dons et legs qui peuvent être faits à l'État avec affectation audit fonds.

Ce fonds de réserve est déposé à la Caisse des Dépôts et Consignations, qui en fait emploi dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article 15, et ses disponibilités sont comprises dans le maximum visé à l'avant-dernier alinéa du dit article. Les prélèvements sur ce fonds prévus à l'article 12 sont effectués sur l'ordre du ministre du Travail.

ART. 17. — Toute Société ou union de Sociétés de secours mutuels, libre ou approuvée, qui a été préalablement agréée à cet effet par décret rendu sur la proposition du ministre du Travail et du ministre des Finances, est admise à assurer directement pour ses sociétaires les retraites prévues par la présente loi.

Ces retraites bénéficient de tous les avantages qui y sont spécifiés.

L'agrément ne peut être refusé qu'aux Sociétés ou unions ne remplissant pas les conditions générales déterminées par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Travail et des Finances.

En cas de refus d'agrément dans les trois mois de la demande, un recours peut être formé devant le Conseil d'État, sans ministère d'avocat et avec dispense de tout droit. L'agrément ne peut être retiré que par décret rendu sur avis conforme de la section permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrières et sauf recours devant le Conseil d'État dans les conditions sus énoncées.

Les sommes déposées par les Sociétés à la Caisse des Dépôts et Consignations, en exécution de la présente loi, formeront un fonds de retraite distinct et aliénable et les Sociétés ne bénéficieront à raison de ces versements ni des subventions de l'État prévues par la loi du 1^{er} avril 1898, ni de la bonification d'intérêt prévue par la loi de finances du 31 mars 1903.

ART. 18. — Indépendamment de l'allocation prévue à l'article 12, les Sociétés de secours mutuels reçoivent de l'État une allocation annuelle d'un franc cinquante centimes (1 fr. 50), réduite à soixante-quinze centimes (0 fr. 75) pour les assurés de moins de dix-huit ans, qui sera affectée à un dégrèvement de pareille somme sur la cotisation-maladie de l'assuré. Toutefois, cette allocation n'est pas attribuée si la cotisation versée pour l'assurance contre la maladie est inférieure à six francs (6 francs) ou à trois francs (3 francs) si l'assuré a moins de 18 ans.

Les syndicats professionnels qui constituent une Caisse d'assurance-maladie et une Caisse d'invalidité et de retraites régies par la loi du 1^{er} avril 1898 dans les conditions réglées par l'article 19 de la présente loi, bénéficieront des avantages stipulés dans le paragraphe précédent.

ART. 19. — Un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du Travail et des Finances déterminera les conditions de constitution et de fonctionnement des Caisses départementales ou régionales, des Caisses patronales ou syndicales, des Caisses de syndicats de garantie solidaire et des Caisses de syndicats professionnels visées à l'article 14.

Un décret rendu sur la proposition des ministres du Travail et des Finances autorisera la constitution de chaque Caisse.

Les employeurs et les salariés qui adhèrent aux Caisses patronales ou syndicales ou à des Caisses de syndicats de garantie solidaire visées au présent article, peuvent être dispensés, par le décret qui en autorisera la constitution, des versements prévus à l'article 2, à la condition que les pensions soient au moins égales à celles qui seraient obtenues dans les mêmes périodes en vertu de la présente loi.

Ils seront en tous cas dispensés des appositions de timbres prévus par l'article 3 de la présente loi.

Si les Caisses patronales ou syndicales reçoivent des employeurs des cotisations supérieures aux contributions fixées à l'article 2, elles sont tenues seulement de capitaliser au compte de chaque salarié la partie de la cotisation correspondant à la contribution obligatoire, et peuvent, avec le surplus, soit constituer des réserves, soit accorder des avantages supplémentaires aux bénéficiaires ou à leur famille dans les conditions déterminées par leurs statuts approuvés.

Les salariés ne pourront valablement s'engager à adhérer à une Caisse patronale ou syndicale pour une période supérieure à celle pendant laquelle ils appartiennent à l'entreprise affiliée à la Caisse patronale ou à une des entreprises affiliées à la Caisse syndicale.

Indépendamment des placements prévus par l'article 15, les fonds des Caisses patronales ou syndicales prévues au présent article pourront être employés en prêts garantis par premières hypothèques sur les immeubles appartenant aux entreprises auxquelles correspondent les dites Caisses et jusqu'à concurrence de la moitié seulement de leur valeur.

Tous les actes relatifs aux prêts dont il s'agit seront exempts de droits de timbre, d'enregistrement et de toutes autres taxes.

Si, du fait de l'autorisation d'une Caisse patronale ou syndicale en vertu de la présente loi, il y a lieu à un transfert à cette Caisse de fonds ou de valeurs passible du droit de mutation ou de toutes autres taxes, ce transfert sera exempté desdits droits et taxes.

Les syndicats de garantie solidaire sont soumis aux dispositions du présent article. Indépendamment des placements prévus à l'article 15, leurs fonds peuvent être

employés jusqu'à concurrence du tiers en immeubles situés en France et, jusqu'à concurrence du dixième, confondu dans le tiers précédent, en commandites industrielles ou en prêts à des exploitations industrielles de solvabilité notoire et ayant leur siège en France.

ART. 20. — Les décrets prévus aux articles 17 et 19 déterminent le mode de liquidation des droits éventuels des bénéficiaires en vue du transfert de la réserve mathématique correspondante à un autre des organismes visés par la présente loi, lorsque la Caisse débitrice renonce à la constitution des retraites ouvrières.

Dans le cas où un assuré déclare quitter la Caisse à laquelle il appartient pour s'affilier à une autre, il n'y a pas lieu à transfert immédiat.

Cette opération est différée jusqu'à l'époque de l'entrée en jouissance de la pension. A ce moment, la Caisse à laquelle l'assuré est alors affilié reçoit de chacune des autres Caisses la réserve mathématique afférente aux portions de rentes qui y sont constituées.

En ce qui concerne les employés et ouvriers de l'État soumis à des régimes de retraite autres que ceux des pensions civiles ou des pensions militaires et quittant le service avant liquidation de pension, des règlements d'administration publique rendus sur la proposition des ministres du Travail et des Finances et du ministre intéressé détermineront, par analogie, le mode de liquidation à la charge de l'État de la réserve mathématique des pensions en cours d'acquisition.

ART. 23. — L'employeur ou l'assuré par la faute duquel l'apposition des timbres, prescrite par la présente loi, n'aura pas eu lieu, sera passible d'une amende égale aux versements omis, prononcée par le juge de simple police, quel qu'en soit le chiffre, sans préjudice de la

condamnation, par le même jugement, au paiement de la somme représentant les versements à sa charge, et qui sera portée au compte individuel de l'assuré.

L'amende sera versée au fonds de réserve.

L'employeur qui a été dans l'impossibilité d'apposer le timbre prescrit pourra se libérer de la somme à sa charge, en la versant à la fin de chaque mois, directement ou par la poste, au greffier de la justice de paix ou à l'organisme reconnu par la loi, auquel serait affilié l'assuré.

Tous les trois mois, le greffier déposera les sommes par lui touchées à la Caisse des Dépôts et Consignations.

ART. 24. — Sont passibles d'une amende de cent à deux mille francs (100 à 2.000 francs) et d'un emprisonnement de cinq jours à deux mois :

1° Les administrateurs, directeurs ou gérants de toutes Sociétés ou institutions recevant, sans avoir été dûment agréées ou autorisées à cet effet, les versements visés par la présente loi;

2° Les administrateurs, directeurs ou gérants de tous les organismes visés au titre II, en cas de fraude ou de fausse déclaration intentionnelle dans l'encaissement ou dans la gestion, le tout sans préjudice du retrait des autorisations ou des agréments prévus aux articles 17 et 19;

3° L'assuré ou toute personne qui aura fait disparaître des cartes annuelles les timbres dûment apposés.

L'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 sont applicables dans les cas prévus au présent article.

ART. 25. — Le ministre du Travail établit la statistique de toutes les opérations effectuées en exécution de la présente loi et en résume les résultats dans un rapport annuel qui est adressé au Président de la République et qui rend compte de l'application générale de la loi.

Ce rapport est publié au *Journal officiel* et distribué aux Chambres.

ART. 28. — Les pensions déjà acquises à un titre quelconque, en vertu de contrats, et dont le service incombe à l'employeur, seront fournies, comme précédemment, suivant les règlements particuliers de l'entreprise.

ART. 29. — A partir de la mise en application de la présente loi, les Caisses de retraite dont le service incombe à l'employeur et les Caisses de prévoyance précédemment organisées par les patrons avec le concours des ouvriers et employés et qui n'auront pas obtenu l'autorisation prévue à l'article 19, fonctionneront exclusivement pour l'exécution des engagements antérieurement contractés par lesdites Caisses, en ce qui concerne tant les pensions acquises à un titre quelconque que les rentes et pensions de retraites en cours d'acquisition.

Toutefois, si les versements des salariés et les contributions des employeurs aux Caisses de prévoyance n'équivalent pas au chiffre fixé par l'article 2 ci-dessus, ils doivent être majorés en conséquence, à moins que les pensions de retraite assurées ne se trouvent supérieures à celles qui seraient obtenues en vertu de la présente loi.

ART. 30. — Le capital constitutif des rentes incombant soit aux employeurs, soit aux Caisses de prévoyance pourra être versé, en totalité ou par fractions successives, à la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse, qui devra, en ce cas, inscrire au compte individuel de chaque ayant droit les rentes correspondant audit capital, calculées dans les conditions prévues par la législation de cette Caisse, et en effectuer le paiement à partir de l'âge fixé pour l'entrée en jouissance.

ART. 31. — Lorsque les Caisses auront été organisées avec le concours des ouvriers et employés, les intéressés seront appelés à se prononcer, dans un délai maximum de six mois, sur les mesures à prendre à raison des engagements précités et sur le mode de réalisation des ressources nécessaires.

A défaut d'entente entre les employeurs, d'une part, et la majorité des ouvriers et employés, d'autre part, les deux parties pourront décider que le règlement des mesures à prendre et la fixation des versements à opérer seront confiés à la Commission arbitrale instituée par l'article 32 ci-après.

Si les employeurs et la majorité des ouvriers et employés ne peuvent se mettre d'accord dans le délai de six mois sus indiqué, ni sur les mesures à adopter, ni sur le recours à la Commission arbitrale, les tribunaux nommeront, à la requête de la partie la plus diligente, un liquidateur chargé d'assurer, au mieux des intérêts en présence, la liquidation de la Caisse de prévoyance.

Le rapport du liquidateur sera soumis à l'homologation du tribunal.

ART. 32. — La Commission arbitrale prévue par l'article 31 sera composée de sept membres permanents nommés :

Deux, par la Commission supérieure de la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse;

Deux, par le Conseil supérieur des Retraites prévu à l'article 26 de la présente loi;

Deux, par la Cour d'appel de Paris, parmi les conseillers de la Cour;

Un, par la Cour des Comptes, parmi les conseillers de la Cour.

La Commission élira son président et son secrétaire;

elle siégera au ministère du Travail; ses fonctions seront gratuites.

Le nombre des membres de la Commission arbitrale sera porté à neuf par l'adjonction, dans chaque affaire, de deux membres désignés : l'un par les employeurs, l'autre par la majorité des ouvriers et employés.

La procédure se fera sans frais d'aucune sorte; tous actes, documents et pièces quelconques à produire seront dispensés du timbre et enregistrés gratis.

ART. 33. — Pour les différends qui naîtraient de l'exécution de la présente loi et qui seraient déférés aux tribunaux civils, il sera procédé comme en matière sommaire et statué d'urgence.

Les bénéficiaires de la loi obtiendront, de droit, l'assistance judiciaire devant la juridiction du premier degré.

Tous actes, documents et pièces quelconques à produire seront dispensés du timbre et enregistrés gratis.

Les intéressés agissant en nom collectif seront représentés par un mandataire nommé par eux à la majorité des voix, sans préjudice, pour chacun d'eux, du droit d'intervention individuelle.

ART. 34. — Un règlement d'administration publique déterminera : la procédure à suivre pour l'introduction, l'instruction et la solution des affaires soumises à la Commission arbitrale; le nombre, le mode de nomination et les attributions des auxiliaires de l'instruction; le mode de nomination du mandataire prévu à l'article 33.

ART. 35. — Les infractions aux dispositions des articles 28 et 29 qui précèdent seront punies d'une amende de seize francs (16 francs) à deux cents francs

(200 francs). En cas de mauvaise foi, le chiffre de l'amende pourra être porté à cinq cents francs (500 francs).

L'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 sont applicables.

ART. 38. — *Des avances remboursables peuvent être faites aux Caisses départementales ou régionales concourant à l'exécution de la présente loi, pour couvrir leurs frais de premier établissement, ainsi qu'aux Sociétés ou unions de Sociétés de secours mutuels et aux Caisses de retraites de syndicats professionnels dans les conditions qui seront fixées par un règlement d'administration publique. Le remboursement de ces avances sera effectué, dans un délai qui ne pourra excéder quinze ans, par annuités égales calculées au taux du tarif de chaque Caisse pour la première année d'opération.*

Les décrets d'autorisation visés aux articles 17 et 19 fixeront, pour chaque Caisse, le maximum desdites avances remboursables.

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ET DE
LA PRÉVOYANCE SOCIALE

CIRCULAIRE N° 4

Instructions relatives
aux différents travaux à
exécuter dans les préfec-
tures et dans les mairies
jusqu'à la date de la mise
en application de la loi
du 5 avril 1910 sur les
retraites ouvrières et
paysannes.

4° Bulletins
de renseignements.

EXTRAIT

DE LA

CIRCULAIRE DU 29 MARS 1911

*Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale
à Messieurs les Préfets.*

.....

Dès que cette liste provisoire est établie, et au plus tard le 16 avril, chacun des intéressés qui y est inscrit reçoit par les soins de la mairie ou, le cas échéant, de la section, un bulletin qu'il doit remplir, signer, et retourner à l'envoyeur dans le délai de huitaine. Tous les bulletins devront être rentrés à la mairie pour le 30 avril.

Dans le cas où l'assuré ne sait pas écrire, il dicte son bulletin à la mairie ou à la section en présence de deux témoins.

Je vous signale qu'en dehors des indications courantes portées sur ce bulletin (nom de l'assuré, prénoms, date et lieu de naissance, profession et nationalité), figurent un certain nombre de demandes de renseignements qui appellent un examen particulier :

a) *Caisse d'assurance choisie par l'assuré.* — Cette mention est des plus importantes. La loi n'a pas institué de Caisse d'État unique, obligatoire. Il importe donc que chaque assuré fasse choix, parmi les différentes Caisses prévues par le législateur, de celle à laquelle il entend que son compte soit ouvert.

Un grand nombre d'assurés, surtout au début de l'application de la loi, hésiteront sans doute sur le choix à faire d'une Caisse d'assurance. Il convient donc d'envisager l'hypothèse où un assuré ne saura pas ou ne voudra pas faire de choix. En pareil cas, son compte sera ouvert d'office à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Une fois leur détermination prise, les assurés pourront ensuite rester affiliés à la Caisse par eux choisie, malgré tous changements ultérieurs de résidence. Leur choix reste valable jusqu'à notification d'un choix différent, qui ne peut toutefois se manifester que lors de l'échange de la carte annuelle.

.....
c) *Déclaration par l'assuré de la réserve du capital de ses versements au profit de ses ayants droit.* — En principe, les versements effectués par les assurés sont faits à capital aliéné; la retraite est alors constituée en tenant compte de ce fait que l'assuré fait abandon de son capital au moment de son décès.

Mais les versements peuvent être faits à capital réservé. En ce cas le capital provenant des versements de l'assuré est remboursé à ses ayants droit lors de son décès. Cette réserve du capital entraîne naturellement une diminution du montant de la retraite servie à l'assuré.

Mais cette clause ne se présume pas. Une déclaration de l'intéressé est nécessaire. L'assuré devra donc spécifier expressément, sur le bulletin, qu'il entend réserver le capital provenant de ses versements, au profit de ses ayants droit.

Une restriction est apportée, toutefois, à la faculté, accordée aux assurés, de faire une déclaration de réserve, du capital en ce qui concerne les assurés mineurs. Ceux-ci n'ont pas, en effet, à raison de leur âge, la libre dispo-

sition de leurs biens. Il est donc entendu que, jusqu'à leur majorité, leurs versements seront faits à capital aliéné. Il leur appartiendra, ensuite, de déclarer, s'ils le désirent, qu'ils entendent effectuer désormais leurs versements à capital réservé.

Telles sont les raisons de l'indication sur le bulletin de renseignements, des mentions pour lesquelles il m'a paru qu'une explication particulière devait vous être fournie.

IV. — ENVOI PAR LES PRÉFECTURES DES BULLETINS DE RENSEIGNEMENTS AUX CAISSES.

En dehors de l'établissement et de l'envoi aux mairies des cartes d'identité et des cartes annuelles, il vous appartient également d'envoyer à la Caisse d'assurance choisie par l'assuré le bulletin de renseignements qui permettra à cette Caisse d'ouvrir le compte de l'assuré. Cette opération présente le même caractère d'urgence que l'envoi des cartes dans les mairies.

Le règlement prescrit de reporter sur le bulletin de renseignements le numéro de la carte de l'assuré. Vous utiliserez pour cette opération la liste des assurés existant à la Préfecture et qui, conformément aux instructions que je vous ai données plus haut, doit porter le numéro de chaque assuré.

Il arrivera parfois que des bulletins de renseignements ne porteront point la mention de la Caisse choisie par l'assuré.

Il faut, en effet, compter, en pareille matière, avec l'indécision, l'ignorance et même l'apathie d'un certain nombre d'assurés. Le règlement a prévu ce cas en décidant que le choix de la Caisse d'assurance pourrait être différé pendant la période d'application de la loi et fait seule-

ment, à l'aide d'un bulletin, un mois avant le renouvellement des premières cartes.

Les bulletins de renseignements sur lesquels vous constaterez l'absence de toute mention de Caisse d'assurance seront donc conservés par vous jusqu'à nouvel ordre.

Vous devrez également vous préoccuper de savoir si la Caisse d'assurance choisie par l'assuré a bien été autorisée conformément au règlement.

A cet effet, vous recevrez périodiquement du Ministère un état des Caisses autorisées et de celles en instance d'autorisation. Rien à dire au cas où le bulletin indique une Caisse autorisée. Mais, s'il désigne une Caisse non autorisée, vous devrez conserver le bulletin jusqu'à ce que vous receviez un état dans lequel cette Caisse se trouve autorisée ou rayée du nombre des Caisses en instance.

Dans ce dernier cas et dans celui où la Caisse désignée ne se serait jamais mise en instance d'autorisation, vous devrez faire connaître à l'intéressé par l'intermédiaire du maire que, sauf indication autre de sa part dans le délai imparti pour le choix d'une Caisse, il serait d'office considéré comme adhérent à la Caisse nationale des retraites.

ARRETÉ DU 25 AVRIL 1911

concernant l'encaissement des cotisations des bénéficiaires
de la loi du 5 avril 1910
sur les retraites ouvrières et paysannes.

Le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et
le ministre des Finances,

Vu la loi du 5 avril 1910;

Vu le décret du 25 mars 1911 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la dite loi;

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. — La déclaration écrite que les assurés obligatoires ou facultatifs sont tenus de faire, lorsqu'ils entendent effectuer leurs versements par l'intermédiaire d'une Société ou union de Sociétés de secours mutuels ou d'une Caisse de retraites de syndicat professionnel, est établie dans la forme du modèle n° 1 annexé au présent arrêté. Cette déclaration est faite sur une formule imprimée ou manuscrite.

Selon la Caisse choisie, cette déclaration est remise par l'assuré, appuyée de sa carte annuelle, soit au président de la Société ou de l'union de Sociétés de secours mutuels, soit au représentant légal de la Caisse de retraites du syndicat professionnel.

La déclaration reste valable tant que l'assuré continue à effectuer ses versements par l'intermédiaire de la même Caisse collectrice. Elle n'a besoin d'être renouvelée qu'au cas où, deux fois de suite, l'assuré aurait négligé de produire sa carte annuelle dans les délais fixés par l'article 34 du décret du 25 mars 1911.

ART. 2. — Les Caisses collectrices (qui doivent, en tout état de cause et même s'il s'agit de versements d'avance, constater les versements faits par leurs adhérents au moyen de timbres mobiles apposés sur les cartes annuelles) n'ont à tenir d'autre document de comptabilité qu'un compte des versements établi dans la forme du modèle n° 2.

Toutefois, les Caisses ont la faculté de compléter la tenue de ce carnet par un répertoire alphabétique, établi dans la forme du modèle n° 3.

ART. 3. — Au reçu de la déclaration prévue à l'article 1^{er}, la Caisse procède, dans l'ordre indiqué, aux opérations suivantes :

1° Elle attribue à la déclaration un numéro d'ordre (série ininterrompue de numéros commençant au n° 1 et qui se continue indéfiniment). Ce numéro est inscrit dans l'angle de gauche de la déclaration.

2° Elle réserve à chaque assuré, au carnet modèle n° 2, une case en tête de laquelle sont portés : le numéro donné à la déclaration ; sur la deuxième ligne, le nom de l'assuré, et sur la troisième, sa série et son numéro tels qu'ils figurent à la carte annuelle.

3° Si elle tient le répertoire alphabétique prévu à l'article précédent, elle y inscrit le numéro de la déclaration, nom, série et numéro de l'assuré, folio et numéro du compte ouvert ;

4° Elle appose sur la carte annuelle la mention prévue par l'article 33 du décret précité du 25 mars 1911, appuyée de son cachet, et y porte en outre le folio et le numéro du compte ouvert ;

5° Avant de rendre la carte annuelle à l'assuré, elle inscrit s'il y a lieu, dans les conditions indiquées à l'article 4 ci-après, le versement qui a pu être fait par lui en remettant sa déclaration.

ART. 4. — L'assuré qui effectue un versement présente sa carte annuelle ; la date et le montant du versement sont inscrits d'abord au carnet n° 2, puis les timbres représentant le montant de ce versement sont apposés sur la carte annuelle. De plus, s'il s'agit du paiement d'avance d'un versement obligatoire, la carte reçoit, à l'endroit réservé à cet effet, une mention indiquant le montant de la somme versée d'avance.

ART. 5. — Toutes les fois qu'un assuré effectue un premier versement sur une nouvelle carte annuelle, il lui est ouvert un nouveau compte au carnet modèle n° 2.

Le folio et le numéro de ce nouveau compte sont immédiatement inscrits au répertoire alphabétique, dans le cas où la Caisse en établit un.

ART. 6. — Les déclarations sont conservées, dans des chemises spéciales, par série de cent déclarations classées par ordre de numéros.

ART. 7. — Les Caisses collectrices sont tenues de se conformer aux indications qui figurent sur les modèles annexés au présent arrêté.

ART. 8. — Le directeur général de la Comptabilité publique et le directeur des Retraites ouvrières et paysannes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 25 avril 1911.

Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,

J. PAUL BONCOUR.

Le Ministre des Finances.

J. CAILLAUX.

CIRCULAIRE DU 10 NOVEMBRE 1911

**Attribution de l'indemnité de gestion de 1 franc
et de la remise de 5 p. 100.**

*Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
à Messieurs les Préfets.*

Je vous ai donné, dans ma circulaire du 1^{er} juillet 1911, les instructions nécessaires à l'établissement, pour chaque Caisse d'assurance, d'un bordereau récapitulatif hebdomadaire portant indication des versements constatés sur les cartes annuelles des assurés, et, s'il y a lieu, des majorations dont ces versements sont susceptibles.

Les bordereaux récapitulatifs de versements doivent également servir à attribuer l'indemnité de gestion de 1 franc aux Caisses d'assurance et la remise de 5 o/o aux organismes d'encaissement. Je suis donc amené à vous indiquer les opérations complémentaires que vous aurez à effectuer dans ce but, au moment de la préparation des bordereaux.

I. — ATTRIBUTION DE L'INDEMNITÉ DE GESTION DE 1 FRANC.

Aux termes de l'article 144 du décret du 25 mars 1911, la liquidation des sommes dues à chaque Caisse à raison de l'indemnité de 1 franc par compte individuel est faite, en règle générale, d'après le nombre de comptes portés aux bordereaux hebdomadaires.

Le nombre de ces comptes sera représenté, en fait, par celui des cartes que vous enregistrerez à la colonne n° 1 des bordereaux modèles 2 et 2 *bis*, ou celui que vous porterez à la colonne n° 3 du bordereau modèle 2 *ter*. Ce sont donc les chiffres portés aux colonnes indiquées ci-dessus que j'utiliserai pour la liquidation des indemnités de gestion, et je vous prie de les établir avec le plus grand soin.

Mais cette règle générale comporte une exception pour les comptes individuels des assurés qui ont successivement adhéré à plusieurs Caisses au cours d'une même année, conformément aux dispositions de l'article 19 du décret du 25 mars 1911, lorsque ces comptes donnent lieu à la répartition de l'indemnité de gestion entre les Caisses participantes. Vous aurez à tenir compte des observations suivantes pour l'inscription sur les bordereaux des cartes échangées en vertu de l'article 19 précité.

Lorsqu'une carte complémentaire sera délivrée moins de quatre mois avant l'anniversaire de l'assuré, cette carte restant valable jusqu'à l'anniversaire suivant, la carte échangée devra être considérée comme une carte annuelle et vous la ferez figurer immédiatement comme telle sur les bordereaux hebdomadaires.

Mais la carte complémentaire délivrée plus de quatre mois avant l'anniversaire de la naissance de l'assuré étant valable seulement pour le délai restant à courir jusqu'au prochain anniversaire de cet assuré, la répartition de l'indemnité de gestion entre les Caisses d'assurance au nom desquelles sont établies la carte initiale et la carte complémentaire ne peut être faite qu'au vu de ces deux cartes réunies.

Quand donc vous aurez délivré une carte complémentaire dans ces conditions, vous annexerez au relevé récapitulatif de l'assuré la carte en échange de laquelle

a été délivrée la carte complémentaire, et c'est seulement lorsque vous serez en possession de toutes les cartes afférentes à l'année de l'anniversaire de l'assuré, que vous inscrirez les différentes cartes partielles sur les bordereaux hebdomadaires. Vous aurez soin de porter ces inscriptions à la fin des bordereaux, après les indications relatives aux cartes annuelles.

Dans le cas d'application des paragraphes 3 et 4 de l'article 19 du décret du 25 mars 1911, vous inscrirez dans la colonne « observations » en face de la mention afférente à chacune des cartes partielles portées sur le bordereau d'une Caisse d'assurance, les numéros des bordereaux des autres Caisses où figurent les cartes partielles du même assuré.

S'il s'agit d'un assuré passant de la catégorie des assurés obligatoires à celle des facultatifs, ou réciproquement, vous porterez, dans la colonne « observations », en regard du nom de cet assuré, la mention « carte complémentaire » afin d'éviter un double emploi dans l'attribution de l'indemnité de 1 franc.

Enfin, lorsque les bordereaux hebdomadaires comprendront des cartes complémentaires, vous voudrez bien le mentionner, en face de l'indication de ces bordereaux, dans la colonne « observations », sur le bordereau récapitulatif.

II. — ATTRIBUTION DE LA REMISE DE 5 o/o.

L'article 115 du décret du 25 mars 1911 a spécifié que la remise de 5 p. 100 aux organismes d'encaissement serait effectuée d'après le montant des encaissements constatés sur chaque carte annuelle.

Il importe donc, ainsi que je vous l'ai déjà indiqué, d'une façon sommaire, dans ma circulaire du 1^{er} mai

1911, que vous fassiez ressortir dans les bordereaux hebdomadaires le montant des versements des assurés donnant lieu à l'attribution de la remise de 5 p. 100.

A cet effet, vous voudrez bien grouper, dans chaque série de cartes devant figurer sur le bordereau d'une Caisse d'assurance, celles qui mentionnent l'intervention d'un organisme d'encaissement, en ayant soin de les classer, autant que possible, par organisme.

Pour procéder à l'inscription de ces cartes sur le bordereau, il suffira de mentionner, dans la colonne réservée à cet effet, le montant des timbres « assurés » inscrit lors de l'opération préalable de l'addition des cartes, sur la quatrième page de la carte, au relevé récapitulatif des versements.

Ces sommes seront reportées à la colonne 6 de l'état d'attributions qui doit accompagner les bordereaux hebdomadaires. Ledit état me servira de base pour calculer le montant de la remise à faire figurer au compte de chaque Caisse d'assurance.

La répartition des remises entre les organismes collecteurs rentrant dans les attributions des Caisses d'assurance, il appartiendra à ces dernières de préparer cette opération en mentionnant, en regard des sommes portées sur les bordereaux hebdomadaires, l'organisme qui, d'après la carte de l'assuré, en est le bénéficiaire. La colonne 9 du bordereau modèle n° 2 ne recevra donc aucune inscription de votre part¹.

Je vous prie, en terminant, de ne pas perdre de vue que, lorsque les cotisations sont recueillies par les Caisses d'assurance, elles ne donnent pas lieu à la remise de 5 p. 100, en raison de l'indemnité de gestion de 1 franc

1. Modifié par les dispositions nouvelles introduites par le décret du 6 août 1912 à l'article 115 du règlement d'administration publique du 25 mars 1911. (Voir *Circ.*, 10 avril 1912.)

qui est déjà allouée à ces Caisses. Seuls, les encaissements effectués par les organes exclusivement collecteurs devront être comptés comme versements donnant lieu à remise.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire.

Le ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,

RENÉ RENOULT.

CIRCULAIRE DU 10 AOÛT 1912

**Liquidation et ordonnancement des allocations de 5 p. 100
accordées aux établissements ayant effectué
l'encaissement des cotisations des assurés de la loi
sur les retraites.**

*Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
à Messieurs les Préfets.*

Aux termes de l'article 115 du décret du 25 mars 1911, modifié par le décret du 6 août 1912, « la liquidation de la remise de 5 o/o accordée par l'article 12 de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes aux établissements qui ont opéré l'encaissement des cotisations des assurés est effectuée au nom de ces établissements par le ministre du Travail, d'après le montant des encaissements constatés par les préfets sur chaque carte annuelle.

Jusqu'ici l'ordonnancement de cette remise avait eu lieu au nom de la Caisse des Dépôts et Consignations, qui créditait les Caisses d'assurance du montant desdites sommes, à charge par celles-ci de les répartir entre les organismes d'encaissement.

Désormais, cette procédure sera supprimée et l'ordonnancement aura lieu au nom des organismes d'encaissement eux-mêmes.

En conséquence, vous devrez indiquer, sur les bordereaux hebdomadaires que vous établirez après la date du 10 août 1912, le nom des organismes d'encaissement,

tel que vous le trouverez sur les cartes des assurés, en le faisant figurer dans la colonne 11, actuellement remplie par les Caisses d'assurance. Il paraît inutile de faire figurer ce renseignement dans l'exemplaire du bordereau qui est adressé à la Caisse d'assurance, et dans celui destiné à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Afin de simplifier encore votre travail, vous pourrez désigner les Sociétés de secours mutuels ou Caisses d'épargne par indications abrégées ou même par de simples initiales S. M. ou C. E., mais, en ce cas, vous devrez mentionner la partie essentielle de la désignation, avec le numéro du répertoire pour les mutualités.

Enfin, vous aurez soin de grouper ensemble et autant que possible, dans chaque bordereau et dans chaque catégorie, les assurés qui auront utilisé le même organisme d'encaissement.

Lorsque l'Administration centrale aura été saisie des bordereaux hebdomadaires ainsi complétés, elle fera le relevé des sommes encaissées par chacun des organismes, après s'être assurée de son fonctionnement régulier. Elle fera ensuite le calcul de la remise, correspondant aux encaissements effectués, et en opérera semestriellement l'attribution, par une ordonnance dont il vous appartiendra d'assurer l'exécution, aux organismes de collecte.

Le ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,

LÉON BOURGEOIS.

CIRCULAIRE DU 12 MAI 1913¹

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les décisions prises en vue de l'application du paragraphe 2 de l'article 20 de la loi des retraites ouvrières et paysannes et de l'article 137 du décret du 25 mars 1911, modifié par le décret du 6 août 1912, relatifs au transfert des réserves mathématiques.

Lorsque, conformément au paragraphe 2 de l'article 20 susvisé, il y a lieu à transfert de réserves mathématiques, mon Administration avise les Caisses qui ont, à un moment donné, ouvert un compte à l'assuré intéressé.

Le transfert ne peut avoir lieu par la Caisse cédante que si elle a la preuve de l'existence de l'assuré en instance de retraite. A cet effet, la Caisse cessionnaire doit demander à cet assuré un certificat de vie qu'elle transmet à la Caisse cédante. Ce certificat ne doit pas avoir une date antérieure de plus de 15 jours à la date de la réception par la Caisse cédante.

En même temps, la Caisse cessionnaire doit indiquer, en vue du calcul des arrérages, la date de la demande de liquidation de retraite déposée à la mairie par le titulaire.

Au reçu de cet avis, la Caisse cédante devra opérer le calcul de la somme à transférer.

1. Adressée aux directeurs des Caisses d'assurance.

EXTRAIT

DE

L'ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL DU 5 AOÛT 1913

déterminant les conditions
dans lesquelles les Caisses d'assurances reçoivent des avances
pour leur permettre de faire face
au paiement des arrérages des allocations et bonifications
de l'État et régularisent ces avances.

.

ARTICLE PREMIER.

Dans la première quinzaine du mois de décembre de chaque année, un arrêté du ministre du Travail et du ministre des Finances fixe le montant de l'avance qui sera consentie à chaque Caisse d'assurance, sur les crédits de l'exercice suivant, pour lui permettre de faire face au paiement des allocations et bonifications de l'État.

Cette avance est égale au total, arrondi à un multiple de cent francs, des allocations et bonifications figurant aux bordereaux n^{os} 27 et 28 déposés par la Caisse d'assurance intéressée, à la recette des finances, pendant la période du 1^{er} au 10 novembre précédent.

EXTRAIT

DE

L'ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL DU 24 NOVEMBRE 1913

Chaque Caisse d'assurance peut utiliser l'intermédiaire de la poste pour les paiements d'arrérages à faire aux intéressés qui lui auront transmis préalablement leur certificat de vie dûment acquitté et daté au plus tôt de la veille de la dernière échéance. Toutefois, cette faculté est limitée aux paiements à faire aux intéressés en résidence dans une localité autre que celle où la Caisse d'assurance a son siège.

Le fait même de l'envoi de son certificat de vie acquitté implique, de la part du retraité intéressé, l'ordre donné à la Caisse d'assurance de lui adresser les fonds par la poste, et la Caisse d'assurance se trouve ainsi déchargée, en ce qui concerne la somme payable sur le certificat de vie, de toute obligation à l'égard du dit retraité, à partir du jour où elle peut justifier, par le récépissé de la poste, de l'émission d'un mandat de pareille somme au profit du dit retraité.

Le paiement des arrérages des retraites ouvrières et paysannes est effectué à l'aide d'un mandat d'un type spécial dit « mandat-retraite » (modèle n° 1416) dont les formules sont fournies, à titre onéreux, par l'Administration des postes, aux Caisses d'assurance chargées

de les remplir. Ils comportent un avis détachable qui est adressé par le bureau de poste desservant le domicile du titulaire de la retraite, dès que le mandat-retraite est parvenu à ce bureau.

Les mandats-retraite bénéficient du tarif spécial qui a été fixé par la loi du 17 juin 1913¹.

Les mandats n° 1416 sont récapitulés sur un bordereau spécial (modèle n° 46) divisé en deux parties et qui est fourni par les Caisses d'assurance. Après vérification, le bureau de poste conserve la première partie et remet à la Caisse d'assurance expéditrice la seconde partie qui sert de récépissé et est destinée à justifier la dépense dans les écritures de cette Caisse.

Les bordereaux n° 46 sont enregistrés à un carnet spécial (modèle n° 47) avant leur dépôt à la poste.

La dépense est constatée en écritures, au registre des paiements en numéraire (modèle n° 2), le jour même de la remise du récépissé à la Caisse d'assurance. L'inscription au registre n° 2 est faite sur une ligne par récépissé.

Les récépissés qui constituent la décharge de la Caisse d'assurance doivent être conservés avec le plus grand soin et classés dans l'ordre exact de leur numéro d'enregistrement au carnet n° 47.

Les certificats de vie acquittés qui ont fait l'objet d'un paiement par mandat-retraite sont annotés, soit

1. Ce tarif est le suivant : jusqu'à 100 francs, 0 fr. 15; de 100 fr. 01 à 300 francs, 0 fr. 25. Le maximum des mandats-retraite est fixé à 300 francs.

Les Caisses départementales ou régionales imputent les dépenses d'émission des mandats-retraite à l'article 5 de leur budget (frais d'impression, de bureau et de correspondance). Ces mêmes dépenses ne sont pas constatées dans la comptabilité financière d'assurance des autres Caisses d'assurance.

à la main, soit à l'aide d'un timbre humide, de la mention ci-après :

Payé par mandat-retraite
Bordereau enregistré le 19
sous le n° du carnet n° 47.

L'emploi des mandats-retraite est exclusivement réservé aux paiements effectués sur certificats de vie¹. Pour les paiements à faire à des héritiers, les Caisses d'assurance ne peuvent utiliser l'intermédiaire de la poste que sous leur responsabilité et au moyen d'un mandat-carte ordinaire payable, à domicile ou poste restante, au bénéficiaire justifiant de son identité dans les mêmes conditions que pour tous les autres paiements faits sur mandat-carte. Dans ce cas, les Caisses d'assurance doivent demander à la poste un avis de paiement n° 1414, pour leur servir de décharge définitive. Il est fait mention du retour du dit avis sur la quittance des héritiers transmise à la trésorerie générale.

1. Il est bien entendu que les mandats-retraite ne peuvent pas être utilisés pour les remboursements de capitaux réservés. Leur emploi pour tout autre usage que les paiements d'arrérages de retraites constituerait une contravention postale à la charge de la Caisse d'assurance.

TABLE DES MATIÈRES

N ^{os} d'ordre des Chapitres.		Pages.
	AVANT-PROPOS.	I
I. —	a) Caisses autorisées à constituer la retraite de vieillesse.	6
	b) Choix de la Caisse par les assurés.	7
	c) Personnalité civile des Caisses d'assurance	19
	d) Contrôle auquel les Caisses d'assurance sont soumises.	19
II. —	Régime administratif des Caisses d'assurance . . .	21
III. —	Gestion financière des Caisses d'assurance.	52
IV. —	Placements des fonds.	67
V. —	L'État est-il responsable de la gestion des Caisses d'assurance?	81
VI. —	Comptes individuels. — Retraites	94
	a) Ouverture des Comptes.	94
	b) Liquidation des rentes éventuelles.	98
	c) Bulletin de versement annuel	99
	d) Tarifs des retraites.	102
	e) Liquidation des retraites	108
	f) Paiement des arrérages de retraites	110
VII. —	Résultats déjà obtenus par les Caisses d'assurance.	119
VIII. —	Organismes d'encaissement	124
IX. —	a) Le rôle des Caisses d'assurance	135
	b) Conclusion.	135

ANNEXES

	Pages.
I. — Extrait de la loi du 5 avril 1910, modifiée par la loi du 27 février 1912	141
II. — Extrait de la circulaire du 29 mars 1911 (Travail aux Préfets)	162
III. — Arrêté interministériel du 25 avril 1911, concernant l'encaissement des cotisations	166
IV. — Circulaire du 10 novembre 1911, relative à l'attribution de l'indemnité de gestion	169
V. — Circulaire du 10 août 1912, relative à la liquidation et à l'ordonnancement des allocations de 5 o/o	174
VI. — Extrait de la circulaire du 12 mai 1913, relative au transfert des réserves mathématiques	176
VII. — Extrait de l'arrêté interministériel du 5 août 1913, relatif aux avances à effectuer aux Caisses	177
VIII. — Extrait de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1913, relatif au paiement, par la Poste, des arrérages de retraites	178

